

# HISTOMAG'44

Premier bimestriel historique gratuit

N° 65  
MAI JUIN 2010



FORUM LE MONDE EN GUERRE

La seconde guerre mondiale pour des passionnés par des passionnés

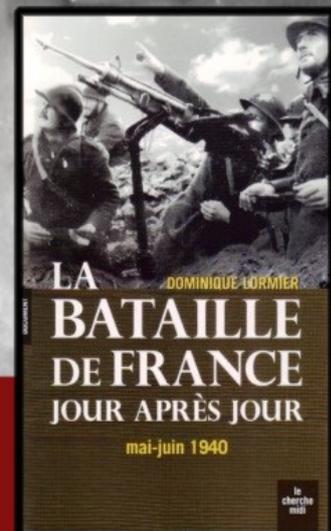


## MAI - JUIN 40



# LE CATACLYSME

## INTERVIEW DE DOMINIQUE LORMIER



Avec la participation de Julien Fargettas, Annie Lacroix-Riz, Francois Delpla et Sebastien Vincent



[www.39-45.org/histomag](http://www.39-45.org/histomag)

**C**ontact rédaction [Histomag44@hotmail.fr](mailto:Histomag44@hotmail.fr)  
[Juin1944@wanadoo.fr](mailto:Juin1944@wanadoo.fr)

## AUTEURS

Julien Fargettas  
François Delpla  
Sébastien Vincent  
Annie Lacroix-Riz  
Ambassade du Sénégal  
Stéphane Delogu  
Lionel Ladan  
Prosper Vandembroucke  
Jean-Michel Adenot  
Jean Cotrez  
Philippe Massé  
Daniel Laurent

Directeur de publication : Stéphane Delogu  
Rédacteur en chef : Daniel Laurent  
Conseiller de rédaction : Prosper Vandembroucke  
Responsable qualité : Nathalie Mousnier  
Responsable rubrique BTP : Jean Cotrez

## LIGNE EDITORIALE

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. A ce titre, ce magazine est le premier mensuel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation. Si vous êtes intéressé pour devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre responsable développement.

en partenariat avec



<http://www.histoire-pour-tous.fr/>



<http://www.dowpanzer.be/>



<http://www.histokit.com/>



<http://www.histoired1monde.fr/>



# SOMMAIRE

- Page 3 : L'édito
- Page 4 : Dossier : Les Coloniaux  
*Un colonial dans l'enfer, mai-juin 40*  
*Les massacres des soldats noirs de 1940*  
*Lieux de mémoire*
- Page 21 : Les débuts chaotiques de la France Libre
- Page 27 : Interview, Dominique Lormier
- Page 29 : Le secret de Paul Reynaud
- Page 32 : Débat : Le Choix de la défaite
- Page 40 : Le Premier-maitre L'Her
- Page 42 : La route de Londres
- Page 51 : Le 43ème CA au Donon en juin 1940
- Page 55 : A quand la remise en cause de la Frieser-Legende ?
- Page 57 : Un officier honnête
- Page 60 : Les Canadiens (français) et la défaite de la France
- Page 68 : Interview : François Delpla et Mers-el-Kebir
- Page 72 : La ligne Chauvineau
- Pages 78 et 79 : Annonces

# L'Édito

Par Stéphane Delogu

Il est bon de temps à autre de marquer un temps d'arrêt, pas trop long de préférence, juste ce qu'il faut pour dresser le bilan d'une route déjà longue, parsemée de succès, mais aussi de désillusions, d'échanges qui en appellent d'autres, d'interrogations, de remises en questions, de divergences et d'union sacrée. C'est cet ensemble d'heurs et malheurs qui ponctue la vie sous toutes ses formes et qui nous apprend à apprécier le plaisir et les moments privilégiés. Voilà maintenant presque neuf ans qu'un petit magazine sans prétention voyait le jour sous le nom de « Mag'44 », représentant d'une espèce disparue et qui aujourd'hui a cédé sa place à une nouvelle ère, celle d'un magazine de 80 pages, bimestriel, toujours gratuit et toujours réalisé avec passion. Entre ce premier numéro et celui que vous êtes en train de savourer, des noms illustres se sont succédés dans nos colonnes : Marc Levy, Ian Kershaw, Daniel Costelle, Antony Beevor, François Delpla, Jean Luc Leleu et bien d'autres encore.

Parti de presque rien, une idée furtive, votre magazine a grandi, muri, a pris du volume au fil des mois et des années pour devenir aujourd'hui un incontournable du net historique et son engouement ne se dément après neuf ans puisque Dominique Lormier rallonge la liste des auteurs à succès qui se sont pris au jeu d'une joyeuse équipe d'allumés qui arrive toujours à s'étonner de retomber sur ses pattes en ne se prenant jamais au sérieux. Le forum d'où provient cette synergie a lui aussi grandi, a connu des soirées torrides et explosives autour de débats enflammés, des vagues à l'âme suivis par de folles envolées, il est tout simplement vivant, résolument humain et sensible aux atmosphères. Son âme est faite d'un exotique mélange de ceux qui le hantent, qui l'aident à respirer et qui lui communiquent leurs passions et leurs doutes, leurs projets et leurs craintes. Il n'est que le prolongement vivant d'une communauté qui ne demande qu'à partager et qui souhaite user ses galoches sur ce chemin tellement usité que ses pavés sont devenus patinés et luisants.

On aurait pu ne rien faire d'autre, se contenter d'un magazine devenu référence et d'un forum devenu un monument du net historique. Mais il fallait faire autre chose, crever l'écran, balayer pseudos et claviers pour mieux affirmer à quelle point la vie coulait dans les méandres des topiques et des thèmes. Une association est née en février 2009, alors que cinq ans plus tôt, déjà, une toute petite délégation nouait le contact lors des toutes premières journées du forum, qui fêteront en juin prochain leurs 7<sup>ème</sup> éditions, véritable creuset de la force qui a si souvent permis de réaliser l'impossible et l'impensable. Le 6 juin 2010, une étape supplémentaire sera franchie avec l'inauguration d'un site de mémoire complet et pédagogique au sud de CAEN, arraché avec l'énergie du diable à l'oubli et bâti

Pierre par pierre, sans le moindre denier public, avec un soupçon de folie douce et beaucoup de volonté. Les pseudos ont crevé l'écran depuis maintenant longtemps, et d'un univers à première vue virtuel a surgit un torrent d'hommes et de femmes animé par une énergie commune. Voilà où nous en sommes.

L'aventure continue pour cette arche de Noé, qui a presque fait le tour du monde, affronté tempêtes et cyclones, a aussi tangué pour se retrouver finalement toujours là, vivante et animée d'une indicible envie de continuer à écarquiller les yeux devant ses propres rêves, y compris les plus insensés. Le travail entrepris depuis de longues années a donné naissance à de nouveaux horizons, indispensables à toujours considérer chaque chose sous un angle novateur. Peut être connaissons nous d'autres tempêtes ou affronteront nous de nouveaux écueils, il s'agira de les endurer et de courber le dos avec philosophie, car rien n'est jamais linéaire, nous ne sommes après tout que des humains, à la merci d'éléments qui nous dépassent et infiniment plus puissants. Mais rien, jamais rien ne pourra venir à bout d'une modeste embarcation qui garde l'histoire pour passion et l'amitié pour gouvernail.

A la prochaine.



# Un colonial dans l'enfer – Meuse, mai-juin 1940

Par Stéphane Delogu

Mai 1940 : les minutes s'égrènent sur le front, à un rythme à ce point lancinant que l'on se demande pourquoi elles existent. Voilà déjà neuf mois que la « drôle de guerre » paralyse les hommes le long de la frontière, sans autre raison que d'attendre ce choc qui ne vient pas. Alors, on tue le temps comme on le peut. Aimé Thierry, lui, noircit les pages de son cahier d'écolier : écrire est sa passion, dont le contexte si particulier du front ne l'éloigne pas. Il attend le grand choc, comme tous ses copains du 43<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie Coloniale et noircit des dizaines de pages. C'est ainsi qu'il a procédé, tout au long de ce conflit qui allait encore durer cinq longues années. Puis, les cahiers d'Aymé Thierry se sont endormis pendant plusieurs décennies avant de revenir à la vie. De cette « guerre éclair » qui écrasa la France, autant par les armes que par son impact moral, à la vie au Stalag décortiquée dans ses moindres détails, les écrits d'Aymé Thierry constituent un témoignage rarissime et poignant, celui d'un homme pris au milieu d'une tourmente que personne n'aurait imaginée. La France en est sortie si traumatisée que, pendant longtemps, la piètre valeur combattante de son armée fut l'hypothèse la plus souvent retenue par la mémoire collective. Ce que relate le soldat Thierry bat pourtant en brèche cette théorie : les hommes de 1940 se sont battus et leur désespoir n'a d'égal en amplitude que le séisme qui devait emporter cette armée d'un autre temps.

## France 1939 : une stratégie dépassée

Le 43<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie Coloniale est mobilisé en 1939 au CMI n° 59 d'Asnières-lès-Bourges et intégré à la 6<sup>ème</sup> D. I. C. (1). La division, fraîchement formée, est placée en réserve de la 3<sup>ème</sup> Armée du Général Charles Condé.

Chaque régiment d'infanterie est constitué d'une compagnie de commandement, d'une compagnie hors rang et de trois bataillons armés à trois compagnies chacun. Chaque bataillon peut en outre compter sur une compagnie d'appui, en théorie tout au moins. Dans la réalité, cet appui se limite à un seul canon de 37mm Modèle 1916, tant et si bien que ce sont les moyens du bataillon divisionnaire antichars (NDLA : totalisant huit pièces similaires) qui sont détachés au profit des trois bataillons de marche.

Les « Coloniaux » sont rapidement engagés et participent à l'offensive sur la Sarre, en compagnie des trois armées (3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>) lancées par le général Maurice Gamelin. Percant le front de part et d'autre de Sarrebrück et sur une profondeur de huit kilomètres, les Français se heurtent à une faible opposition Allemande. La 6<sup>ème</sup> D. I. C. est d'ailleurs l'unité qui réalise la percée la plus importante et se porte à l'ouest de la cité allemande.

Contre toute attente, Gamelin décide de stopper cette offensive le 12 septembre et fait retraiter les troupes, qu'il masse le long de la ligne Maginot. Finalement, cette manœuvre pour le moins incompréhensible fait les affaires d'Hitler qui craignait réellement une implication massive des Français avant que « l'affaire Polonaise » ne soit réglée. Les *What if* ne manquent pas pour revisiter l'histoire de cet épisode méconnu

mais qui reste pourtant significatif d'une période où l'Europe dite « libérale » est prête à tout pour éviter le bain de sang de la « *Der des der* ».

Si les Français ont manifestement de quoi inquiéter la Wehrmacht au sol, leur aviation peut également s'attendre à un choc relativement équilibré, puisqu'Hitler devrait lutter sur deux fronts. Bien loin de contrecarrer les plans du *Führer*, les mois qui suivent précipitent la chute de la 1<sup>ère</sup> armée du monde. De l'avis d'un officier de l'état major de Gamelin, « *la France avait la capacité de faire fléchir l'ennemi* » en même temps « *qu'une offensive aurait mis au grand jour les faiblesses du haut commandement français, ce qui aurait eu pour effet* », affirme t'il, « *de procéder à leur remplacement par de vrais chefs militaires ; en tête de ceux-ci aurait figuré Gamelin, toujours prêt à ne pas prendre de décision* ».

Alors que l'industrie de guerre allemande tourne à plein régime, nos troupes ne profitent pas de l'intermède de la *drôle de guerre* pour se doter d'une arme blindée autonome et Gamelin reste fermement partisan de la guerre de tranchées. S'enfermant dans un optimisme qui se révélera bientôt catastrophique, les Français ne doutent pas de la victoire, tel Pétain qui déclare à Madrid le 3 janvier 1940 : « *Nous réunissons toutes les conditions requises pour la victoire. On peut compter sur les valeurs et la ténacité des Français et des Britanniques pour conserver, et s'il se peut, compléter cet avantage primordial. [...] Sur Terre, où l'ennemi ne s'est pas risqué à une grande action, on peut faire confiance au soldat français d'aujourd'hui comme on le fit à celui d'hier. Avec ces hommes bien entraînés et superbement encadrés, nous pouvons attendre sans aucune crainte le grand choc* ».

Forte de ses convictions, l'armée française se caractérise par des initiatives aux antipodes de la guerre, comme par exemple l'envoi de 10 000 ballons de football aux soldats qui se morfondent face à l'inactivité ou bien encore la remise en question des « *bandes molletières qui provoquent œdèmes et varices qu'il serait souhaitable de remplacer par des bottes, des guêtres ou peut être des leggings* » (2).

Malgré la mise sur pieds de divisions cuirassées à partir de janvier 1940, l'armée française souffre de la pénurie de matériel motorisé : une bonne partie des camions de transport est obtenue sur réquisition. Les enseignes publicitaires encore présentes sur les bâches des véhicules démontrent, plus que tout autre exemple, que la France n'était tout simplement pas prête. Cet état de fait doit être pourtant tempéré, dans la mesure où l'Allemagne ne l'est alors pas davantage au plan matériel.

C'est finalement dans la conception stratégique que va se faire la différence : en ce point précis, l'armée du Reich a plusieurs longueurs d'avance. Le 10 mai 1940, des opérations aéroportées massives en Belgique et en Hollande, puis une attaque du Heeresgruppe B du général Von Bock, fixent Rotterdam et Liège en objectifs principaux. Gamelin (3) tombe dans le piège, et, persuadé que se réitère le scénario de 1914, envoie pas moins de cinq armées en Belgique. La guerre de mouvement, mise au point par Guderian et

Manstein, prend l'adversaire à contrepied, lui qui a fondé sa stratégie sur l'inviolabilité de la ligne Maginot ! Attribuée à tort à Manstein, l'audacieuse percée de Sedan fut en réalité mise au point par Hitler, contre l'avis de ses généraux, estimant pour leur part qu'elle est vouée à l'échec.

### L'attaque

Le 43<sup>ème</sup> régiment d'infanterie coloniale est de nouveau engagé à la mi-mai 1940, afin de colmater la brèche béante ouverte à Sedan. Aymé Thierry se retrouve alors sur la ligne de feu : *« Nous montons à l'attaque du village de Beaumont-sur-Argonne (NDLA : à 20kms au Sud Est de Sedan) en bordure de la forêt de Sommanthe, avec l'appui de deux régiments noirs faisant partie de notre division. La prise se fit avec beaucoup de pertes, mais sans que la résistance [Allemande] puisse arrêter la fougue de nos Diables Noirs qui enlevèrent en outre une autre position. Hélas, une sévère contre attaque ennemie permit aux allemands de reprendre cette position et le village. Depuis six jours, nous sommes accrochés à cette forêt, sans faire autre chose que de compter nos pertes journalières causées par l'artillerie et les Stukas allemands, faisant de fréquentes incursions dans nos lignes. De soutien qu'elle était le premier jour, notre compagnie est devenue de choc, ce qui explique sans doute la nervosité du lieutenant. »*

Le matin du 23 mai 1940, les hommes de la section de commandement, à laquelle appartient le soldat Thierry, creusent leurs « trous Gamelin » avec des moyens de fortune ; clairons, coiffeurs, secrétaires forment une unité hétéroclite mais pourtant déterminée aux ordres directs de l'officier adjoint. Aymé est placé sous les ordres directs du Sergent Dhariville, un parisien à la gouaille légendaire, homme de cœur et humaniste convaincu, aussi généreux envers ses hommes qu'envers lui-même lorsqu'il s'agit d'épancher sa soif. Tout le monde le connaît sous le sobriquet de Dhary. Il représente le sous-officier idéal : rechignant à distribuer les corvées au point de préférer les faire lui-même, il peste souvent contre son salaire de deux francs soixante-quinze par jour, traitement de ministre estime t'il, en comparaison des vingt sous du soldat. Aujourd'hui, chaque homme reçoit une boule de pain et du café, seul repas de la journée. La veille, ils n'ont eu pour toute subsistance qu'une tête de lapin par personne, qu'il a fallu faire cuire avec les moyens du bord et seule une mare dont on a filtré l'eau a permis de se désaltérer ! L'intendance ne suit presque plus, mais rien ne vient à bout du moral des soldats français, ainsi que le soldat Thierry le constate : *« Ce qui liait cette équipe, c'était la discipline librement acceptée dès les premiers instants et qui voulait que chacun eut sa part de travail [...] »*

Le calme relatif du front d'Argonne n'est du goût de personne, chacun veut en découdre, mais les ordres sont formels : il faut se tenir en barrage défensif, *« quitte à se faire tuer sur place »* ainsi que l'a indiqué à la troupe le lieutenant Leroy. Des morts, il y en a, la plupart pris sous les bombardements d'artillerie qui ne cessent d'arroser depuis plusieurs jours les positions françaises. C'est au cours de l'un d'eux que le mortier de 60 de l'unité est détruit et tous ses servants tués ou blessés. En fin de soirée, un nouveau déluge de feu sème la panique dans le sous-bois de Sommanthe où

les coloniaux ont aménagé leurs emplacements de combat. Le lieutenant est sérieusement blessé, mais reste à son poste, *« plus mort que vivant »*.

### Tenir ou mourir

Le 25 mai, un épais brouillard enveloppe la lumière du jour : les allemands ont lancé des obus fumigènes, l'attaque d'infanterie est donc imminente, plus une seconde à perdre ! Le lieutenant Leroy, toujours vivant, confirme l'ordre de défendre la position mètre par mètre, hors de question de céder à la panique et de battre en retraite ! Une estafette apporte alors des nouvelles alarmantes : les première et deuxième section ont déjà subi de lourdes pertes et sont sur le point de se retrouver encerclées ! Pas d'autre solution que de se rétablir un peu plus en retrait au contact de la 2<sup>ème</sup> Compagnie, sérieusement ébranlée elle aussi. Connaissant bien le terrain qu'il arpente depuis plusieurs semaines, Aymé Thierry se porte volontaire pour y conduire ce qu'il reste de son unité : *« Je suis le seul à connaître le chemin et me porte volontaire. L'officier refuse, alors j'indique ce que je crois être le plus sûr chemin, Adrien, estafette comme moi est mon meilleur camarade ( ??? il doit manquer quelque chose ici...). Je lui donne un mousqueton, en ayant deux à ma disposition. Il me montre son revolver et me dit que cela suffit. Il me serre la main et je la retiens un instant. Il est pâle et une barbe de huit jours marque son visage. »*

Trop tard pourtant : les mitrailleuses ennemies recommencent alors à cracher leurs projectiles mortels. La section de commandement fait feu de ce qu'il lui reste en armes légères, un servant adverse est touché, quelques taches sombres s'écroulent autour de lui, dans le brouillard opaque. C'est le moment ! *« Alors bondissant hors de mon trou »,* relate Aymé Thierry, *« je rafle deux grenades au passage que je mets dans ma capote, j'abandonne sacs et musettes et cours à la suite de mes camarades quand la mitrailleuse se remet à cracher. Au moment où ils atteignent d'épais taillis qui se referment sur eux, des cris se font entendre et des uniformes se montrent à droite, je devine l'ennemi et dans un fracas de branches cassées, je bondis dans le maquis et je rejoins le groupe, nous nous enfonçons dans un taillis. Nous y sommes cachés à la vue des allemands, dont nous entendons les cris et hurlements, à quelques mètres parfois quand notre marche nous ramène au bord de l'étroit chemin menant au carrefour des munitions qui est notre repère pour rejoindre le PC du bataillon. À un certain moment, nous débordons de ce chemin de terre [...] et nous nous trouvons face à de nombreux allemands chantant et hurlant tandis que du haut du mamelon, les français tirent sans pouvoir les faire taire ! Par une fusillade nourrie, ils empêchent les allemands d'escalader la pente qui mène à ce plateau. Je reste surpris de voir*



que l'ennemi reste là à hurler au prix de lourdes pertes alors qu'il pourrait rentrer en sous-bois et les contourner pour aborder le plateau sans danger. [...] Nous arrivons près du chef de bataillon, le lieutenant me montre du doigt en disant que c'est tout ce qui reste de la compagnie. Tandis que l'officier fait son rapport, je regarde autour de moi, il y a très peu de monde, un capitaine et une dizaine d'hommes. J'aperçois un agent de liaison que je connais, mais aucun de ma compagnie, où sont les nôtres ? [...] J'ai tout à coup envie de fumer, mais plus une seule cigarette, alors que j'ai abandonné en partant de mon trou Gamelin un sac de 25 kgs de tabac et cigarettes ! J'ai la tête vide, je me sens très fatigué. Le lieutenant me rappelle alors et avec le capitaine, nous repartons vers l'avant après qu'ils aient eu avec le chef de bataillon une conversation que je devine animée. Nous trouvons bientôt une plate-forme semblable à celle où nous avons laissé Dhary et où se trouvent rassemblés des officiers. Je me renseigne et apprend que'il s'agit d'éléments du 2<sup>ème</sup> bataillon. Le capitaine nous rassemble et nous dit qu'on va constituer une compagnie avec des éléments disparates, commandée par le lieutenant Paoli et qui devra reprendre le terrain perdu par la 3<sup>ème</sup> compagnie. Quatre sections sont constituées avec ordre de s'ébranler à 02 h 12. »

Mieux que tout autre, cet épisode démontre que l'armée française de 1940 n'a pas cédé au défaitisme et s'est accrochée au terrain. L'exemple d'Aymé Thierry et de ses camarades est d'autant plus marquant qu'ils ne forment pas une unité d'élite de blindés ou de corps francs, mais un régiment d'infanterie comme il en existe alors des dizaines d'autres.

La compagnie constituée avec ce qu'il reste du bataillon s'élançe donc, deux FM 24/29 ouvrent la progression de chaque section et arrosent l'horizon, ne faisant pas taire pour autant les armes légères allemandes. Les deux mitrailleuses de la section d'Aymé Thierry s'enrayent l'une après l'autre, victimes d'une cadence de tir infernale. Très vite, une solution de fortune est trouvée : les armes, aussitôt lubrifiées par l'huile d'une boîte de sardines, ouverte dans l'urgence à la baïonnette, retrouvent immédiatement leur vitalité ! Sous une grêle de balles, l'approche des colonnes d'assaut françaises peut se poursuivre.

Notre soldat est envoyé en liaison avec la section qui occupe le flanc droit du dispositif mais dont on ignore la position. C'est à cette occasion qu'il est amené à une découverte macabre : « au loin, je distingue quelque chose, j'en approche prudemment et me trouve bientôt en présence de six allemands. Je suis sur mes gardes et me persuade qu'il ne peut s'agir que d'une ruse. Ils sont couchés soit sur le dos, soit sur le ventre, mais tous parfaitement allongés. Ils ont pourtant dû être surpris, car autour d'eux sont éparpillées des valises ouvertes d'où sortent du linge. C'est du linge français ! Chemises kaki, caleçons matriculés. J'aperçois une sorte de poste de T. S. F. à grille, ressemblant plutôt à un radiateur à gaz. Comme attiré malgré moi, je me rapproche des cadavres. L'un d'eux, un géant, me semble si grand que j'en fais lentement le tour. Je secoue cette espèce d'hébéte qui s'empare de moi à chaque fois que je suis seul avec un mort, je réalise que je suis seul dans ce bois et que les sections que je cherche ont dû passer par ici. Je reprends ma progression et, guidé par des cris et des coups de feu, finis, par retrouver la 1<sup>ère</sup> section.

Je tombe alors nez à nez avec un soldat français qui sort d'un fourré. Il tient d'une main son fusil cassé en deux, dont la crosse est encore retenue par sa bretelle de cuir, et une curieuse arme nickelée dans l'autre. Il m'explique qu'il vient de découvrir deux allemands qu'il a tués sur le coup : le premier d'un coup de fusil et le second d'un revers de crosse. Je retourne vers ma section, sans avoir pu trouver d'autres unités, nous avons perdu tout contact, ce qui semble ne pas alarmer le lieutenant Paoli ».

Un feu nourri s'abat toujours sur les soldats français, qui pourtant ne fléchissent pas. Un peu plus en avant de la section, le mitrailleur de tête marque un temps d'arrêt. Les cinq ou six musettes qu'il porte en bandoulière par-dessus sa capote lui confèrent une silhouette à la largeur démesurée ; sans un mot, il s'affale lourdement. Sous son casque, un petit trou par lequel un filet de sang s'écoule rajoute, à un bilan déjà très lourd, un nom supplémentaire. Le sergent chef Gotret se saisit de l'arme, la colonne peut se remettre en mouvement, avant de gagner un poste de secours à partir duquel les hommes s'établissent en ligne défensive, mais pas pour très longtemps. L'ordre de décrocher est donné par le chef de bataillon, mais pour le commandant de la compagnie de marche, il n'est pas question de reculer, il faut au contraire percer et reprendre le terrain perdu ! Après d'âpres discussions, le lieutenant Paoli, accepte la mort dans l'âme de rebrousser chemin. Sur le chemin du retour, de nouveaux cadavres jonchent la campagne, la plupart sont français. Après une marche éreintante, la section s'installe dans un bois ; Aymé Thierry, harassé, s'allonge sur le sol et s'endort quelques secondes plus tard, terrassé par la fatigue des combats. Entre le 14 et le 26 mai 1940, la 6<sup>ème</sup> D. I. C. a perdu 78 officiers, 227 sous officiers et 2 500 hommes de troupe.

### Décrochages

Après un court repos, ce qui reste de la compagnie reprend sa marche d'exfiltration, tentant de sortir de l'étau enserrant Beaumont-sur-Argonne. Heure après heure, les chances s'amenuisent et le doute commence à s'installer dans les esprits. Comble de malchance, l'appui d'artillerie français supposé dégager les troupes à pied est à ce point catastrophique qu'il a atteint ses propres lignes quelques heures plus tôt, causant de nouvelles pertes. Partout, les explosions ajoutent un peu plus d'horreur au sentiment ambiant de chaos. Des dizaines de fusées éclairantes multicolores illuminent le ciel de Champagne de teintes surréalistes : l'artillerie des Fritz recherche de nouvelles victimes.

La colonne trouve refuge dans le bois de Folie, non loin de Buzancy. Là, on retrouve avec plaisir les roulantes et les cuistots, on apprend également que les autres compagnies du régiment n'ont pas été épargnées davantage : toutes ont essuyé de très lourdes pertes. Arrivé au bord de l'épuisement et réduit à des effectifs squelettiques (NDLA : moins de 500 hommes encore valides), le 43<sup>ème</sup> R. I. C. est mis au repos dans la région de Montfaucon jusqu'au 1<sup>er</sup> juin. Durant cette période de reconditionnement, on profite pour placer des obstacles sur les routes, afin de tenter de ralentir l'ennemi, si toutefois cela est encore possible. Charrues, herses, troncs d'arbres, tout est bon pour bloquer les axes routiers.

La guerre semble s'être éloignée au cours de cette courte trêve, seul de temps à autre, un avion ennemi survole les lignes françaises. Mais, curieusement, aucun barrage d'artillerie n'est venu troubler cette quiétude qui pourrait être appréciable si elle n'avait pas pour théâtre une bataille dont l'issue se dessine en faveur de l'ennemi.

Puis, la compagnie du Lieutenant Paoli reprend une fois encore sa marche désespérée : partout, les compagnies refluent dans un désordre indescriptible. Mais pour les « Marsouins », point de retraite : il s'agit de garder le contact avec l'ennemi tout en se gardant de ne pas se retrouver sous le feu de l'artillerie qui a repris ses pilonnages. Les Coloniaux parviennent à gagner Tahure, où, dit-on, les allemands préparent une offensive blindée massive.

Ce qu'ignore Aymé Thierry, c'est que la 6<sup>ème</sup> Division d'infanterie coloniale va supporter l'effort principal. Les hommes s'enterrent une nouvelle fois et se servent pour ce faire de tranchées de la Grande Guerre en partie comblées.

On dépêche en toute hâte le 67<sup>ème</sup> bataillon de chars de combat (4), qui représente à lui seul ou presque ce qui reste de l'arme blindée française. Vers 10 h 00, les artilleurs rejoignent la partie et écrasent les lignes allemandes, toute proche, sous un déluge de fer et d'acier : accalmie de mauvaise augure pourtant, puisque les canons français sont tout simplement en train d'envoyer leurs derniers obus (5). Ensuite, il faudra saboter les pièces et prendre la fuite. Quoi qu'il en soit, ce pilonnage, qui ne cesse pas durant plus d'une heure, cause de lourdes pertes à l'ennemi, autant en blindés qu'en troupes à pieds.

En fin d'après midi, les chars D1 du 67<sup>ème</sup> B. C. C. (6) parviennent à dégager un bataillon sénégalais du 5<sup>ème</sup> R. I. C. M. S., le sauvant ainsi de la destruction, avant d'essuyer une puissante contre-attaque blindée de l'ordre d'un régiment, appartenant à la 8. Panzer Division. L'armée française vient à ce moment de livrer son dernier combat blindé, mais les chars ayant échappé à l'hécatombe sont obligés de se replier.

Loin de cette image défaitiste dont on les a plus tard affublées, les troupes françaises se sont battues jusqu'à l'extrême limite. Aymé Thierry, de son côté, en arrive à ne plus comprendre le sens de ce combat, voici ce qu'il confie : *« Alors que la nuit tombe, nous reprenons notre marche habituelle. Encore décrocher. Nous voyons de tous cotés des incendies. Notre cœur se serre car nous avons peur de comprendre. Depuis tant de jours, nous décrochons et ce n'est pas normal, on nous a demandé avant-hier un sacrifice pour permettre aux régiments derrière nous de fortifier et faire une nouvelle bataille de la Marne. Or, nous n'avons de bataille qu'une fuite continue, nous n'avons pas de munitions. Depuis deux jours, nos roulantes sont parties. Nous avons eu ce matin une providentielle averse et nous avons bu en tendant une toile de tente sous la pluie. Le plus dur est le manque de sommeil. Et devant ces villages brûlés, nous avons l'appréhension de la défaite. On nous parle bien de renforts et de troupes fraîches, mais quand par hasard nous croisons un régiment qui descend dans une belle pagaille et étiré sur des kilomètres, nous savons bien que nous faisons office de relève. Nous ne voulons pas lire de pitié dans leurs yeux, alors nous remontons le torse lorsque nous les croisons. »*

Deux jours plus tôt, l'Italie a déclaré la guerre à la France et à la Grande-Bretagne par l'entremise du

comte Ciano, alors que le même jour, le général Weygand estime que *« l'ennemi a subi des pertes considérables et sera bientôt au bout de son effort »*. Le haut commandement français ne voit pas, ou ne veut pas voir, l'issue fatale et les quotidiens annoncent que *« les renforts nazis sont harcelés et dispersés par la chasse française »*. Un inutile remaniement ministériel est intervenu le 7 juin 1940, avec la nomination de Paul Reynaud à la présidence du conseil. On observe dans ce nouveau gouvernement les présences de Philippe Pétain et Charles de Gaulle, deux hommes que leurs conceptions stratégiques opposent en tous points. Sans le savoir, Paul Reynaud vient d'ébaucher un clivage qui va diviser la France durant de longues années.

### Capturé !

L'unité du soldat Thierry passe sous les ordres d'un officier sénégalais au soir du 12 juin 1940. La troupe dont il reçoit le commandement n'est plus un bataillon, ni même une compagnie. C'est un amalgame hétéroclite de rescapés, dont l'amertume est rendue encore plus pathétique par la fatigue. Quelques heures de repos à peine, puis vient le signal d'un nouveau départ.

Aymé commet l'erreur d'en profiter pour retirer ses brodequins : lorsqu'il doit se rechausser, ses pieds gonflés refusent de rentrer dans les souliers !

Un avion de reconnaissance allemand survole les lignes françaises à basse altitude. Suippes est à une douzaine de kilomètres. Il faut continuer, coûte que coûte : *« nous nous dirigeons vers Sainte-Menehould, relate Aymé Thierry, nous rencontrons toujours des groupes que nous croisons dans chaque village, dont les quelques boutiques sont envahies et vides. Nous arrivons trop tard, les régiments précédents ont tout liquidé. [...] Tout au long de la route, ce ne sont que fusils, casques, voire capotes dont se déchargent les fuyards. Deux chars sont arrêtés au bord de la route de Valmy, un avion de reconnaissance passe au dessus de nos têtes. Il nous paraît bien inoffensif. Alors que nous nous trouvons à côté d'un blindé, une balle s'écrase à quelques centimètres de nos pieds. Nous distinguons le pilote de l'appareil : il s'amuse à se pencher contre la carlingue et nous sommes alors certains que c'est lui qui tire au pistolet ! Grâce à un calendrier des postes trouvé dans une maison désertée, nous nous sommes aperçus qu'en piquant vers le sud, nous arriverons à Vitry-le-François. Essayons, même si cela devient terriblement dur. La chaleur est accablante et la bretelle du fusil que nous portons en bandoulière nous coupe la respiration, nous parvenons à parcourir 15 kms en 2 heures. Je n'arrive plus à prononcer le moindre mot, mon souffle est coupé »*.

En arrière, le vrombissement d'un moteur de camion se fait entendre. Avec un peu de chance, il y reste quelques places vacantes, avec à la clef, peut être, la possibilité d'échapper à la capture qui se profile d'heure en heure. Hélas, ce à quoi est confronté Aymé est symptomatique du chaos ambiant : *« À l'intérieur du camion, se trouvent huit hommes alors qu'il y a de la place pour vingt, sans aucune gêne. Quatron, un camarade, demande à l'officier qui a pris place à l'avant du camion de nous emmener, celui-ci refuse sèchement : « je ne m'occupe que de mes hommes, débrouillez-vous ! »*. Quatron insiste et se tient devant

le camion, il le repousse et donne l'ordre de départ. Mon camarade est en rage. Alors que la voiture s'éloigne, il la suit sur quelques mètres, en lançant à cet égoïste quelques vérités, sur son manque de charité surtout. Il faut continuer, je ne sais pas si cette déception m'a coupé les jambes, mais je me traîne lamentablement désormais. Cent mètres plus loin, je décide de m'arrêter, totalement épuisé. Au loin, des moteurs se font entendre, ou plutôt des grondements, ce sont peut être nos chars qui cherchent à gagner Vitry-le-François. Les bruits semblent arriver droit sur nous, nos fusils ne sont qu'à quelques mètres. Avant d'être parvenus à nous en saisir, nous voilà pointés par un revolver menaçant que tend dans notre direction un soldat tout habillé de noir. Son corps dépasse d'une tourelle dont la mitrailleuse est pointée vers notre groupe ! Le blindé se trouve maintenant à quelques mètres, c'est la fin et nous sommes cloués de stupeur. On nous questionne dans un français approximatif : « Où ça camarades ? Loin ? » Je hausse les épaules et les bras en signe d'ignorance, si seulement je le savais ! L'allemand continue : « Pas noirs soldats, ici ? ». Non, aucun soldat noir ne nous accompagne. Nous sommes fermement invités à rebrousser chemin. Quelques minutes plus tard, nous croisons un motocycliste allemand, facilement reconnaissable à son long cache poussière gris, il est d'ailleurs accompagné d'un soldat français. De la maison qu'ils viennent de quitter, s'élève aussitôt un nuage et bientôt des flammes pointent à travers le toit. L'allemand enfourche sa machine, pas un regard pour nous en passant. Notre compatriote semble nous ignorer tout autant. Pas très loin de nous, nous distinguons des bois, il suffirait de quelques minutes et nous pourrions nous y dissimuler. Voici, hélas, qu'apparaissent d'autres motos, beaucoup sont des side-cars, les mitrailleurs n'enlèvent pas le doigt de la queue de détente en nous croisant. Nous abordons la descente menant à Valmy et à perte de vue, nous pouvons voir des camions allemands précédés de chars. Voici donc ce « kolossal » système motorisé dont nous avions eu connaissance. Même les hommes semblent mécaniques tant les manœuvres sont exécutées avec une extrême précision. Nous remarquons qu'une petite voiture de liaison s'est intercalée toutes les trois ou quatre voitures, une antenne de TSF dépasse de son toit. Suivent ensuite des camions portant des bacs qui doivent servir à remplacer les ponts détruits, vient enfin l'infanterie. Les bâches de leurs camions sont découvertes et la plupart des allemands sont équipés de Kodak et prennent photo sur photo. Ils doivent tout faire au commandement : rire, marcher, chanter, prendre des photos. Et même mourir pourrais-je dire, pour les avoir vus se faire tuer le plus bêtement du monde alors qu'il était si simple de se dérober au tir de nos mitrailleuses ! Certains nous lancent quelques tartines de pain, des paquets de cigarette même ! Nous sommes honteux, mais nous finissons par les ramasser. Nous devinons que ces clichés seront utilisés par leur propagande, alors nous restons aussi dignes que possible, juste pour « sauver la face ». Ces colonnes s'étirent des heures durant et, détail surprenant, nous n'avons vu aucun prisonnier français. Voici qu'arrive un motocycliste, il bondit de sa moto, se jette sur moi, il arrache la baïonnette que je portais encore au ceinturon et qu'il lance au milieu d'un champ ! Cet imbécile n'a même pas remarqué mes

cartouchières au ceinturon et l'une d'elles contient encore un chargeur. Il est toujours garni des balles « dum-dum » que nous avons bricolées à nos heures perdues (7). À Sommanthe, les Allemands avaient mis les blessés français devant eux, les utilisant comme boucliers : ils furent tués par nos propres balles ! Écœurés par leurs méthodes barbares, nous avons décidé, avec Dhary, de nous conduire aussi sauvagement qu'eux. Mais ni l'un ni l'autre, nous n'avions eu l'occasion de nous servir de ces balles. Je sais aussi que je risque d'être fusillé si on découvre ce chargeur, autant m'en débarrasser. Sur notre route, nous découvrons bon nombre de cadavres, ce sont tous des soldats français gisant face contre terre. Ils sont disséminés à distance régulière, nous en déduisons que ces hommes marchaient en file indienne le long de la route et ont été mitraillés à revers par des équipages motocyclistes. Nous ramassons de ci, de là, des musettes que nous remplissons. Je prends ainsi une gamelle, un quart, du tabac, quelques serviettes et mouchoirs. Je trouve également une couverture de cheval : elle est lourde, mais je devine qu'elle me servira. Dans le village, des soldats allemands en sont au pillage, certains sont groupés autour d'un piano mécanique, au milieu de la rue. Il reste encore trois heures de jour, c'est suffisant pour gagner un bois et ainsi échapper à la capture ».

Pouvoir reprendre le combat en reformant des unités, et peut être rejeter les Allemands, voilà ce que semble espérer Aymé Thierry, qui à l'image de ses camarades n'a aucune vision d'ensemble du front.

Ce 14 juin 1940, jour de son anniversaire, les Allemands sont entrés triomphalement dans la capitale, déclarée ville ouverte et dans laquelle ils ont défilé en fin d'après-midi.

Le gouvernement français s'est réfugié à Bordeaux. Paul Reynaud que personne ne soutient dans sa volonté de poursuivre la lutte, doit se résigner à confier les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, qui a déjà tracé les grandes lignes de sa future Révolution Nationale.

Bientôt, quelques Allemands vont au devant de l'infortuné Aymé Thierry, une curieuse conversation s'engage alors : « Pour la plupart, ils sont très jeunes, n'ont même pas vingt ans. Je suis assailli de questions, je crois comprendre « Paris, guerre, finie ». Je leur réponds que non, la guerre n'est pas terminée, il reste encore l'Angleterre, je déclenche alors un tollé qui se ponctue d'un direct du droit à mon encontre. Je crains le pire ; alors, Quatron se saisit d'un chapeau haut de forme dont il se coiffe et apporte, heureusement pour moi, une diversion. Un Allemand lui apporte un parapluie aux cris de « Chamberlain », les kodaks sortent instinctivement de leurs étuis. Les soldats, debout dans les camions, font une ovation à mon camarade. Un officier s'avance vers nous, il a reconnu, lui aussi, ce pastiche de Chamberlain, il sourit en s'exprimant dans un français correct. Il me demande s'il y a beaucoup de soldats noirs en avant, il me montre ses doigts comme pour compter et me demande : « Mille ? Dix mille ? ». Il me vient l'envie de le mystifier. Je lui réponds : « Non ! Un million ! ». Il hausse les épaules et s'en va. Nous remontons vers Sainte-Ménéhould, et toujours ces mêmes scènes de pillages. Puis, la colonne dans laquelle nous nous retrouvons coincés s'arrête, on nous rassemble dans la cour d'une ferme, nous sommes un bon millier. On nous interdit de fumer sous peine de lancer des

grenades. Je m'allonge, si tant est qu'il soit encore possible de s'allonger tant la place manque. Il n'est pas un seul mètre carré qui ne soit occupé. »

Ainsi débute la première nuit de captivité d'Aymé Thierry. Il se réveille aux premières lueurs du jour, au milieu d'une foule affairée à se donner visage humain auprès du seul point d'eau disponible. Les vaincus ne vont pas tarder à comprendre comment ils seront désormais considérés par la « kolossale » armée du Reich : « un gardien, vient vers nous, une paire de bottes et du cirage à la main. Il me les tend, mais j'esquisse un recul. D'autres prisonniers se lèvent et tendent les mains, l'un d'eux se voit confier le tout et brique, consciencieusement. Mon copain « Pépé » me dit qu'il y a déjà des bandes de « rampeurs », ainsi qu'il les appelle. Ils se placent auprès de nos vainqueurs : un poste de balayeur, la corvée de vaisselle, le cirage des souliers, prêt à exécuter les moindres désirs de ces messieurs. Il y a même, ce qui nous fait honte, un sergent de ma compagnie ! Un soldat qui fait office d'interprète nous informe des ordres allemands, tout aussi méchamment qu'ils pourraient eux-mêmes le faire. Il nous explique que si l'un de nous s'approprie les quelques volailles qui traînent dans la ferme, il sera immédiatement exécuté ».

Le mauvais côté de la nature humaine a donc rapidement repris ses droits. Bientôt, arrive un peu de nourriture, en quantité bien trop insuffisante. Seuls les amis de l'interprète français auront droit à quelques morceaux de bœuf et des pommes de terre. À peine une centaine de repas sont servis, **soit pour** un peu moins d'un homme sur dix.

Dans l'après midi, survient un évènement dont Aymé Thierry est un témoin de premier ordre : des officiers supérieurs allemands font irruption dans la cour, à la recherche de prisonniers africains. La question posée la veille par un motocycliste va trouver une réponse effroyable : « ils nous repoussent vers le fond de la cour, ils en ont après les noirs qui, eux, restent groupés au milieu de la cour. Le matin, il y en avait davantage, mais plusieurs groupes ont été emmenés. Ils ont été employés à creuser des trous pour enterrer les nombreux cadavres français restés aux alentours. Leur tâche finie, on les a alignés au bord du dernier fossé creusé par eux, puis on les a fusillés, à l'exception du groupe chargé de les enterrer. C'est ce groupe qui est maintenant rassemblé au milieu de la cour de la ferme. Les officiers allemands ont appris leur présence et sont venus prendre des clichés. Mais qui a eu cette idée ? Bientôt, les noirs tournent en rond, l'un derrière l'autre, tapant dans leurs mains, ils dansent et leurs cris deviennent en plus en plus aigus. Pour récompense, les noirs recevront de la viande et les intestins de la vache abattue ce matin. Ils l'ont fait cuire sur un feu de bois allumé au centre de la cour, en montant une garde menaçante autour de leur festin. Nous nous retirons de bonne heure dans la grange pour oublier et notre faim et notre honte : des soldats allemands viennent sans cesse nous voir à travers le grillage. Le lendemain, nouvelle distribution de nourriture, à laquelle nous ne participons pas. Heureusement, Quatron met la main sur une oie, qui finit rôtie au feu de bois, nous déclenchons quelques remarques sur le sort des prisonniers qui ne respectent pas les consignes. Un officier allemand arrive soudain et son annonce va faire diversion : les troupes allemandes sont entrées dans Paris, le

gouvernement français a demandé l'armistice. Son annonce est accueillie par autant de « bravo » que de hurlements. Quelques officiers sortent de la ferme, nous les avons jamais vus jusque là, ils sont accueillis par une bordée d'insultes. L'un d'eux, plus âgé que les autres, le visage barré d'une grosse moustache, s'est avancé. Il a peine à parler tant la fureur l'étouffe et nous lance : « lâches, lâches, vous n'êtes que des lâches ! ». Chacun se sent atteint. »

Le 17 juin 1940, les prisonniers sont rassemblés : après une distribution de trois pommes de terre bouillies par homme, on les fait mettre sur cinq colonnes. C'est le grand départ pour la captivité ! Chacun prend soin de remplir sa gourde d'eau. Une marche exténuante, une de plus, les attend. Aymé Thierry en a gardé un souvenir cuisant : « Dès le début nous sommes harcelés par des Feldgendarmes circulant à bicyclette en serre file, 6 suffisent à nous garder, deux en tête et quatre sur les côtés. L'un d'eux terrorise tout le monde. Dès qu'il paraît, les trainards retrouvent des forces. Le voici avec un noir sur lequel il a tiré à bout portant (8). En passant à côté, nous voyons que l'homme serre encore une miche de pain sur sa poitrine, l'un de nous la lui prend. Lorsque survient la première pause au bout de vingt heures, certains sont exténués et se laissent tomber sur l'herbe et malgré deux heures de pause, certains n'ont toujours pas mangé. Après une nouvelle marche, nous arrivons à Vouziers. Pépé, qui a fait les quarante kilomètres en chaussons, s'évanouit. Nous couchons sur le quai de la gare et repartons le lendemain pour Attigny, après avoir reçu un peu de café et un morceau de pain. Puis, enfin arrivés, nous embarquons dans le train. »

Le trajet est de courte durée, les captifs sont débarqués à Givet puis doivent de nouveau marcher jusqu'à Beauraing (Belgique). Après avoir attendu deux jours dans la ville frontalière où règne le plus grand désordre, les Français sont rassemblés à la gare puis embarqués dans des wagons par un détachement de S.S. Nouveau changement de convoi un peu plus tard, le train qui les transporte connaissant quelques avaries et nouveau moment d'incertitude : tout est bondé, seules restent quelques places dans un wagon occupé par des officiers. Les soldats reçoivent pour toute réponse un refus catégorique de se joindre à eux, pas question de voyager aux côtés de la troupe ! Il faut la persuasion autoritaire d'un garde pour que les officiers s'exécutent de mauvais gré. Le convoi atteint bientôt le Luxembourg où des civils invectivent les prisonniers : « Alors les Français, qu'avez vous donc fait ? En 14-18, vos aînés se sont battus autrement que vous ! ».

Voici maintenant l'Allemagne et Trèves, le voyage touche à sa fin, il faut encore traverser la ville où des drapeaux à svastika ornent chaque fenêtre et des oriflammes nazies bordent les boulevards. La France a été terrassée en un mois et l'Allemagne peut laisser aller sa joie.

Aymé Thierry et ses camarades font maintenant l'expérience du Stalag IIa de Neubrandenburg.

De retour de captivité, en 1945, ils restent les hommes de la défaite, la France fête alors sa libération et il n'y a pas de place pour les vaincus de juin 40.

Longtemps, ils symboliseront ces heures parmi les plus tragiques de notre histoire, on leur reprochera de ne pas s'être battus, d'avoir cédé face à l'ennemi et entraîné leur pays avec eux.

Aymé Thierry a préféré écrire plutôt que d'affirmer le contraire, qui d'ailleurs l'aurait cru ? C'est à ce stade que le témoignage qu'il nous a laissé prend tout son **sens : un jour**, peut être, on y verrait plus clair, peut être même rendrait-on aux hommes de 1940 l'hommage qu'ils méritent malgré leur défaite. Bien des années plus tard, Aymé Thierry à sans nul doute été entendu.

#### Notes :

##### (1) Organigramme de la 6<sup>ème</sup> DIC

Général Thierry, puis général Carles, puis Général Gibert  
5<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalais – Colonel Lebris

6<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalais – colonel Aubugeau

43<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie coloniale – Colonel Ditte

23<sup>ème</sup> Régiment d'artillerie coloniale – Lieutenant colonel Berthaud

233<sup>ème</sup> Régiment d'artillerie lourde coloniale – Lieutenant colonel Limange

76<sup>ème</sup> groupe de reconnaissance de division d'infanterie – Colonel de Paty du Clan

Autres unités : compagnie divisionnaire antichars, compagnie divisionnaire de pionniers, batterie divisionnaire antichars, parc d'artillerie divisionnaire, 2 compagnies de sapeur mineurs, compagnie télégraphiste, compagnie radiotélégraphiste, compagnie hippomobile QG, groupe exploitation divisionnaire, groupe sanitaire, centre d'instruction divisionnaire.

Attachement en date du 12 juin 1940 : 67<sup>ème</sup> Bataillon de chars de combat – commandant Valleteau – 15 chars D1

L'organigramme de la 6<sup>ème</sup> D. I. C. est calqué sur celui de « la division nord est » à effectif total de 15 500 hommes environ.

(2) L'*Exelsior*, édition du 22 février 1940, L'intransigeant édition du 6 mars 1940

(3) Le 9 mai 1940, Le chef du gouvernement Paul Reynaud demande sans succès la destitution de Gamelin, se fondant sur l'incapacité qu'il a notamment démontrée dans la conduite de la campagne de défense linéaire « qui ne peut conduire qu'à la défaite » d'autre part. Op. Cit in *Paul Reynaud, un homme d'État dans la tourmente* de Jean Pierre Guichard, p. 183.

(4) Le 67<sup>ème</sup> B. C. C., aux ordres du commandant Valleteau, reçoit l'ordre de se placer à la disposition de la 6<sup>ème</sup> D. I. C. dès le 12 juin à 06 h 40 et de se tenir sur une base de départ, à l'intérieur du bois de Pertes- lès-Hurlus. Les trois compagnies blindées sont réparties comme suit : 1<sup>ère</sup> compagnie du capitaine Lapiche, en réserve sur la côte 203, 2<sup>ème</sup> Compagnie du capitaine Fauré pour tenir l'axe Souains / Perches et 3<sup>ème</sup> Compagnie du lieutenant Déchery au nord est.

(5) Le dernier obus de 155 mm du 23<sup>ème</sup> R. A. L. C. est tiré en milieu d'après midi du 12 juin 1940. À cet instant, il ne reste plus que les trois régiments d'infanterie de la 6<sup>ème</sup> D. I. C., tous très éprouvés et le 67<sup>ème</sup> B. C. C. pour contenir l'offensive allemande.

(6) Construit à 160 exemplaires à partir de 1929, le char D1 équipée en 1940 les 61<sup>ème</sup>, 65<sup>ème</sup> et 67<sup>ème</sup> B. C. C. (les deux premiers bataillons restant cantonnés en Afrique du Nord). Armé par un équipage de trois hommes et équipé d'un canon 47 SA sous tourelle de FT 17, ce char n'a pas laissé de souvenirs impérissables. Trop lent et peu maniable en tout terrain, il est largement dépassé en 1940. (source : <http://www.chars-francais.net>)

(7) Le nom des balles « Dum Dum » est tiré du nom de la fabrique indienne où elles étaient manufacturées à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. La chemise de la munition est striée et éclate au contact d'un corps. Elle se fragmente, provoque des dégâts corporels irréversibles dont l'éclatement des os qu'elle touche. Cette munition a été interdite par la convention de la Haye en 1899, mais fut pourtant largement utilisée au cours de la Première Guerre mondiale.

(8) Les massacres de prisonniers sénégalais ont été constatés à diverses reprises en juin 1940 et, surtout, commis par des unités différentes à des endroits très éloignés les uns des autres. On ne peut donc évoquer l'hypothèse d'actes ponctuels et personnels. Il semble au contraire que l'exécution sommaire de Sénégalais a constitué une règle observée par l'ensemble des unités de la Wehrmacht. Le témoignage d'Aymé Thierry confirme tout à fait cette hypothèse. Une étude menée par François Agostini démontre que des exécutions collectives ont lieu sur toute l'étendue du front et bien au delà : on en recense dans la Meuse, la Somme, le Nord, l'Eure, l'Eure et Loir, la Nièvre, le Loiret, la Sarthe et le Rhône. Sur un total de 17 000 Sénégalais engagés entre mai et juin 1940, entre 2 000 et 3 000 auraient été ainsi massacrés. Il apparaît évident que non seulement l'ensemble des officiers supérieurs allemands savaient, mais qu'ils ont cautionné ces actes: même Erwin Rommel, commandant alors la 7. Panzer Division connaissait de manière certaine le sort réservé à ces hommes. Bien loin de constituer un acte isolé, ces massacres de soldats sénégalais sont une étape supplémentaire dans le processus de radicalisation de la Wehrmacht, qui se distingua ainsi sur tous les théâtres d'opérations.

#### Sources bibliographiques

Site internet Armée de Terre Française 1940 : <http://www.atf40.fr/ATF40/>

Claude Antoine, *Orage en Champagne, l'ultime bataille 12 juin 1940*, Édition Cabedita, collection Archives Vivantes.

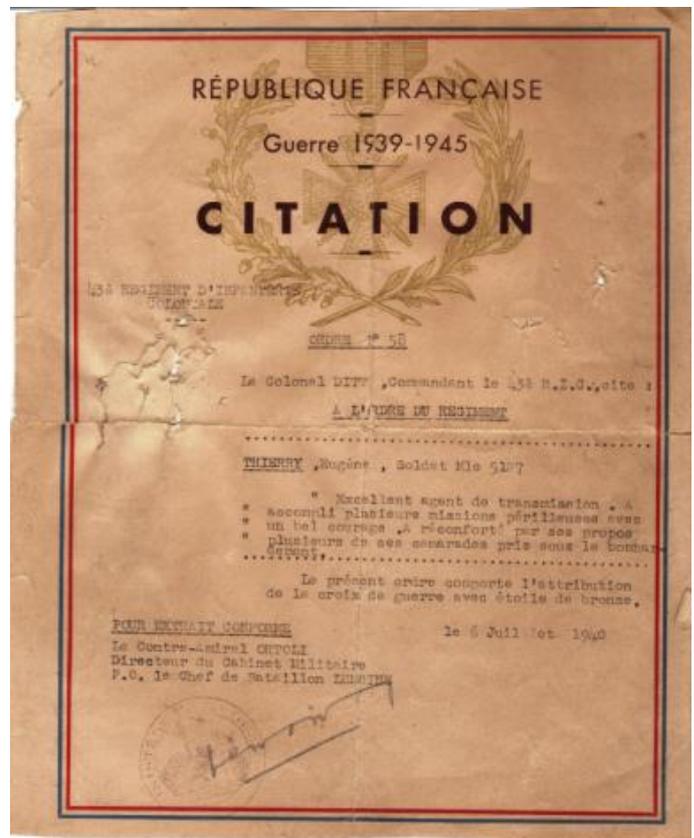
M. Lerecouvreur, *Huit mois d'attente un mois de guerre*, Édition Lavauzelle, 1946.

Claude Paillat, *La guerre Eclair*, Édition Robert Laffont.

Jacques Marseille et Daniel Lefeuvre, *1940 au jour le jour*, Édition Albin Michel.

Winston Churchill, *Mémoires sur la deuxième guerre mondiale*, tome I, Édition Plon, 1948.

Raffael Scheck, *Une saison noire. Les massacres de tirailleurs sénégalais, mai-juin 1940*, Cambridge University, 2006, Édition Tallandier, 2007.



**Histomag'44 remercie Monsieur Nicolas Pontic, Rédacteur en chef du magazine 2eme guerre Mondiale, de nous avoir autorise à reproduire ici cet article originalement publié dans son excellent magazine.**

## Les massacres des soldats noirs de 1940 : Plaidoyer pour une nouvelle approche de « 40 »

Par Julien Fargettas

*Spécialiste reconnu de l'histoire des « Coloniaux », Julien Fargettas est doctorant à l'université d'Aix-Marseille et prépare une thèse intitulée « Entre légendes et réalités des soldats méconnus. Les tirailleurs sénégalais de la Seconde Guerre mondiale. »*

### **Publications :**

« Les massacres de mai et juin 1940 » in *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2000.

« Les tirailleurs sénégalais dans la campagne de mai et juin 1940 », in *Les troupes de marine dans l'armée de terre. Un siècle d'Histoire. 1900-2000*, Paris, Lavauzelle, 2001).

« Der andere Feldzug von 1940 : Das Massaker an den Schwarzen Soldaten », *Zwischen Charleston und Sterschrift. Schwarze im Nationalsozialismus*, Hambourg, Dölling und Galitz Verlag.

« La révolte des tirailleurs sénégalais de Tiaroye », *Vingtième siècle, Revue d'Histoire*, n°92, octobre-décembre 2006, Presses de Science-Po.

### **Distinction :**

2000, Prix Marcel Paul de la Fédération Nationale des Internés Résistants et Patriotes pour le mémoire de maîtrise « Le massacre des soldats du 25<sup>ème</sup> Régiment de tirailleurs sénégalais. Région Lyonnaise. 19 et 20 juin 1940 ».

*Il a aimablement accepté de nous confier cet article passionnant et l'équipe d'Histomag'44 l'en remercie.*

Daniel Laurent

Durant les années 2000, August von Kageneck connut un succès de librairie en livrant ses souvenirs personnels de la Seconde Guerre mondiale. Celui qui fut « lieutenant de Panzer » participa à la campagne de France dans une unité de cavalerie traditionnelle. Une campagne que l'officier décrit alors sans accroc dans le domaine de la discipline et du respect de l'adversaire, encensant l'impeccable attitude de ses camarades de combat, « généreux avec les vaincus », qui s'étaient « battus avec les honneurs [...] et en respectant les « accords de Genève »<sup>1</sup>. Et de se remémorer sa propre punition car sa jument avait endommagé un pré lors d'une divagation nocturne. Une telle description est d'autant plus notable qu'elle s'inscrit dans une réflexion plus large de l'auteur autour de la responsabilité de la *Wehrmacht* dans les crimes commis sur le front de l'Est à partir de juin 1941. Conformément à l'opinion générale, la campagne de France aurait donc été sans bavure. Une campagne propre livrée entre deux adversaires qui avaient appris à se connaître et donc à se respecter lors de la Grande Guerre. Une perception largement admise en France même où la mémoire commune rejette cet effondrement général et préfère se cantonner aux images d'Epinal délivrées par certaines productions cinématographiques telle que la fameuse « 7<sup>ème</sup> Compagnie ». La France n'a pas pu, su ou voulu revenir sur ce drame national qui fut, qui plus est, à l'origine de l'Occupation, du régime de Vichy et de l'ensemble des déchirements et des tragédies qu'ils engendrèrent. Les historiens ont coutume de parler de « Trauma » à propos de 1940. La caractéristique première de ce traumatisme est certainement l'amnésie.

Dans ce contexte, l'historiographie de la campagne militaire de mai et juin 1940 s'est longtemps cantonnée aux études tactiques et stratégiques ou bien encore à celle des stocks et de la qualité des armements de chacun des deux camps.

La victoire allemande fut d'abord longtemps perçue comme celle d'une armée jeune et enthousiaste pratiquant la *Blitzkrieg* face à une armée française dépassée, engluée dans les pensées anciennes et dont les soldats ne voulaient pas se battre. Peu importaient le bilan des pertes et les 92 000 morts français en 45 jours de combats. Dès lors, puisque l'on était convaincu que cette guerre fut « Drôle », comment imaginer qu'elle ait pu engendrer un cortège d'atrocités à l'instar de nombre de campagnes livrées par l'armée allemande au cours du conflit ? Les historiens, français comme étrangers, ont longtemps écarté le fait que la campagne de 1940 fut également une guerre de soldats, d'adversaires et d'hommes. En conséquence, très peu d'études partirent à la recherche de ces « combattants de 1940 »<sup>2</sup>. Les témoignages issus du « terrain » sont pourtant éloquentes. Les archives françaises recèlent de dizaines de comptes-rendus et de rapports d'officiers et de sous-officiers relatant des combats acharnés parfois suivis d'exactions. A commencer par les rapports des cadres des unités coloniales. Car c'est là



l'une des particularités de la campagne. A l'issue des combats et dans les premiers temps de la captivité, les soldats noirs sont victimes d'exactions en tout genre de la part des troupes allemandes : Exécutions sommaires, massacres, fusillades, assassinats de blessés, brimades, mauvais traitements... A tel point qu'aujourd'hui encore il est impossible de dresser précisément l'état des pertes des unités coloniales et, surtout, de savoir dans quelles circonstances exactes nombre de tirailleurs tombèrent pour la France.



Jamais « La Colo » n'avait participé aussi massivement à l'effort de guerre métropolitain. L'Empire était alors perçu comme un recours face à une Allemagne agressive et à la démographie plus énergique. Et les propagandes de l'époque d'évoquer une « France de 100 millions d'habitants » afin de rassurer une population française finalement peu encline à une nouvelle guerre. La mobilisation en A.O.F. et A.E.F fut massive et sans incident significatif<sup>3</sup>. Les contingents de tirailleurs commencèrent à être transférés en métropole à partir de l'automne 1939 et, en mai 1940, les « Sénégalais » forment l'ossature de 8 divisions d'infanterie coloniale au sein de régiments de tirailleurs sénégalais (R.T.S.) et de régiments d'infanterie coloniale mixte sénégalais (R.I.C.M.S.). Les troupes noires formaient alors une composante de l'armée française très redoutée par le soldat allemand qui les avait découverts lors de la Grande Guerre. Engagés dès 1914, les tirailleurs se distinguèrent au cours des combats et furent assimilés à une troupe d'assaut très efficace en même temps qu'à des soldats exotiques aux mœurs barbares. Une représentation utilisée dès 1915 par la propagande officielle allemande et qui va connaître un ancrage durable au sein de l'armée comme de la société allemande<sup>4</sup>. A cette image de soldat sanguinaire s'agglomère dans les années 1920 celle de l'humiliation liée aux occupations de la Rhénanie et de la Ruhr. La présence de soldats originaires des colonies



dans les rangs français provoque une vague d'indignation internationale désormais connue sous le nom de *Honte noire* ou *Schwarze Schände*. Les soldats de couleur agresseraient, enlèveraient et violeraient ainsi massivement de jeunes Allemands des deux sexes. La France est accusée de vouloir humilier et d'abâtardir la nation allemande. Une campagne de propagande d'une violence sans précédent inonde toute l'Allemagne, mais également certains pays européens et américains.

Les troupes noires de 1939-1940 qui sont mobilisées pour soutenir l'effort de guerre français sont donc intégrées à ce contexte très particulier dans lequel des stéréotypes racistes occidentaux se conjuguent à de forts ressentiments historiques. Deux aspects que la propagande nazie sait extrêmement sensibles et donc efficaces. Dès 1924, Adolf Hitler fustigeait « l'afflux de sang nègre sur le Rhin » provoqué par l'esprit de vengeance d'une France « guidée par les Juifs » et d'annoncer, déjà, « tous les esprits vengeurs d'une génération »<sup>5</sup>. Dans la rhétorique nazie, le Noir, et en particulier le soldat noir de l'armée française, tient une place très particulière. Et quand il est nécessaire de mobiliser une opinion allemande jugée bien tiède en mai 1940, Joseph Goebbels ordonne à ses services d'utiliser la thématique des troupes noires et de rappeler leur attitude durant les occupations de la Rhénanie et de la Ruhr<sup>6</sup>. Les photographes du front font parvenir des clichés mettant en scène des tirailleurs prisonniers. Les organes officiels accusent les soldats noirs d'atrocités à l'encontre de prisonniers et blessés allemands. Les rapports des services de sécurité notent alors un profond et radical retournement de l'opinion. Un rapport du 10 juin 1940 note ainsi : « Partout on est fermement convaincu qu'il faut aller jusqu'à anéantir totalement la France. Un peu partout dans la population on ne cesse de reprocher que la guerre est menée de façon beaucoup trop humaniste »<sup>7</sup>. Cette évolution brutale des opinions et leur radicalisation illustrent l'ancrage des stéréotypes remis en avant et la vivacité des haines cultivées autour des soldats noirs. Une évolution brutale également observable au sein de la troupe. Alors que les unités allemandes sont au contact d'unités françaises de couleur dès le 13 mai, les premières exactions ne sont signalées qu'à compter du 24 mai sur le front de la Somme. Surtout, elles sont particulièrement nombreuses à partir du 5 juin et de l'offensive allemande dans ce même secteur. Les combats y sont acharnés. Les Coloniaux, retranchés dans des localités comme Airaines, Condé ou Quesnoy-sur-Airaines, sont délogés par le feu et l'artillerie lourde. L'issue des combats est souvent brutale. Le capitaine N'tchoréré (*photo ci-contre, musée des troupes de marine*), officier du 53<sup>ème</sup> R.I.C.M.S. d'origine gabonaise, est abattu car il refusait d'être regroupé avec les tirailleurs et non avec les autres cadres du régiment. Le sous-

lieutenant Latour, du 44<sup>ème</sup> R.I.C.M.S. manque de peu d'être passé par les armes et tous ses tirailleurs sont exécutés<sup>8</sup>. Réfugiés dans une église, les blessés du lieutenant Guérin sont menacés d'être fusillés<sup>9</sup>. Si les témoignages directs sont ici peu nombreux, des recherches effectuées par les anciens combattants après-guerre laissent à supposer des massacres plus importants encore puisque des éléments tendent à identifier l'exécution d'une centaine de tirailleurs au lieu-dit « Le bois du Loup », commune de Dromesnil, où près de 120 corps déséquipés furent retrouvés « empilés et enchevêtrés »<sup>10</sup>.

Les massacres de la Somme inaugurent ainsi une longue litanie d'exactions intervenant au fur et à mesure de la progression des troupes allemandes vers le sud. Particulièrement acharnés, les combats de l'Oise donnent lieu à des exécutions nombreuses. Dans le secteur situé à l'ouest de Compiègne, entre St-Just-en-Chaussée et Estrée-Saint-Denis, de nombreux groupes issus d'unités coloniales tentent d'échapper à la capture. Faits prisonniers, blancs et noirs sont séparés et ces derniers connaissent souvent un sort funeste, tels les tirailleurs du lieutenant Dhoste dont le caporal Naya qui, blessé, est achevé de deux balles dans la tête<sup>11</sup>. A la tête d'un groupe d'une cinquantaine de soldats, dont une majorité de tirailleurs, le commandant Carrat est capturé le 10 juin au matin. Vers 8h, un premier groupe de soldats noirs est passé par les armes dans un verger à proximité d'un poste de commandement allemand. Les protestations de l'officier français sont vaines avant qu'un officier allemand ne décide de mettre fin au massacre : « Il y avait une quarantaine de tirailleurs de tués des 16<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> R.T.S. »<sup>12</sup>. A Erquinvilliers, un blessé français assiste à l'assassinat à coups de révolver de l'ensemble des blessés noirs couchés à ses côtés<sup>13</sup>. Non loin de là, le médecin-lieutenant Hollecker réussit à sauver ses blessés réfugiés dans une cave alors qu'un soldat allemand s'apprêtait à lancer une grenade par le soupirail<sup>14</sup>. Prolongement des assassinats de soldats noirs, les soldats allemands exécutent pour la première fois des cadres coloniaux d'origine européenne qui avaient tenté de défendre leurs tirailleurs ou bien au seul titre de leur commandement de soldats « indigènes ». En 1941 sont ainsi découverts dans une seule et même fosse du bois d'Eraine, commune de Cressonsacq, les corps de 8 officiers français tombés indemnes aux mains des troupes allemandes<sup>15</sup>.

Les exactions à l'encontre des soldats noirs sont ainsi présentes sur l'ensemble du front. Le 12 juin 1940, les tirailleurs du second bataillon du 5<sup>ème</sup> R.I.C.M.S. sont attaqués par les blindés de la 8<sup>ème</sup> *Panzerdivision* sur le territoire de la commune de Tilloy-Bellay, dans le département de la Marne. A l'issue des combats, des civils sont réquisitionnés pour inhumer les dépouilles. Parmi eux, Michel Arnould, alors âgé de 16 ans, découvre une dizaine de corps de tirailleurs accrochés

à des arbres, partiellement calcinés, des bidons d'essence à leurs pieds. Dans la bouche de certains d'entre eux, des couverts de cuisine ont été enfoncés<sup>16</sup>. Le même jour, le tirailleur Fa Malle est fusillé à Ancretieville en Seine-Maritime. Tout comme le tirailleur Zadomenghi Angelo à Malagny, dans l'Yonne, le 16 juin 1940, ou bien encore le tirailleur Toko Tamboura le 22 juin 1940 à Bruyères, dans les Vosges. A Coulmiers-le-Sec, en côte d'Or, ce sont trois tirailleurs qui sont abattus contre le mur de l'église. Trois autres tirailleurs sont également exécutés le 18 juin 1940 à Doncourt-sur-Meuse, dans le département de la Haute-Marne. Dans l'Aube, près de la gare de Jeugny, onze tirailleurs qui refusaient obstinément d'abandonner leurs fusils aux soldats allemands sont passés par les armes. Seuls deux d'entre eux pourront être par la suite identifiés. A Sillé-le-Guillaume, dans la Sarthe, quatorze soldats de couleur du 208<sup>ème</sup> R.A.C.L. sont exécutés<sup>17</sup>. Le procès-verbal des autorités de la commune relate très brièvement la tragédie : « Le 19 juin 1940, vers quatorze heures, Pré Guitet, Boulevard des Jardiniers, l'armée d'occupation a procédé à la suppression d'un détachement de l'artillerie coloniale »<sup>18</sup>.



La perspective de la fin des combats ne met pas fin aux exactions. Le 18 juin 1940, à Clamecy, dans la Nièvre, où de nombreux prisonniers avaient été regroupés, un incident anodin impliquant un tirailleur provoque dans un premier temps l'exécution d'un premier groupe de vingt soldats originaires du Maghreb et d'Afrique noire puis, par la suite, d'un second groupe d'une vingtaine de prisonniers<sup>19</sup>. Le jour suivant, dans le département du Rhône, débutent les combats visant à retarder l'entrée des troupes allemandes dans Lyon pourtant déclarée « Ville ouverte ». Retranchés autour du couvent de Montluzin, les tirailleurs du 25<sup>ème</sup> R.T.S., appuyés par quelques pièces d'artillerie improvisées, causent des pertes importantes dans les rangs du régiment d'infanterie motorisée *GrossDeutschland*. Le point d'appui tombé, les soldats allemands achèvent les blessés noirs et exécutent des tirailleurs sur la terrasse du couvent. Quatre artilleurs sont exécutés d'une balle

dans la tête. Huit cadres du régiment colonial, dont deux jeunes officiers, sont passés par les armes en bordure de la route nationale n°6. Le régiment éclaté, les troupes allemandes font de nombreux prisonniers parmi lesquels 12 sont fusillés à Champagne-au-Mont-d'Or et une vingtaine d'autres exécutés contre le mur d'un orphelinat, montée de Balmont à Lyon. Le même jour, la division *S.S. Totenkopf* est à son tour prise à parti par la même unité dans la zone de l'Arbresle. A l'issue des combats, on retrouve le corps d'un civil et de plusieurs tirailleurs exécutés à Eveux, dont 3 fusillés sur un tas de fumier<sup>20</sup>. Le lendemain, les Coloniaux entendant mener des derniers combats « pour l'honneur », des engagements violents ont encore lieu dans la région à l'issue desquels de nouvelles exactions sont perpétrées. A Lentilly, 16 tirailleurs sont fusillés. A Chasselay, 51 autres sont tués par le feu d'armes automatiques au cours d'une exécution préparée<sup>21</sup>. Il semble même que des exécutions aient eu lieu par la suite dans Lyon occupée puisque certains témoignages font état d'exécutions de civils nord-africains dans les caves de la préfecture<sup>22</sup>. A Rouen déjà, alors que la ville était dans les mains des troupes allemandes, les services de la ville avaient enregistré entre le 9 et le 15 juin le décès de 17 « individus de race noire » dont 11, déclarés « inconnus », sont retrouvés dans une seule propriété de la ville<sup>23</sup>. Ces deux derniers épisodes illustrent les nombreuses zones d'ombre qui demeurent aujourd'hui encore autour de certains événements. En l'absence de témoin directe ou d'information fiable, les présomptions de massacre sont encore nombreuses comme à Graffigny-Chemin (Haute-Marne) et Chateaufort-sur-Loire (Loiret) où la mémoire locale fait état d'exactions alors qu'aucun témoignage direct ou éléments probants n'ont pu corroborer ces dires. Dans un registre légèrement différent, dans le département de l'Aube, le recensement de l'ensemble des dépouilles de soldats tombés lors des combats de 1940 permet d'imaginer le sort réservé à nombre de tirailleurs tombés dans la région. A Channes, les



autorités communales découvrent sur une seule propriété les corps, disposés les uns à côté des autres, de vingt-huit tirailleurs dont une grande part ne put être identifiée<sup>24</sup>. Par ailleurs, dans deux propriétés distinctes de Balnot-la-Grange, et dans la même disposition que précédemment, sont respectivement relevés dix et trente-quatre corps de « soldats noirs sans aucun renseignement »<sup>25</sup>. Aucune autre donnée ne vient néanmoins appuyer ou préciser les renseignements préfectoraux.

Ici interviennent donc les limites de nos recherches. En dépit de nombreux actes rapportés dans les rapports français, ces derniers sont souvent trop imprécis car écrit sur la base de souvenirs issus du combat ou bien encore rédigés après plusieurs années de captivité. Les témoignages de civils manquent également, nombre d'entre eux étant alors sur les routes de l'Exode ou bien terrés dans un abri. Enfin, à l'exception d'une enquête judiciaire débutée dans l'Oise en 1945, aucune investigation officielle ne fut menée afin de connaître l'importance de ces exactions, ni encore pour identifier les unités allemandes incriminées. Ces dernières, bien entendu, se gardèrent bien de consigner de tels événements dans leurs journaux de marche. Si bien qu'il est aujourd'hui impossible d'évaluer précisément l'importance prise par ces exactions. Pis, l'incertitude demeure sur les circonstances exactes de la mort d'un grand nombre de soldats noirs. Une incertitude rendue plus forte encore par le fait qu'une grande part des dépouilles de tirailleurs n'a pu être identifiée. Dans le seul département de l'Aube, 74% des dépouilles de soldats noirs sont déclarées « inconnues », faute d'élément permettant leur identification, plaque ou papier d'identité. A titre de comparaison, dans ce même département, seuls 14% des corps de soldats blancs ne peuvent être identifiés. Et le constat est similaire dans l'Yonne, le Rhône ou encore en Haute-Marne. Le pillage des corps, et donc la notion de fierté à laquelle il se rattache, fait partie intégrante de la dimension du massacre. Appartenant au vocabulaire cynégétique, le mot *massacre* désigne d'abord une tuerie importante de gibier puis un trophée de chasse. Par bien des aspects, les massacres de tirailleurs observés en 1940 s'apparentent à de véritables traques : traques des groupes isolés et en fuite ou bien traque des blessés et des prisonniers. La nature des combats de 1940 a favorisé le développement de cette chasse aux soldats noirs. Des traques parfois organisées comme à Chasselay où les soldats allemands demandent d'abord aux tirailleurs de prendre la fuite en courant afin de mieux agrémenter leurs tirs. Ou bien comme à Mareuil-la-Motte, dans l'Oise, où un officier allemand se distrait à poursuivre à cheval des soldats noirs et à les abattre à coups de pistolet<sup>26</sup>. Au-delà de la fierté qu'elle exprime, celle d'avoir vaincu cet ennemi redouté et honni, la recherche de trophées prive souvent les corps de tout moyen d'identification. Les

cadavres perdent ainsi toute valeur reposant sur leur identité, leur origine, leur histoire, leur famille. L'absence d'identification les prive également de toute reconnaissance, à la fois familiale et, dans une moindre mesure, officielle. Il s'agit là d'une seconde mort pour ces soldats et on ne peut exclure que cette impossibilité d'identification fréquemment observée pour les dépouilles de soldats noirs ne soit volontaire, contribuant ainsi à nier toute humanité à ces soldats finalement jamais admis dans la sphère humaine par leur adversaire allemand. C'est ce que supposent également les consignes données par les autorités allemandes au sujet des dépouilles des soldats noirs, lesquelles sont dans de nombreuses régions interdites d'inhumation et, surtout, de tout type de célébration. Les massacres et autres exécutions sommaires avaient ainsi contribué à affirmer une supériorité du soldat allemand sur sa victime en même que la fierté provoquée par cette victoire. Les actes liés au pillage des corps, à leur empêchement d'identification, à la volonté de les voir inhumer de manière civilisée et humaine et au refus de les voir honorés comme n'importe quelle dépouille de soldat français prolongent cette première démarche d'affirmation d'une certaine suprématie. Ils contribuent également à refuser aux soldats noirs le caractère de soldat et tout ce que cela implique notamment en terme de respect des lois de la guerre, un tel refus pouvant par ailleurs servir a posteriori de justification comme dans l'injonction de la *Kommandantur* de Marcelcave qui va jusqu'à rappeler les accusations de « sauvagerie » déjà émises durant la campagne<sup>27</sup>. Enfin, ils concourent à nier, voir à effacer l'humanité de ces soldats et donc à les reléguer au rang de « sous-hommes », quand ils ne sont pas considérés comme de simples animaux dont les dépouilles doivent être laissées aux soins de leurs congénères.

Les déclarations des soldats allemands sur le terrain ne donnent d'ailleurs pas une autre image des soldats noirs. Les métaphores à leur endroit sont nombreuses et tendent à rappeler systématiquement leur « sauvagerie » ou bien leur animalité. Dans la Somme, les officiers allemands qui visitent le poste de secours du lieutenant Guérin où sont soignés des tirailleurs blessés désignent ces derniers sous le vocable de « bêtes »<sup>28</sup>. Dans le Rhône, un officier allemand observant un groupe de tirailleurs prisonniers s'adresse en ces termes au maire de la commune de Lentilly : « Ce sont vos amis les chiens »<sup>29</sup>. Les représentations largement diffusées lors de la Grande Guerre et des occupations de la Rhénanie et de la Ruhr et reprises, nous l'avons vu, par la propagande nazie, contribuent largement à cette animalisation du soldat noir. Une animalisation qui se conjugue également avec les accusations de « sauvagerie » liées à leurs caractères exotique et colonial. Aux yeux de nombre de soldats allemands, les tirailleurs sont de simples « sauvages » reproduisant leurs archaïques modes de

vie, et donc de mise à mort de l'adversaire. Une mise à mort vile, souvent sournoise et conclue par toute sorte de mutilations. L'officier allemand qui, dans l'enceinte du couvent de Montluzin, discute avec le lieutenant d'artillerie Pangaud exprime ainsi cet enchaînement : « ces gens-là ne sont pas des hommes, ce sont des bêtes. Ils l'ont encore montré aujourd'hui »<sup>30</sup>. Au sein de ce processus de stigmatisation, le coupe-coupe devient le symbole et la preuve de cette « sauvagerie ». La découverte de cette arme blanche déclenche la colère des vainqueurs. Capturé dans l'Oise avec un groupe d'officiers français qui allaient par la suite connaître un sort tragique, le sergent Long rapporte la colère de l'officier allemand qui les avait faits prisonniers : « Je me rappelle que l'Officier commandant les forces ennemies n'était pas content des nôtres parce que ces derniers commandaient des Sénégalais. L'officier allemand disait, tenant un coupe-coupe, l'arme individuelle du tirailleur : « c'est ça votre guerre, salauds », en bon français »<sup>31</sup>. Un sentiment communément admis et qui bien souvent sert d'alibi aux soldats allemands soucieux d'expliquer leurs gestes de rétorsion. Un alibi également imaginé par les tortionnaires du préfet Jean Moulin qui refuse de signer, à Chartres, un document accusant les troupes noires d'exactions sur des civils<sup>32</sup>. Car l'exécution des soldats noirs n'a jamais fait l'objet d'un ordre général donné avant ou au cours de la campagne. De manière plus sournoise, le commandement allemand a laissé faire quand il n'a pas participé directement aux exactions comme le rapportent différents rapports français démontrant l'implication d'officiers subalternes ou supérieurs, voir d'officiers généraux. Considérant les nombreuses exactions donc furent victimes les soldats de couleur et le contexte dans lequel elles purent être commises, la campagne de France n'est plus la parenthèse d'humanité accordée par l'armée allemande entre les campagnes de Pologne et de Russie. L'historiographie récente a mis en avant l'implication de la *Wehrmacht* dans les politiques



d'extermination raciale et politique initiées par le régime nazi. Des campagnes d'élimination faisant partie prenante des guerres menées par le régime sous le vocable de guerre d'extermination ou *Vernichtungskrieg*. En Pologne déjà, des *Einsatzgruppen* avaient reçu pour mission d'éliminer les élites locales et les populations juives dans le sillage et avec l'appui des forces armées<sup>33</sup>. Des massacres dans lesquels des soldats de la *Wehrmacht* sont parfois impliqués et pour lesquels ils ne seront que très légèrement punis avant d'être amnistiés. Le précédent était ainsi créé. L'assassinat de « sous-hommes » ou d'ennemis politiques est ainsi validé, tout du moins toléré. Par la suite, sur le front russe, les consignes d'élimination seront beaucoup plus explicites et précéderont le lancement de l'offensive. Le soldat noir, ennemi craint en même temps que haï pour le symbole qu'il représente, a ainsi été l'une des victimes de ce processus de brutalisation des soldats allemands et de leur appropriation de la rhétorique nazie et de leurs funestes conséquences. Figurent ainsi parmi les unités incriminées, des unités de la *Wehrmacht* comme de la *Waffen S.S.* Des unités de blindés, de cavalerie ou d'infanterie parmi les plus traditionnelles comme parmi les unités d'élite comme le régiment *GrossDeutschland*. Des exactions parfois clairement revendiquées comme dans le film, *Sieg im Westen*, réalisé en été 1940 à la gloire de la 7<sup>ème</sup> *Panzerdivision* du général Rommel. Réalisé directement par l'officier, le film reconstitue notamment les combats de la Somme. Des tirailleurs prisonniers font office de figurants et doivent courir devant des blindés. De l'aveu même de Rommel, « Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour montrer comment ça s'est réellement passé. Il y avait encore aujourd'hui des Noirs pour le tournage. Les gars se sont bien amusés et ont aimé tout particulièrement leur faire lever les mains une fois de plus »<sup>34</sup>. Un

tournage tellement réaliste que nombre de figurants y laissent leur vie.

Si les massacres de soldats noirs paraissent les plus emblématiques de la campagne, ils ne furent néanmoins pas isolés puisque des civils et des soldats français furent également victimes des exactions allemandes. Dans le nord de la France en particulier, de nombreux civils furent passés par les armes par des soldats allemands se retranchant derrière des accusations souvent abusives d'actions de francs-tireurs, autre représentation issue des conflits franco-allemands précédents. A Aubigny-en-Artois, 92 civils furent ainsi fusillés dont près de 70 d'entre eux après avoir été regroupés dans une carrière. A Oignies, fin mai 1940, 80 autres civils furent exécutés et près de 400 maisons volontairement détruites. Les massacres de soldats français semblent avoir laissé moins de traces encore et ne sont signalés que de manière épisodique comme à Sainte-Suzanne, près de Montbéliard où 5 soldats du 61<sup>ème</sup> régiment régional furent fusillés. A la suite des combats livrés dans les Vosges, 10 soldats du 55<sup>ème</sup> bataillon de mitrailleurs et 26 autres du 146<sup>ème</sup> régiment d'infanterie de forteresse sont respectivement exécutés à Dounoux et Domptail les 19 et 20 juin 1940<sup>35</sup>. Rommel, dans ses mémoires, avouera par ailleurs avoir fait exécuter un officier français qui refusait de rentrer dans son blindé.

Les zones d'ombre sont donc encore nombreuses. Bien plus qu'une attention supplémentaire, la campagne de mai et juin 1940 mérite de nouveaux regards. La tragédie des tirailleurs en est un des exemples. Mai et juin 1940 méritent une place à part entière dans l'historiographie des crimes de guerre de la Seconde Guerre mondiale qui jusqu'à maintenant à bien souvent focalise ses attentions sur les exactions perpétrées à l'Est à compter du 22 juin 1941.

Notes :

<sup>1</sup> August von Kageneck, *Examen de conscience : nous étions vaincus mais nous nous croyions innocents*, p. 26, Perrin, 1996.

<sup>2</sup> Je tiens ici à rendre hommage aux travaux fondateurs de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40. Ouvriers et soldats*, tome 2, Gallimard, 1990.

<sup>3</sup> Vincent Joly, *Le Soudan français de 1939 à 1945. Une colonie dans la guerre*, Paris, Karthala, 2006.

<sup>4</sup> Dès 1915, le ministère des Affaires Etrangères allemand fait paraître un mémoire intitulé « La violation du droit des gens de la part de l'Angleterre et de la France par l'emploi des troupes de couleur sur le théâtre de la guerre en Europe » et qui est un véritable catalogue de « témoignages » sur les atrocités en tout genre prétendument perpétrées par les troupes coloniales franco-britanniques sur les soldats et civils allemands en même temps qu'un pamphlet racial contre l'utilisation de troupes « indigènes » sur le sol européen.

<sup>5</sup> *Mein Kampf*, p.621 et 642, Nouvelles Editions latines, 1934.

<sup>6</sup> Willi A. Bocker, éd. *Kriegspropaganda 1939-1941 : Geheime Ministerkonferenzen im Reichspropagandaministerium*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1966, p.130, n.21.

<sup>7</sup> Cité par Wolfgang Geiger in *L'image de la France dans l'Allemagne nazie, 1933-1945*, p.132, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999.

<sup>8</sup> SHD/T 34N1079.

<sup>9</sup> CHETOM 15H146.

<sup>10</sup> Bulletin de liaison n°36 et 37 des anciens du 53<sup>ème</sup> régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalais, janvier et juillet 1954.

<sup>11</sup> SHD/T 34N1098.

<sup>12</sup> SHD/T 34N1095.

<sup>13</sup> Compte-rendu du maréchal des logis chef Chadelle, état-major du 3<sup>ème</sup> groupe du 12<sup>ème</sup> Régiment d'artillerie coloniale. Hôpital de Créteil, 1<sup>er</sup> mars 1941. Commune de Cressonsacq. Document non coté.

<sup>14</sup> SHD/T 34N1098.

- <sup>15</sup> Commandant Bouquet, capitaine Speckel, Capitaine Ris, Lieutenant Rotelle, Lieutenant Planchon, lieutenant Ermigny, lieutenant Roux et lieutenant Brocart. Commune de Cressonsacq. Document non coté.
- <sup>16</sup> Entretien avec l'auteur, 12 juillet 2003.
- <sup>17</sup> Régiment d'artillerie coloniale lourde.
- <sup>18</sup> Mairie de Sillé-le-Guillaume, « Procès verbaux de décès et inhumations de militaires français et alliés », cote 4H98.
- <sup>19</sup> P. Pannetier, *Le 41<sup>ème</sup> tirailleur*, Bulletin municipal de la ville de Clamecy n°7, décembre 1998 ; Archives de la ville de Clamecy et « Liste des morts de mai et juin 1940 pour le département de la Nièvre », archives départementales de la Nièvre, cote 999W1500.
- <sup>20</sup> Fiches d'exhumation des dépouilles des combats des 19 et 20 juin 1940. Direction départementale du Rhône de l'Office national des anciens combattants, documents non cotés. Et entretien avec des membres de la famille Vially.
- <sup>21</sup> Témoignage du caporal Scandariato, cité par Mr. Poncet dans *Le Tata sénégalais de Chasselay*, p. 35.
- <sup>22</sup> H. Amoretti, *Lyon Capitale*, p. 20 et 21 et archives départementales du Rhône, 437 W 173, rapport du garde Cotin, 22 juin 1940
- <sup>23</sup> G. Pailhès, *Rouen et sa région pendant la Guerre 1939-1945*, p.36 et avis de décès de la période, ville de Rouen.
- <sup>24</sup> Archives départementales de l'Aube, cote SC7294, recensement des tombes de la campagne de mai et juin 1940.
- <sup>25</sup> Ibid.
- <sup>26</sup> Entretien de l'auteur avec Michel El Baze, 10 avril 2005.
- <sup>27</sup> « M. le Kommandant entend que les communes soignent bien les tombes des soldats français se trouvant sur leur territoire, ce qui constitue d'ailleurs un devoir national. Il s'agit pourtant seulement des soldats français et alliés d'origine européenne qui se sont battus et ont agi en défense de leur patrie. Les troupes noires, par contre, ont combattu en sauvages et maltraité et même tué un grand nombre de prisonniers allemands qui ont eu le malheur de tomber entre leurs mains. C'est pourquoi le Commandant de l'Armée Allemande ne désire pas et même défend expressément d'orner les tombes des soldats noirs ; il faut les laisser à l'endroit et dans l'état où elles sont en ce moment », CHETOM 15H144.
- <sup>28</sup> SHD/T 34N1081.
- <sup>29</sup> Témoignage de M. Jeantet, maire de Lentilly., cité par M. Poncet dans *Le Tata sénégalais de Chasselay*, p. 52.
- <sup>30</sup> Témoignage du lieutenant Pangaud, *Le Tata sénégalais de Chasselay*, p. 24 et 25.
- <sup>31</sup> CHETOM 15H144.
- <sup>32</sup> Jean Moulin, *Premiers combats*, p.87.
- <sup>33</sup> Wolfram Wette in *Les crimes de la Wehrmacht*, p.108, Paris, Perrin, 2009.
- <sup>34</sup> Irving, *The Trail of the Fox*, p.55, Worgsworth Editions, Ware, 1999.
- <sup>35</sup> Dans ces deux derniers cas, des unités de la *Wehrmacht* furent à l'origine des exécutions. Domptail : 198<sup>ème</sup> division d'infanterie. Dounoux : 1<sup>ère</sup> Panzerdivision. Voir Roger Bruge, *Juin 1940. Le mois maudit*, Paris, Fayard, 1980.



Le Drapeau du 1<sup>er</sup> Tirailleurs Sénégalais décoré de la Légion d'Honneur 

# Lieux de mémoire

Par l'Ambassade du Sénégal en France

*Histomag'44 remercie l'Ambassade du Sénégal en France de l'avoir autorisé à reproduire ce document dans notre dossier d'hommage aux combattants « indigènes » en 1939-1940.*

Daniel Laurent

Aucune distinction n'ayant été faite au sujet de l'origine géographique des soldats morts pour la France lors de leur inhumation (tirailleurs sénégalais, brigade indigène de Guinée, du Niger, de Casamance, du Tchad, du Gabon, du Moyen-Congo et de l'Oubangui-Chari), la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) du Ministère de la Défense ne possède pas de liste précise. De plus, en l'absence d'information, la DMPA n'est pas en mesure de fournir une liste exhaustive des lieux de mémoire. Par contre, il existe quelques initiatives bénévoles (associatives, amateurs passionnés) qui tentent de pallier ce déficit de mémoire. Il importe aussi de savoir que les communes françaises tenues d'ériger des monuments commémoratifs ne l'ont fait que pour les soldats nés dans leur commune. Les témoignages des exactions perpétrées contre les soldats africains sont souvent rares, tardifs, difficiles à vérifier. A cet égard, il importe de signaler la thèse en cours de Julien Fargettas qui s'emploie à restaurer la mémoire des T.S. morts au cours de la 2eme guerre mondiale.

## Abréviations

T.S. : Tirailleurs sénégalais ;

R.T.S. : Régiment de Tirailleurs sénégalais ;

B.T.S. : Bataillon de tirailleurs sénégalais ;

R.I.C. : Régiment d'infanterie coloniale ;

D.I.C. : Division d'infanterie coloniale ;

R.M.C : Régiment mixte de coloniaux composés de sénégalais, de marsouins, etc.

R.A.D.C. Régiment d'artillerie coloniale ;

R.I.C.M.S ; Régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalais.

## Remarque

Les unités dites de « Tirailleurs sénégalais » n'étaient jamais composées uniquement de soldats africains, même s'ils constituaient la majorité de la formation ; de plus, ils étaient toujours encadrés par des militaires d'origine européenne et par des officiers (peu nombreux) et sous-officiers africains.

Monuments et sépultures des combattants sénégalais tombés sur le territoire métropolitain durant la 2eme guerre mondiale

Les Sénégalais combattirent au sein de D.I.C. avec des fantassins des R.I.C. et des Bigors, artilleurs des R.A.D.C. Il existait également des régiments de pionniers sénégalais. En outre les populations locales furent mises à l'ouvrage dans les usines d'armement, les ports, les gares, les poudreries nationales, les routes et les voies ferrées.

Les Sénégalais eurent à subir des pertes sévères dans la Somme, la Meuse, l'Aisne, la Champagne et le Rhône. Ils durent même endurer des exécutions sommaires comme ce fut le cas du 53eme R.I.C.M.S. à Airaines et à Dromesnils (Somme) et le 25eme R.T.S. à Chasselav (Rhône).

## Sépultures

Exhumés de tombes provisoires, les T.S. furent ensuite inhumés dans des carrés des sépultures de 39-45, dans des nécropoles nationales de 14-18, dans des carrés de cimetières civils ou dans des grandes nécropoles de regroupements érigées de 1950 à 1975. Leurs tombes sont ornées d'emblèmes religieux : croix latine, stèle musulmane, stèle de libre penseur ( cette dernière étant le plus souvent destinée aux animistes).

- Le tata sénégalais de Chasselav ( Rhône) est à ce titre le plus représentatif de ce lieu de repos sacré des guerriers morts au combat.



- Cimetière d'Erquinvillers : 130 morts dont 40 fusillés les 9-10 juin 1940 : en 1986, Erquinvillers commémore l'emplacement d'un cimetière dans lequel avaient été inhumés des tirailleurs sénégalais massacrés : En ce lieu Erquinvillers ensevelit pieusement ses défenseurs de la Division d'infanterie Coloniale Soldats et Tirailleurs sénégalais tués au combat ou massacrés ensuite le 10 juin 1940.

- Château neuf en Thimorais (près de Chartres) : 26' Régiment des T.S. massacrés en 1940

- Condé Folie (nécropole mixte TS et Nord Africains) à Cote d'Airaines

## Monuments

- Airaines (Somme) : monument au Capitaine N'T choréré et aux soldats du 53' R.I.C.M.S. tués le 7 juin 1940.

- Bourmont - (Haute-Marne) : monument dédié aux soldats du 14<sup>e</sup> R.T.S. tués au cours des combats des 18-20 juin 1940
- Clamecy (Nièvre) : monument à 43 tirailleurs sénégalais fusillés en juin 1940
- Evreux (Rhône) : monument à 14 tirailleurs sénégalais tués en juin 1940
- Harréville-les-Chanteurs (Haute-Marne) : stèle dédiée aux soldats du 12<sup>e</sup> R.T.S.
- La Vacheresse-et-la-Roulie (Vosges) : stèle à Addi Ba, adjudant du 12<sup>e</sup> R.T.S. rallié à la Résistance, fusillé le 18 décembre 1943.
- Lentillv (Rhône) sur la N7, stèle à 18 tirailleurs sénégalais fusillés par la division S.S. Totenkopf en juin 1940
- Tilloy-et-Bellay (Marne) : monument aux morts du 2<sup>e</sup> bataillon du 5<sup>e</sup> R.I.C.M.S. tués le 13 juin 1940.
- Vermont-Vaise (Rhône) : monument à 17 tirailleurs sénégalais fusillés en juin 1940
- Saint-Maurice Colombier (Rhône) : monument commémorant la libération de la commune en 1944 par les soldats des R.T.S. et des R.I.C.
- Entre Somme et Oise (Castel, Merville-aux-Bois, Maily-Raineval Ravenel, Léglantier, Angivillers, Lieuvillers, Erquinvillers, Cressonsacq) à partir du 8 juin 1940, massacres, fusillades sommaires et souffrances au combat furent endurés par le 24<sup>e</sup> R.T.S., le 2<sup>e</sup> R.I.C. et le 1<sup>er</sup> 6<sup>e</sup> R.T.S. :
- Bailleul le Soc : le lieutenant Méchet du 16<sup>e</sup> R.T.S. et 7 T. S. abattus.
- Remecourt avec le 24<sup>e</sup> R.T.S. et 9 T.S.
- Cressonsacq au lieu dit Bois d'Eraines le 11 juin 1940 (les officiers furent abattus pour avoir commandés des soldats noirs -24<sup>e</sup> R.T.S.). En 1992, la municipalité de Cressonsacq (Oise) a rendu hommage aux soldats guinéens massacrés sur le territoire de la commune le 10 juin 1940, en apposant une plaque en juillet 1996 sur le monument aux combattants noirs de Reims : « Ici fut érigé en 1924 un monument qui témoignait de la reconnaissance de la ville de Reims envers les soldats africains qui défendirent la cité en 1918. L'occupant détruisit par haine raciale ce « Monument aux Noirs » en septembre 1940 ; Les Anciens



Combattants ont tenu à ce que son souvenir demeure dans notre mémoire. »

- Picquigny ( Intercommunalité du Val de Nièvre) entre Abbeville et Amiens, les 5-6 juin 1940 : 44<sup>e</sup> R.I.C.M.S.
- Hanqeste-en-Sancerre ( Somme) près de Condé Folie : des T.S. furent fusillés et brûlés vifs au lance-flamme à la même date. Il n'existe qu'un monument aux morts de la guerre de 14-18 ainsi qu'une citation « Reconnaissance à nos glorieux défenseurs de 1939-45 » (A Condé-Folie, existe un cimetière française de la Guerre de 39-45 - 2434 tombes et 878 corps dans l'ossuaire).
- Paris : monument aux soldats africains (jardin tropical du Bois de Vincennes)
- Coulmiers-le-Sec ( Côte d'Or) : monument « Aux Africains morts pour la France en 1939-1945 »
- Strasbourg (Bas-Rhin) : monument « aux Africains tués pendant la campagne d'Alsace (1944-1945)
- Cannes : (Cimetière du Grand Jas) mémorial de T.S. morts pour la France, inauguré le 28/10/02 par SEM l'Ambassadeur du Sénégal Doudou Salla DIOP.
- Solliès-Ville (83210) : Stèle aux libérateurs du 6<sup>e</sup> R.T.S. du 21/8/1944 ( face à l'entrée du cimetière) : 17 noms inscrits.
- Toulon (Place de la liberté) : plaque commémorative à la mémoire de l'armée du Général de Lattre, en majorité coloniale et sur laquelle est signalé le 6<sup>e</sup> R.T.S. ( 643 Africains morts au cours des combats du 18 au 24/8/44).
- Champagne-au-Mont-d'Or ( région lyonnaise) : modeste plaque à l'angle de la N6 et de la rue Louis Tourte

Pas de Stèle signalée pour :

- 26<sup>e</sup> B.R.T.S. victimes de la barbarie nazie ( Eure et Loir)
- idem le 16 juin 1940 près de Chartres -
- Aubigny : exécution par des soldats de la Wehrmacht le 24 mai 1940 de T.S. du 24<sup>e</sup> Régiment. 40 % sont tués. (sous réserve de plus amples vérifications)

### Sources :

- Universités de Nancy- Metz : Dr Annette Chomard-lexa
- Ministère de la Défense : D.M.P.A, Bureau des monuments historiques et des lieux de mémoire, 14, rue Saint-Dominique, 00450 Armées
- Les soldats d'outre-Mer, 1939-1945, Monuments et sépultures en France, Ministère de la Défense, Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants
- De Williencourt H. 2000, Les Tirailleurs sénégalais, Ed l'Harmattan
- Les T.S. dans la campagne de France-10 mai -25 juin 1940, janvier 2001, n°10, collection Mémoire et citoyenneté, rev. Les chemins de la Mémoire (Ministère de la Défense-DMPA)
- Fargettas J. Les tirailleurs sénégalais dans la campagne de 1940, Actes de colloque « les troupes de marine dans l'armée de terre », 2000

- Fargettas J. 2001, Les massacres de mai-juin 1940, in Actes du Colloque la campagne de 1940. Ed. Talandier

- Fargettas J. le massacre des soldats du 25eme RTS . Région Lyonnaise 19 et 20 juin 1940, mémoire de maîtrise, université Jean MONNET de St Etienne

- Fargettas.J. Pour l'honneur et pour la France. Les tirailleurs sénégalais de la Seconde Guerre Mondiale, Thèse de doctorat en préparation, université de Rennes II.

- Jeanclos. Y., La France et les soldats d'infortune au XXe siècle, Ed ; Economina, Univ. R. Schuman, Strasbourg

- Le Naour J.Y. 2003, La honte noire - l'Allemagne et les troupes coloniales françaises, 1914-1945, Ed. Hachette

- Onana C., La France et ses tirailleurs, 2003, Ed. Duboiris

- Michel Marc, les Africains et la grande guerre. L'Appel à l'Afrique, Ed Karthala.

**Crédit photos** : Alain Adam

### Quelques sites consultés

-<http://pcoutant.free.fr/seneqalais.htm>

-<http://www.troupesdemarine.org>

-<http://cavalbatrnarne.free.fr/>

-[www.memorial-benweb.or](http://www.memorial-benweb.or)

-<http://perso.wanadoo.fr/foure-bouchon-histoire/memorial.htm>



# Les débuts chaotiques de la France Libre

Par Daniel Laurent

Dans la soirée du 18 juin 1940, un quasi-inconnu du grand public, général de brigade à titre temporaire et secrétaire d'état à la guerre de l'ex-gouvernement Reynaud, lance depuis les micros de la BBC à Londres un appel exhortant ses compatriotes à la résistance.

Cet Appel est l'acte fondateur de la France Libre dont la saga se terminera presque 5 ans plus tard avec la présence de la France à la signature de la reddition sans conditions du IIIème Reich, la création en Allemagne d'une zone d'occupation française et l'obtention d'un siège permanent avec droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU.

Parti de rien au milieu d'un désastre militaire sans précédent pour arriver à tout dans un contexte de victoire, Charles de Gaulle est devenu une légende en lui-même, ce qui est largement mérité mais présente parfois l'inconvénient de conserver dans l'historiographie quelques légendes annexes dont les erreurs historiques sont désormais avérées.

Si Charles de Gaulle, tout comme Churchill d'ailleurs, avait quelques belles et bonnes raisons de masquer certaines de ses difficultés dans ses Mémoires, expliquer comment se sont réellement passées les choses est tout à fait utile.

## La décision de la rébellion :

C'est entre les 5 et 8 juin 1940 que Charles de Gaulle a été persuadé que Churchill maintiendrait la Grande-Bretagne en guerre et qu'il prend la décision, si le gouvernement français ne se replie pas sur l'Empire, de franchir son Rubicon, en l'occurrence la Manche dont la largeur sied parfaitement à l'étendue du franchissement en question. Dans ses Mémoires de Guerre, le général date sa décision du 16 juin. Si c'est exact sur le plan calendaire (C'est en effet le 16 qu'il a



la preuve que le gouvernement ne se repliera pas sur l'Empire et va demander l'armistice), cela ne l'est pas sur le plan politique<sup>1</sup>.

Bordeaux le 17 juin dans l'avion de Spears, représentant de Churchill auprès du gouvernement Reynaud, et qu'il l'a fait surtout de crainte d'être arrêté par le gouvernement Pétain, les deux hommes étant en froid depuis 1924.

Il est dorénavant clair que l'avion était celui mis à la disposition de De Gaulle et pas de Spears. De plus, la décision du départ est immédiate, Spears y adhère aussitôt et décide de partir à Londres avec lui pour l'aider à convaincre Churchill qui hésite car il souhaiterait recevoir à Londres des personnalités françaises de plus haut vol. Les choses étant ce qu'elles étaient, il dû se « contenter » du général bien qu'ayant, lui aussi, présenté à l'origine son arrivée comme étant une « mesure de sécurité ».

Il semblerait d'ailleurs que les bases du texte de l'Appel aient été jetées sur le papier dans la nuit du 16 au 17 juin à Bordeaux, traces d'une demande de De Gaulle pour les services d'une secrétaire ayant été retrouvées dans les archives. Mis à part préparer sa journée du lendemain, qu'il sait devoir être difficile, et établir les bases de sa future politique, on ne voit pas pourquoi il aurait eu besoin d'une dactylo cette nuit là<sup>2</sup>.

## Le 17 juin :

Venant de Bordeaux, Charles de Gaulle et son aide de camp Geoffroy Chodron de Courcel, accompagnés de Spears, atterrissent à l'aérodrome londonien de Heston en fin de matinée.

Il s'installe dans un appartement prêté par un Français, près de Hyde Park, au centre de Londres, au numéro 6 de Seymour Place

En milieu d'après-midi, le général de Gaulle est reçu par Winston Churchill au 10 Downing Street. Les appuis de Spears mais aussi de Duff Cooper ont eu raison des hésitations de Churchill. Le premier ministre britannique décide de mettre la BBC à la disposition du Général. Il a été convenu qu'il ne l'utiliserait que lorsque le gouvernement Pétain aurait demandé l'armistice.

En fin d'après-midi, la nouvelle que le maréchal Pétain vient d'annoncer aux Français qu'il faut cesser le combat parvient à Londres. Le général décide alors de lancer son appel dès le lendemain. Mais Churchill reste évasif. La nouvelle du « il faut cesser le combat » émis par Pétain vers 12h 30 est connue à Londres dès 13h. Rien de neuf à cet égard dans l'après-midi ou la soirée. Mais c'est là que les ennuis commencent avec les hésitations anglaises !

D'une part et contrairement à ce que l'intéressé a écrit plus tard, le siège de Premier Ministre de Winston Churchill est fragile. Les tenants de « l'apaisement », les pacifistes anglais, sont en force dans le gouvernement, sous la houlette de Lord Halifax et avec l'aide active de Robert Vansittart du Foreign

Office, connu (à tort) comme churchillien ; il rejette viscéralement, les premiers jours, l'entreprise gaullienne, mais ne saurait être dit pacifiste. Ils ne veulent surtout pas, à ce stade de la guerre, critiquer en quoi que ce soit le Maréchal Pétain car, tout simplement, ils aimeraient imiter son initiative de demande de paix. Il convient aussi de faire la part du classicisme diplomatique car beaucoup de choses s'expliquent par la routine en un temps où elle est mortelle, car Hitler compte dessus.

D'autre part, les Français de Londres ne sont pas unanimement d'accord avec Charles de Gaulle, notamment Alexis Léger et, surtout, Jean Monnet.

Les uns comme les autres feront tout pour édulcorer autant que possible le texte de l'appel, voire l'empêcher.

Pour les comprendre, mais sans pour autant les approuver, il faut bien réaliser qu'Hitler avait complètement berné la quasi-totalité des dirigeants du monde et que se sont ceux qui espéraient alors pouvoir l'arrêter par les armes dans l'immédiat qui passaient pour de dangereux bellicistes.

### Le 18 juin :

Au moins 3 versions du texte seront rédigées et vivement discutées ce jour là, sans compter l'ébauche datée du 17. Il semblerait que 2 autres aient existé, mais elles ne sont connues que par des résumés.

Le texte original sortira mal en point de ses affrontements qui durèrent toute la journée. Citons un extrait de l'une des délibérations du cabinet britannique ce jour là :

*« Bien que le texte du message ne soulève aucune objection, il n'est pas souhaitable que le général de Gaulle, puisqu'il est persona non grata auprès du gouvernement français actuel, parle à la radio, aussi longtemps qu'on peut espérer que ce gouvernement agisse dans un sens conforme aux intérêts de l'alliance. »*

Deux versions du texte diffusé le 18 juin existent :

- Celui qui fut réellement prononcé ce soir là, à 22 heures et non avant comme certains le disent.
- Celui diffusé AVANT par un communiqué de la BBC, donc moins censuré, et qui fut reproduit le 19 par certains journaux français.

### Le véritable texte du 18 juin :

L'histoire de ce premier texte diffusé le 18 juin mérite à elle seule une mention spéciale. Le discours ne fut pas enregistré par la BBC. Les premiers à avoir découvert ces différences furent une équipe d'amateurs passionnés sarthois<sup>3</sup> qui se procurèrent le texte tel qu'enregistré par les services radiophoniques suisses dans des conditions qui firent dire par J.C. Averty, qui suivait cette affaire, à François Delpla au cours d'une conversation téléphonique que cela ressemblait à « une livraison d'héroïne dans un café de Barbés ».

Publié sans mention de sources en 1990, ce texte ne fut cependant jamais nié par les autorités helvétiques malgré le fait que sa publication dérogeait de quelques mois à l'obligation des 50 ans de non communication, ce qui explique « l'ambiance » lors de sa livraison.

Mais le clou a été enfoncé par Christian Rossé, membre suisse du forum « Le monde en guerre »<sup>4</sup> qui a retrouvé dans les archives de Berne le texte original tel que publié, en allemand, par le service d'écoute radiophonique suisse dans son Bulletin du 19 juin 1940 à 6 heures du matin.

### Le texte de l'Appel du 18 juin, tel que retranscrit par les services d'écoute suisses.

*« Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions honorables pourrait cesser le combat. Il a déclaré en outre que la lutte devrait continuer si ces conditions étaient contraires à l'honneur, à la dignité, à l'indépendance de la France.*

*Nous avons été surpris et submergés par la force mécanique, la tactique de l'ennemi. Mais il y a, malgré tout, des raisons d'espérer.*

*Croyez-moi, rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent nous apporter la victoire.*

*La France n'est pas seule ! La France n'est pas seule ! La France n'est pas seule ! Elle peut faire bloc avec la Grande-Bretagne et disposer d'immenses réserves.*

*La guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Toutes les fautes qui ont été commises n'empêcheront pas qu'un jour l'ennemi sera écrasé. Cela pourra se faire grâce à une force mécanique supérieure encore.*

*Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent actuellement en Grande-Bretagne ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Ceci vaut également pour les ingénieurs et les ouvriers spécialistes qui se trouvent déjà en Grande-Bretagne ou qui viendraient à s'y trouver.*

*Quoi qu'il arrive, la force intérieure de la résistance des Français ne doit pas faiblir. Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres. »*

Dans les archives fédérales suisses de Berne, le compte-rendu du discours du général de Gaulle apparaît dans le Bulletin n° 153 publié par le Gruppe Ohr (Service écoute de la Division Presse et Radio de l'Etat-major Suisse) à 6h00 le 19 juin 1940, à la page 3. Il est rédigé en allemand. Le voici tel que Christian Rossé nous l'a aimablement fourni :

(11) England (frz.) 2200

General de Gaulle (Sous-secrétaire d'Etat de guerre dans l'ancien Cabinet Reynaud) spricht jetzt zu den franz. Hörern : Die frz. Regierung hat beim Feind angefragt, zu welchen ehrenvollen Bedingungen ein Waffenstillstand möglich wäre. Ferner wurde erklärt, dass der Kampf weitergeführt werde, falls Bedingungen gestellt würden, die im Widerspruch ständen zu Frankreichs Ehre, Würde und Unabhängigkeit. Wir sind von Technik, Kraft, Taktik des Feindes überrascht und überwältigt worden. Trotz allem können wir hoffen. Glaubt mir, dass noch nichts verloren ist für Frankreich. Die gleichen Mittel, die jetzt gegen uns angewandt wurden, können uns den Sieg bringen. Frankreich ist nicht allein! (dieser Satz 3-mal wiederholt). Es kann einen Block bilden zusammen mit Grossbritannien und über unermessliche Reserven verfügen. Der Krieg ist nicht fertig mit der Schlacht um Frankreich. Alle Fehler, die gemacht wurden, werden nicht verhindern, dass eines Tages der Feind erdrückt wird. Dies kann geschehen mit einer Kriegsmaschine (force mécanique) die der feindlichen noch überlegen sein wird. Ich, General de Gaulle, jetzt in London lade die frz. Offiziere und Soldaten, die sich jetzt in Grossbritannien befinden oder noch hierher kommen, ein, sich mit mir in Verbindung zu setzen. Das Gleiche gilt für die frz. Ingenieure und Spezialarbeiter, die in Grossbritannien sind oder hierher kommen werden. Was auch kommen mag: die innere Widerstandskraft der Franzosen darf nicht untergehen. Wie heute, so werde ich auch morgen am Londoner Radio sprechen.

Fan/Lie

Scw/Stn.

Archives fédérales suisses, E4450/5768 Bd. 3

### L'après 18 juin :

La discussion rebondissant dans la nuit, sans qu'aucun document n'en parle, sinon le résultat final dans les journaux anglais du 19 au matin, qui est l'appel connu moins la dernière phrase "demain comme aujourd'hui...".

La encore, c'est Hitler qui mène le jeu. Pétain lui demande ses conditions d'armistice le 17 et ... il se hâte lentement de répondre, attendant le 21 pour convoquer une réunion et faire connaître ses conditions. Ce n'est qu'à cette date que le gouvernement britannique lâchera du lest et laissera de Gaulle s'exprimer plus librement, mais pas complètement encore et ce n'est que le 23, jour où le cabinet examine pour la première fois l'éventualité de reconnaître un comité présidé par le général, que les choses avancent vraiment <sup>5</sup> et <sup>6</sup>.

Avant cette date, les variantes de l'Appel sont purement militaires. Elles appellent à la résistance mais ne remettent pas en cause la légitimité de Pétain ni ne parlent de sa trahison, ce qui est cependant à la base de la rébellion gaullienne.

Les phrases manquantes seront ajoutées (ou plutôt rétablies) fin juillet ou début août (Accords de Gaulle-Churchill, là encore connu seulement par ses résultats et son contexte - accord du 7 août Angleterre-France libre -, notamment la fameuse affiche, dont la première apparition est dans les journaux anglais du 5 août).

La première apparition certaine du texte définitif, ou du moins du véritable texte d'origine, se trouve dans le n° 1 du bulletin des FFL, mi-août 1940.

### Les premiers ralliés :

Tant qu'il n'a pas en main cette reconnaissance de l'entité France Libre comme étant politique, Charles de Gaulle ne cherche pas vraiment à recruter des troupes, craignant que cela ne se transforme en une sorte de Légion Française à la remorque de l'armée britannique.

Une maigre reconnaissance intervient cependant le 28 juin, Churchill reconnaissant officiellement de Gaulle comme étant le «Chef de tous les Français Libres, ou qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée».

C'est seulement à cette date que de Gaulle se consacre vraiment au recrutement, assuré que les volontaires ne seront pas «aspirés» par l'armée britannique.

Quelques adhésions notables ont cependant eu lieu entre temps : Le général Catroux, Thierry d'Argenlieu, L'Amiral Muselier, le Consul général à Bangkok Monod, l'attaché militaire à Tanger Luizet, le consul général à Pondichery, André Dewavrain qui, sous le pseudo de Passy prend en charge le BCRA, les célèbres marins de l'île de Sein, le Consul général de France à Hong Kong, Louis Reynaud, etc.

Le professeur René Cassin, qui deviendra le juriste de la France Libre, arrive le 29. Il demande à de Gaulle «Nous ne sommes pas une Légion étrangère dans l'armée anglaise, nous sommes l'armée française ? ». De Gaulle lui a répondu, en le regardant bien en face

«Nous sommes la France». Cassin en est resté comme deux ronds de flan...

L'affaire de Mers-el-Kebir, le 4 juillet, a affaibli le recrutement parmi les soldats français présents à Londres depuis le repli de Dunkerque, a moins que la canonnade anglaise n'ait que servi de prétexte à des gens qui de toute façon n'auraient pas rejoint la France Libre.

C'est ainsi que le 14 juillet 1940, seulement 300 hommes défilèrent à Londres devant de Gaulle et Madame Churchill (Madame, pas Winston, significatif). Parmi eux, le parrain de Jacques Ghémard, tout juste équipé et n'ayant jamais marché au pas précédemment. Il semblerait que certains ont défilé en civil. Mais, selon Max Gallo<sup>6</sup>, les effectifs à cette date sont d'une brigade, soit environ 2000 hommes en Angleterre, plus d'autres ailleurs (Palestine, Egypte, etc.)

Cependant, affaiblir ne signifie pas tarir et des nouveaux volontaires se rallient en juillet-août :

900 légionnaires de la 13<sup>ème</sup> DBLE dont le capitaine Koenig et le lieutenant colonel Magrin-Verneret dit Monclar, futur commandant du Bataillon France pendant la guerre de Corée, le général Legentilhomme à Djibouti, le colonel de Larminat au Caire, Lapierre, agent consulaire à Chypre, le capitaine Hackin à Kaboul, le capitaine Bouillon en Gold Coast, le lieutenant Soustelle à Mexico, ralliement des Nouvelles-Hébrides et de Tahiti.

Quelques navires viennent renforcer les Forces Françaises Navales Libres de Muselier : Le contre-torpilleur Triomphant, les sous-marins Rubis et Narval.





Londres, 14 juillet 1940.

Photo fondation de La France Libre

Des pilotes aussi, qui seront les premiers Français Libres à reprendre le combat le 21 juillet aux cotés de la RAF.

Fin juillet, il y aura ainsi environ 2700 Français Libres en Angleterre, plus les militaires en poste à l'étranger et qui se sont ralliés, soit un total d'environ 7300, dont 567 en Palestine et 253 en Égypte.

Petites anecdotes quant à ces débuts chaotiques :

La première voiture que Charles de Gaulle a utilisée à Londres était une voiture française, pas anglaise, mise à sa disposition avec le chauffeur par le Directeur de l'agence Cartier de Londres, Etienne Bellanger.

Grâce aux ralliements de quelques petites colonies et à l'arrivée avec Muselier d'un cargo français contenant 1250 tonnes de cuivre, la France Libre n'est pas financièrement à la remorque de la Grande-Bretagne. Les seules «donations» anglaises sont du matériel militaire et des armes, ainsi que quelques «faveurs» comme par exemple louer Carlton Gardens aux FFL à un prix «d'ami». Notons aussi que des collectes furent organisées en Angleterre par de simples citoyens britanniques en faveur des «Free French» qui bénéficièrent quasi immédiatement du soutien de la presse et du public britannique.

Au tout début, lorsque le personnel était très limité en nombre, de Gaulle en partant déjeuner avec son équipe demanda à la nouvelle recrue Georges Boris de rester pour «garder la boutique». Ce dernier eut l'air très gêné, hésitant : « Mais je suis Juif ! ». Réponse de De Gaulle : «Monsieur Boris, je ne connais que deux sortes d'hommes : ceux qui se couchent et ceux qui veulent se battre. Vous appartenez à la seconde ».

A ce jour, 52 764 Français Libres ont été nommément répertoriés<sup>7</sup>, mais leur nombre total est estimé à environ 55 000 par Henri Ecochard. De son côté, Jean-François Muracciole y rajoute environ 20 000 soldats « coloniaux » mais ce chiffre est discuté.

**Le chemin de croix :**

Convaincu dès le 8 juin 1940, décidé dès le 16, préparé à le faire dès le 17, Charles de Gaulle du attendre fin juin, plutôt même début août 1940, pour pouvoir librement clamer haut et fort que Pétain avait trahi la République et que lui, de Gaulle, portait sur ses épaules fort larges et fort hautes mais o combien encore fragiles la légitimité politique de la République Française.

De longues semaines de batailles ardues et pénibles pour échapper au concept d'une simple légion **militaire** française incorporée dans l'armée britannique qui en satisfaisait plus d'un et, enfin, de faire établir la notion de France Libre, organisme **politique** porteur de la légitimité de la République bafouée à Vichy.

Les temples gaullistes historiques qui rechignent à admettre ces faits on tort. Au lieu de s'en tenir à l'histoire sainte d'un Appel unique dès le 18, il leur serait plus utile de décorer leurs murs d'icônes retraçant ce chemin de croix. Cela présenterait l'avantage, comme disait l'un de mes bons maîtres que je ne nommerais pas, de «redonner du brillant aux statues ternies par l'encens des commémorations».

En effet, la simple reconnaissance de ces aléas nous montre un de Gaulle qui, face aux difficultés, plie mais ne romps pas et, à force de volonté, de conviction et d'excellence politique arrive enfin à ses fins avec le résultat que nous connaissons.



Cependant, selon Jacques Ghémard, « ces différentes versions de l'appel du 18 juin ne concernent que l'histoire des Britanniques. Ce sont leur tergiversations à eux, pas celle des Français libres, pas celles de De Gaulle. Donc pour les FFL cet appel est effectivement unique puisque c'est celui dont ils ont pris connaissance bien après souvent, et c'est aussi leur propre appel intérieur, leurs raisons intimes et leur adéquation avec l'appel de De Gaulle. Donc je suppose qu'ils ne considèrent pas ces différentes versions comme réellement différentes et importantes ».

Voici donc une conclusion inachevée qui, nous l'espérons, engendrera un intéressant débat sur notre forum.

#### Notes :

- 1 – *Du 5 au 8 juin 1940, un tournant*, Daniel Laurent et Alain Adam <http://www.histoquiz-contemporain.com/Histoquiz/Lesdossiers/LaFrance19391945/juin40/Dossiers.htm>
- 2 – *La face cachée de 1940*, François Delpla, F-X de Guibert, 2003
- 3 – *Revue historique et archéologique du Maine*, No. 12, 1990, directeur Jacques Fourmy (décédé).
- 4 - Christian Rossé dans le forum *Le monde en guerre*, <http://www.39-45.org/>
- 5 – *L'appel du 18 juin 1940*, François Delpla, Grasset, 2000
- 6 – *De Gaulle, la solitude du combattant*, Max Gallo, Laffont, 1998
- 7 - <http://www.francaislibres.net/liste/liste.php>

#### Autres sources :

Articles de MM. Jean-Louis Crémieux Brilhac, Eric Branca et André Malraux en ligne sur le site de la Fondation Charles de Gaulle : <http://www.charles-de-gaulle.org/dossier/18juin/index.htm>

#### Remerciements :

Un grand merci à Jacques Ghémard du forum *Livres de Guerre* sans qui nos chiffres quant aux effectifs FFL auraient été très hypothétiques.

<http://www.livresdeguerre.net/accueil/index.php>

Il serait indécent de ne pas remercier également François Delpla sans qui cet article n'aurait pas vu le jour.

### Les premiers Français Libres de Hong Kong

Dès le 20 juin 1940, le Consul général de France à Hong Kong, Louis Reynaud, en avise Londres : la communauté française du territoire refuse l'armistice et la paix séparée.

Le Comité de la France Libre est constitué le 19 septembre 1940 et, en 1941, sur les 120 membres de la communauté française, 40 adhèrent au comité. Tous, en décembre 1941, prennent part à la défense de Hong Kong, comme volontaires dans des unités combattantes ou dans la défense passive et trois y laisseront la vie. Neuf Français libres sont prisonniers de guerre. Plusieurs décéderont en captivité, dont Paul de Roux, directeur de la Banque de l'Indochine.

Une tombe, inaugurée en 1948 au cimetière militaire de Stanley, rappelle le sacrifice des Français Libres de Hong Kong.

«Lieutenant Frédéric Marie Jocosta, né le 12 juin 1908, engagé volontaire le 8 décembre 1941, tué à North Point le 19 décembre 1941»: officier de liaison et chef du service de renseignement de la France Libre à Singapour, Frédéric Jocosta est de passage à Hong Kong en octobre 1941. Il rejoint le Corps des Volontaires dès le premier jour de l'invasion japonaise, lancée le lendemain de l'attaque de Pearl Harbour. Frédéric Jocosta est tué dans les combats des premières semaines, sur l'un des points d'appui britanniques de la défense de l'île de Hong Kong.

- «Soldat Armand Delcourt, A.S.C. né à Tournai le 4 mai 1899, engagé volontaire en juillet 1940, tué à Répulse Bay le 21 décembre 1941»: les archives précisent que «Monsieur Armand Delcourt, d'origine française mais belge de nationalité a trouvé la mort à Hong Kong dans des conditions particulièrement dramatiques». Le soldat Delcourt est en effet grièvement blessé de deux coups de baïonnette à l'abdomen le 21 décembre. Deux jours plus tard, alors qu'il cherche un poste de secours pour se faire soigner, il est capturé par des soldats japonais à Répulse Bay, en même temps qu'une dizaine de soldats britanniques. Tous sont exécutés une demi-heure après leur capture d'une balle dans la nuque. Le consul de France, dans un mémoire de proposition pour décoration à titre posthume en date du 23 février 1947, précise au sujet d'Armand Delcourt : «faisant partie lui aussi malgré sa nationalité du mouvement de la France Libre et à ce titre s'était engagé dans le Corps des Volontaires».

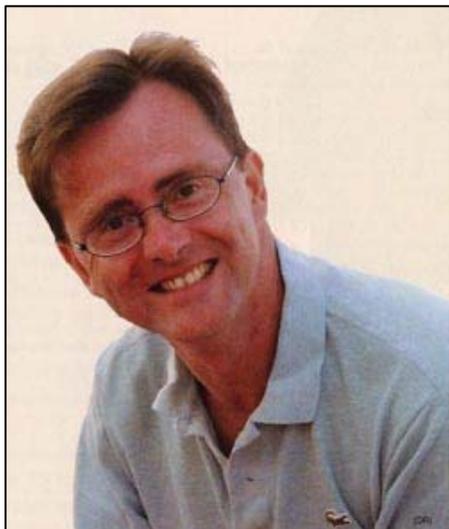
- «Cannonier Pierre B.M. Mathieu, 2nd BTY, né à Marseille le 5 juillet 1911, engagé volontaire en juillet 1940, décédé à Sham Shui Po le 27 août 1943». Agent de la compagnie Optorg de Hong Kong, Pierre Mathieu rejoint la France Libre en 1941 et devient secrétaire de la section de Hong Kong. Incorporé dans le Corps des Volontaires, affecté à la Deuxième Batterie d'artillerie, il est fait prisonnier le 25 décembre 1941, dernier jour des combats, et se trouve interné à North Point puis à Stanley. C'est dans ce dernier camp, Sham Shui Po, qu'il meurt «électrocuté sur les fils de fer barbelés».

- «Captain J.B.E.R. Egal, H.K.V.D.C., né à Montclar d'Agenais le 6 mars 1892, décédé le 29 décembre 1947 à Hong Kong»: René Egal est l'ancien responsable de la France Libre à Shanghai et se trouve en transit à Hong Kong à l'ouverture des hostilités. Il rejoint le Corps des Volontaires de Hong Kong, comme capitaine, et fait partie du détachement chargé de la protection de l'usine électrique de l'île de Hong Kong. René Egal est fait prisonnier dans les premiers jours des combats et est interné au camp des officiers de Sam Shui Ho, à Kowloon. Un officier



## Interview : Dominique Lormier

Par Stéphane Delogu



Il nous paraissait difficile de vous proposer un magazine largement consacré au 70<sup>ème</sup> anniversaire de la Campagne de France sans y inclure l'interview de l'un des meilleurs spécialistes français en la personne de Dominique Lormier. Cet historien connu et reconnu s'est prêté de bonne grâce et avec gentillesse aux questions posées par nos lecteurs.

**Histomag'44 : Pensez-vous que la France était vraiment prête pour une guerre en 1939-1940 ?**

**Dominique Lormier :** Sur le papier l'armée française semble puissante. En réalité, il faut savoir par exemple que seulement 853 des 2 262 chars français modernes sont équipés d'un canon efficace pour la lutte antichar, alors que 2 043 des 2 683 chars allemands modernes sont armés d'un canon capable de percer 40 à 50 mm de blindage. Seulement 960 de nos chars sont endivisionnés, alors que les 2 683 chars allemands en première ligne sont regroupés au sein des 10 *Panzerdivisionen*. Nous pourrions multiplier les exemples. La DCA fait cruellement défaut, 3 800 canons souvent vétustes contre 9 300 pièces modernes du côté allemand. Les transmissions sont déficientes, le ravitaillement en carburant archaïque, l'armée de l'air dispersée et inférieure en nombre, avec une partie des avions surclassés techniquement. Le général Gamelin disperse ses réserves, au lieu de les concentrer en des points précis pour contre-attaquer.

**Histomag'44 : Est-ce que l'efficacité de la ligne Maginot, telle que nous la connaissons, ne fut-elle pas surévaluée ?**

**Dominique Lormier :** Elle a joué son rôle en repoussant les assauts allemands de tous côtés en juin 1940 : 45 des 53 gros ouvrages demeurent invaincus lors de l'armistice. La Maginot alpine repousse de son côté toutes les attaques italiennes. Elle souffre cependant de diverses faiblesses : DCA insuffisante, angles morts non corrigés, troupes de contre-attaques insuffisantes surtout fin juin 1940.

**Histomag'44 : Le plan Dyle-Breda (surtout l'envoi de troupes françaises en Hollande) ne fut-il pas une grosse erreur de la part du GQG français ?**

**Dominique Lormier :** L'offensive allemande fut contenue en Belgique par la 1<sup>ère</sup> armée française jusqu'au 15 mai. Cependant, le fait d'envoyer l'excellente 7<sup>ème</sup> armée en Hollande fut une erreur dramatique, privant l'armée française d'une force considérable pour contre-attaquer la percée des Allemands sur la Meuse, sans parler de la dispersion des trois divisions cuirassées.

**Histomag'44 : La percée de Sedan est une réalité, aurait-elle pu être évitée ? Et si oui, selon vous comment ?**

**Dominique Lormier :** Il était possible de déclencher une puissante contre-offensive le 14 mai avec la 3<sup>ème</sup> division d'infanterie motorisée et la 3<sup>ème</sup> division cuirassée, sans parler des divers bataillons de chars disponibles dans le secteur. La riposte française a été non coordonnée et décousue du fait de l'incapacité du commandement à s'adapter à la guerre mécanisée moderne, fondée sur la rapidité d'action. La 7<sup>ème</sup> armée française, maintenue dans la région de Reims et non engagée en Hollande, pouvait renverser la situation dans le secteur de Sedan, avec les autres divisions françaises. La défaite française de Sedan repose sur divers points : faiblesse de la défense antichar et antiaérienne, insuffisance des troupes devant défendre un secteur aussi vaste, dispersion scandaleuse des divisions chargées de contre-attaquer, contre-attaques non coordonnées, actions décousues de l'aviation alliée, lenteur de la riposte française etc...

**Histomag'44 : Pensez-vous que Charles de Gaulle était le mieux placé depuis Londres ? Si, oui, pourquoi et si non, qui aurait pu se trouver à sa place ?**

**Dominique Lormier :** Face à Churchill et Roosevelt il fallait un politique et un militaire à la fois, le général de Gaulle réunissait ces deux qualités. Il est donc l'homme idéal de la situation et en a donné la preuve par la suite, malgré quelques erreurs minimales. Grâce à son action, sans oublier celles de Rémy, Moulin, Koenig, Juin, Giraud, De Lattre, et quelques autres, la France sera présente à Berlin lors la capitulation allemande en mai 1945, aux côtés des trois autres grandes puissances victorieuses.

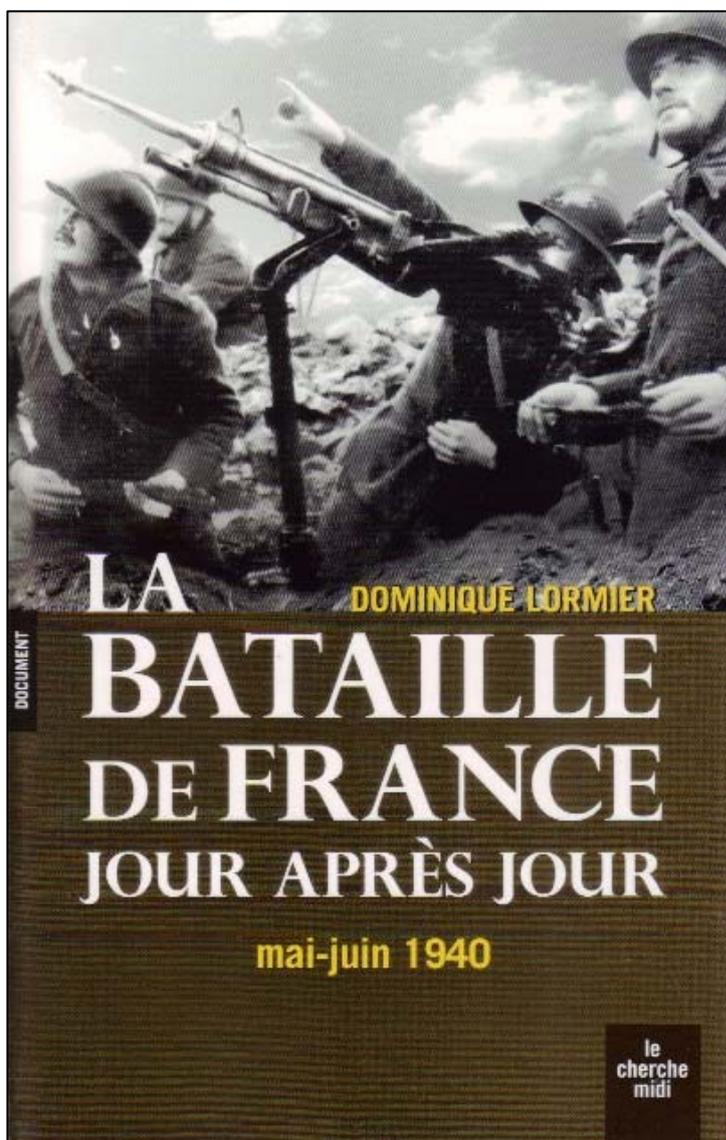
**Histomag'44 : En mettant en avant la qualité de certains chars français tels que le Somua ou le B1 bis, ne cherche t'on pas à masquer les insuffisances d'autres blindés tels que le FCM 36, le R35 ou le D2 ?**

**Dominique Lormier :** Tous les chars français étaient de bonne qualité en ce qui concerne le blindage. La tourelle monoplace fut un lourd handicap, permettant aux panzers de tirer deux à trois ou quatre fois plus vite. Le canon de 37 mm modèle 1918, équipant la quasi totalité de nos chars légers fut un désastre tactique, du fait de son manque d'efficacité contre les principaux panzers. L'arrivée de l'excellent canon de 37 modèle 1938 fut beaucoup trop tardive pour équiper l'ensemble des chars légers. Le Somua, le D2 et le B1 bis pouvaient détruire tous les panzers avec le remarquable canon de 47 mm, mais ils ne formaient qu'une minorité de nos chars modernes, comme je l'ai précisé dans la réponse de la première question. Enfin, la majorité de nos chars ne dispose par de radios, rendant ainsi impossible la coordination des attaques et des contre-attaques françaises. Malgré cette situation, le soldat français n'a pas démerité en mai-juin 1940, en opposant une résistance acharnée aux forces armées allemandes, comme l'ont reconnu les généraux Rommel et Guderian.

### La bataille de France jour après jour

Avec ce nouvel ouvrage consacré à un épisode douloureux de notre histoire, Dominique Lormier livre une étude passionnante agrémentée de nombreux témoignages inédits, solidement appuyée sur des sources nombreuses et exploitant une impressionnante quantité d'archives. Le printemps 1940, souvent décrit comme le crépuscule d'une armée dépassée et à la motivation défaillante, est aussi celui d'une défaite qui a lourdement marqué la mémoire collective, à peine compensée par les assauts victorieux des armées de la libération. Selon l'auteur, non seulement les troupes françaises se sont battues avec courage et acharnement, mais leur sacrifice a permis de protéger la Grande Bretagne de l'invasion allemande. A en juger par les pertes ennemies durant les mois de mai et juin 1940, il apparaît clairement que nos soldats tant décriés auraient pu écrire une page mémorable de notre histoire et en changer le cours en stoppant les armées d'Hitler si des erreurs stratégiques gravissimes n'avaient fait le jeu des allemands. L'auteur propose cette étude de manière innovante, en se démarquant d'une mise en perspective globale, privilégiant un tableau quotidien des opérations qui se soldèrent par un échec dont les séquelles firent du soldat de 1940 le symbole de la défaite. Avec ce livre au plus près de l'actualité, Dominique Lormier apporte un éclairage nouveau sur les faits et rend à ses hommes la reconnaissance qui leur est due.

Éditions du Cherche Midi, 19,50 euros, en librairie à partir du 22 avril 2010.



# Le secret de Paul Reynaud

Par Francois Delpla



M. Paul REYNAUD

Paul Reynaud est censé avoir été un antinazi au long cours. En charge du destin de la France avec d'immenses pouvoirs, de droit et plus encore de fait, au moment où le nazisme la menace dans son existence même, voilà qu'il démissionne et cède la place au partisan le plus notoire de la recherche d'un accommodement avec le Troisième Reich, le maréchal Pétain. Comment un tel paradoxe a-t-il été possible ?

Deux explications principales ont été proposées et, dans bien des études, se combinent : il aurait perdu politiquement la main, les pétainistes le mettant en minorité ; il aurait cédé devant l'opposition criarde à la continuation de la guerre de celle qui partageait sa vie, la comtesse Hélène de Portes. Lui-même a longuement plaidé pour la première explication, en écartant résolument la seconde.

J'incline à lui donner raison sur ce dernier point : cette compagne envahissante (traitée significativement de « maîtresse » par un grand nombre d'auteurs), qui plaidait peu discrètement pour l'armistice lors de l'exode du gouvernement sur la Loire puis la Gironde, n'était pas politiquement très influente, ni sur lui ni sur personne d'autre. Ses vociférations étaient bien plus un symptôme qu'une cause.

Cependant, il est faux que les choses se soient jouées à la majorité et que Reynaud ait, à ce jeu, été battu, à un moment quelconque. Il eût fallu pour cela que sa position fût claire, et qu'il la mit aux voix. Comme elle resta floue, personne n'eut à se prononcer sur elle.

Il faut citer et re-citer un texte exhumé en 1991 par John Costello et publié intégralement par moi-même en 1993, jusqu'à ce qu'il soit connu et suffisamment pris en compte dans les analyses. Il est rédigé le 20 mai par un collaborateur de Reynaud qui est

probablement le diplomate Robert Coulondre (ambassadeur à Berlin jusqu'à la guerre et employé depuis au Quai d'Orsay à diverses tâches) :

*Offres éventuelles de paix de l'Allemagne*

*M. Nordling, Consul Général de Suède à Paris, qui avait accompagné M. Coulondre et le général Mittelhauser lors de la mission accomplie en Scandinavie du 12 au 14 avril, est revenu 15 jours plus tard à Paris en traversant l'Allemagne. Il s'est joint à une mission suédoise qui comprenait M. Dahlerus, industriel connu pour ses relations avec le Maréchal Göring, le Directeur des Affaires Économiques au Ministère des Affaires étrangères suédois et le chef d'État-Major des forces navales suédoises.*

*Cette mission a proposé au gouvernement du Reich un projet consistant essentiellement à assurer par des forces navales suédoises la police des eaux norvégiennes et la répartition équitable du minerai de fer entre l'Allemagne et les Alliés. Ce projet a été repoussé par les Allemands.*

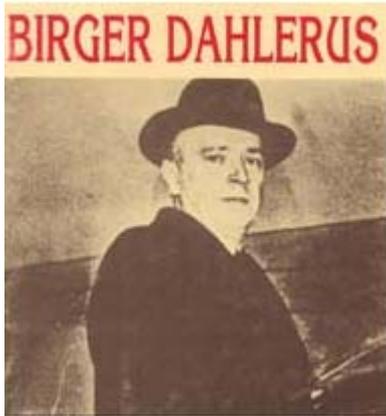
*Le Maréchal Göring a cependant tenu à voir M. Dahlerus qui, à plusieurs reprises, s'était fait l'intermédiaire d'offres de paix allemandes. Le Lieutenant du Führer a exprimé l'avis que toute paix était impossible dans les conditions qui régnaient alors. Il a ajouté cependant que si la guerre était portée en Belgique et si l'armée allemande parvenait à s'emparer de la côte belge et de Calais, le Führer ferait une proposition de paix. Il demanderait l'annexion d'Eupen, de Malmédy, du bassin de Briey, ainsi que l'attribution de colonies au Reich. Pour le reste, il se contenterait, dans l'ensemble, du maintien du statu quo avant les hostilités.*

*Si la France repoussait ces propositions, la guerre serait étendue aux populations civiles et le peuple français « apprendrait ce qu'il en coûte d'être mal dirigé ».*

*Les indications ci-dessus, dont la source est absolument sûre, prennent une importance particulière à la lumière des événements qui se sont déroulés depuis lors.*

*Il est permis de se demander en particulier si le Duce n'attend pas le moment où M. Hitler, s'estimant vainqueur, formulerait des conditions de paix, pour entrer lui-même en scène<sup>1</sup>.*

<sup>1</sup>cf., du même auteur, *Churchill et Les Français*, Paris, Plon, 1993, p. 490-491.



rapidement éconduit après l'avoir traité de « défaitiste ». Sans doute son amour éperdu de la patrie française lui avait-il fait oublier le statut de diplomate du visiteur, et la neutralité de son pays !

Si nous rétablissons un peu de sérieux dans l'examen de ce moment crucial, et Costello nous y aide bien, nous constatons que, comme il est logique, l'offre de paix est tombée en terrain fertile, cinq jours après le constat d'une catastrophe sans pareille à Sedan, et quatre après la journée de panique du 16, lorsqu'on improvisait une évacuation de Paris avant d'apprendre que les Panzer avaient pris la route de la mer.

Malheureusement les archives ont été passées au bazooka, tant à Paris qu'à Londres. L'inventaire imprimé des archives nationales anglaises relatives à cette guerre comporte en effet une mention aussi bizarre qu'unique, à propos des papiers du Foreign Office concernant la Suède : Une partie de la correspondance pour 1939 et 1940 a été détruite en 1940 devant la menace d'une invasion ennemie<sup>2</sup>.

Bel aveu... mais incomplet. Car des destructions d'archives en prévision d'une invasion se font plutôt en gros qu'en détail et concernent les relations avec les grandes puissances plutôt qu'avec les petites. Et Londres n'a jamais été menacé à ce point, ni privé d'une maîtrise des mers qui permettait de mettre tout document compromettant hors d'atteinte du Reich. Lequel a donc ici bon dos. Restait au chercheur à examiner ce qui restait de cette correspondance... et à constater que les censeurs avaient sélectivement pourchassé le nom de Dahlerus. Pour une raison que les destructions, qui ont tout de même laissé quelques vestiges, laissent apparaître : Halifax, lui, ministre des Affaires étrangères de Chamberlain puis de Churchill, avait fait bon accueil aux efforts de médiation de l'industriel suédois.

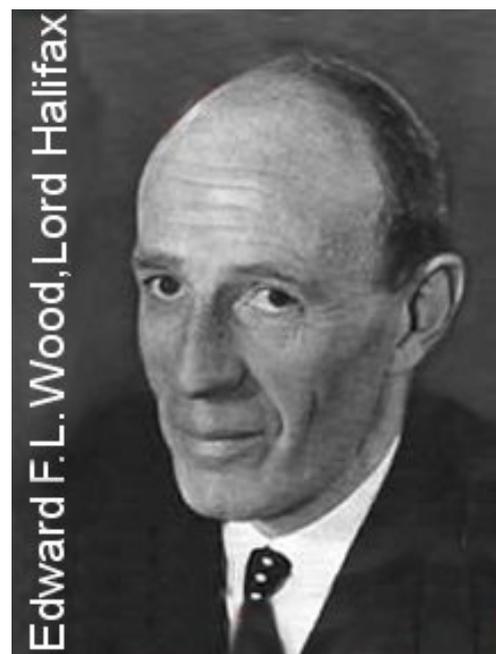
Hitler est probablement fort déçu, vers ce 20 mai, de ne recevoir aucune ouverture de paix, ni de Paris ni de Londres. Il est vrai que dans cette dernière capitale est survenue, depuis la conversation Göring-Dahlerus, un changement politique radical –mais sur la portée duquel il est alors légitime de s'interroger : Churchill a remplacé Chamberlain au poste de premier ministre, ce qui risque de compliquer les choses mais pourrait

<sup>2</sup>The Second World War / A Guide to Documents in the Public Record Office, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1972. Les cotes correspondantes sont FO 188/328, 329, 336, 337, et FO 371/24860 à 24863. Cf., du même auteur, *La Ruse nazie, op. cit.*, p. 257-259.

La conversation Göring-Dahlerus a eu lieu le 6 mai. Ce 20 mai, Nordling fait antichambre et presse Reynaud de le recevoir, ce qu'il va faire... en le dissimulant puis, quand en 1963, il fut forcé de le reconnaître dans la dernière mouture de ses mémoires, il prétendit qu'il l'avait

aussi les accélérer. Celui qui dénonçait dans un relatif isolement le danger nazi en conseillant de s'appuyer sur l'armée française a toutes chances d'être déstabilisé par le désastre survenu à cette dernière le lendemain même de la formation de son gouvernement. Sa chute rapide serait synonyme de paix générale, puisque précisément l'Allemagne a fait savoir aux initiés que ses conditions seraient « généreuses ».

Le 25 mai, un comité de guerre se réunit à Paris. Il comprend les trois principaux dirigeants politiques (Lebrun, président de la République, Reynaud, et Pétain à titre de vice-président du conseil), assistés des ministres à compétence militaire, et les chefs des trois armes. Tous ces personnages sont fort pessimistes sur l'issue de la guerre. Pétain et Lebrun en sont déjà à envisager un armistice séparé, quoi que puisse penser ou faire l'allié anglais. Les autres intervenants pensent que l'Angleterre a son mot à dire... et le général Weygand, secouant Reynaud, l'envoie littéralement à Londres « exposer nos difficultés ». Passant la journée du lendemain dans la capitale britannique, Reynaud, inhibé par l'éloquence churchillienne, n'ose parler d'armistice, mais se rabat sur l'idée d'une médiation italienne, qui a surgi du chapeau de Halifax (lequel n'ose pas parler ouvertement des propositions de Göring).



Des remous épiques agitent pendant trois jours le cabinet britannique à ce sujet, mais, providentiellement, Mussolini se dérobe, ayant en ces mêmes jours décidé d'entrer en guerre comme un coucou, pour profiter de la victoire allemande. Le 28 au soir, Churchill télégraphie à Reynaud que l'idée d'une médiation italienne n'est « pas opportune ».

L'Anglais réussit alors à polariser l'attention générale sur l'évacuation de Dunkerque, et à la présenter, le 4 juin, comme un grand succès, ce qui donne un peu d'air aux partisans de la continuation de la lutte. Cependant Reynaud tente un nouvel effort : il envoie à Londres le patron de presse Jean Prouvost, afin d'accéder à Churchill par l'intermédiaire de son confrère Beaverbrook, propriétaire de journaux et présentement ministre. Il s'agit de demander

carrément aux Anglais « quelles dernières chances les Alliés pouvaient avoir de solliciter ensemble un armistice et d'obtenir une paix négociée. »

Cette mission, dévoilée en 1944 dans un livre de Pierre Lazareff (le rapprochement entre Prouvost et Reynaud étant connu depuis toujours puisqu'il en fait sur l'heure un ministre inattendu), et parfaitement inconnue des archives britanniques, doit s'être déroulée le 4 juin. En tout cas, le 5, Prouvost est de retour et se confesse à Lazareff (son premier collaborateur) sous le sceau du secret. Les réactions de Beaverbrook et de Churchill ont été nettes, et leur formulation intéressante :

“Pas de paix négociée, pas d'armistice. La bataille de France n'est qu'une bataille dans la guerre mondiale. Si cette bataille est perdue, la guerre continuera. La bataille de France est déjà trop compromise pour que nous y risquions une partie de nos forces, le plan est de ménager au contraire nos forces pour la seconde bataille qui sera celle d'Angleterre. L'allié français doit tenir le plus possible pour nous donner le temps de mieux nous préparer, puis se replier sur ses positions coloniales, abandonnant le terrain à l'ennemi, jusqu'au jour de la victoire alliée qui permettra de libérer son territoire. La France avait livré la première bataille et reçu les premiers coups. L'Angleterre préparait la seconde bataille grâce à laquelle elle espérait pouvoir délivrer ses alliés. La guerre avait-elle été finie lorsque la Pologne fut occupée ? Et n'avait-on pas eu tort de sacrifier des forces de réserve pour aider sans espoir la Belgique ?”<sup>3</sup>

Le secret de Reynaud, déjà déductible de son comportement pour qui voulait bien le décrypter, ne devrait plus faire de mystère pour personne après la redécouverte de ce texte. Si, en ce mois de juin, il va s'opposer à Pétain et à Weygand sur la question de l'armistice, ce n'est pas que l'acte en lui-même lui répugne, ou qu'il le croie évitable. C'est uniquement parce qu'il ne veut rien signer avec les Allemands sans les Anglais –alors que Weygand a, au lendemain du comité de guerre du 25 mai, prestement rejoint Pétain sur cette question.

Une confirmation peut en être trouvée dans ce que Reynaud dit le 15 juin au ministre polonais des Affaires étrangères, Auguste Zaleski : pessimiste sur la possibilité d'évacuer de France l'armée polonaise, il conseille à son gouvernement de demander lui-même un armistice<sup>4</sup> ! Le ministre et son chef de gouvernement, Sikorski, vont alors prendre langue avec Churchill et sauver, avec leur belligérance, l'essentiel de leurs troupes.

Ce comportement profondément pessimiste, et compréhensible si on le rapporte à ce que pensaient alors de la situation presque tous les gouvernements de la terre (et une bonne partie de celui de Londres), éclaire d'un jour nouveau (par rapport aux récits d'après guerre de l'intéressé, trop influents sur les analyses historiques jusqu'à nos jours) l'effacement de Reynaud devant Pétain : il ne peut pas ne pas penser aux répercussions de l'armistice français sur la stabilité

du gouvernement anglais lui-même, et de son option « belliciste ». Ayant tout mis en œuvre pour que l'Angleterre s'incline en même temps que la France, et constaté que Churchill mettait, lui, tout en œuvre pour retenir son alliée sur la pente de l'abandon, il se tient prêt à reprendre le pouvoir et le dit ...y compris dans ses mémoires. Il justifie alors cette position en disant qu'il espérait que la France se récrierait devant la dureté des conditions d'armistice, et que Pétain n'arriverait pas à le signer. Il est tout aussi vraisemblable, et même un peu plus, qu'il comptait reprendre les rênes dans le cas d'une chute de Churchill au profit de Halifax, et d'une paix générale rendant inutile l'intérim d'un grand vieillard.

Ouvrages récents en rapport avec ce thème :

-*Mers el-Kébir / La Grande-Bretagne rentre en guerre*, F-X de Guibert, 2010

-*Petit dictionnaire énervé de la Seconde Guerre mondiale*, L'Opportun, 2010

-*Churchill et les Français*, Plon, 1993, 2<sup>ème</sup> éd. Polygone, 2000, 3<sup>ème</sup> éd. F-X de Guibert, 2010



<sup>3</sup> Cf. Delpla (François), *Mers el-Kébir*, Paris, F-X de Guibert, 2010, p. 74-75.

<sup>4</sup> Ibid., p. 77.

## Débat : Le Choix de la défaite

Par Annie Lacroix-Riz

*Histomag'44 a le plaisir de vous présenter un débat contradictoire, le premier du genre sur Histomag'44, organisé entre Madame Annie Lacroix-Riz d'une part et Jardin David et Daniel Laurent, ci-devant amateurs membres de l'équipe Histomag'44, d'autre part, au sujet de la réédition du livre « Le choix Le Choix de la défaite - Les élites françaises dans les années 1930 » (Armand Colin, janvier 2010, voir la présentation en fin d'article).*

*Annie Lacroix-Riz, ancienne élève de l'école normale supérieure (Sèvres), agrégée d'histoire, docteur-ès-Lettres, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot, est une spécialiste des relations internationales dans la première moitié du XXème siècle, elle a notamment rédigé « De Munich à Vichy : L'assassinat de la Troisième République (1938-1940) » aux éditions Armand Colin.*

*Madame Lacroix-Riz présente la particularité d'être communiste, chose dont on parle généralement davantage que de son travail. Histomag'44 a constaté qu'elle a été vivement critiquée en son absence et sans pouvoir répondre, ou interviewée par des gens soit favorables soit s'en tenant à une stricte neutralité. Nous avons donc décidé de ne pas faire comme tout le monde et de critiquer l'auteur en sa présence, pour voir ce qu'elle en dit. Ils ne manquent pas de culot, ces 2 amateurs, direz-vous. Et bien non, ils n'en manquent pas, la passion qui anime l'équipe du Mag lui donne des ailes parfois irrespectueuses des frontières normaliennes et universitaires. Notons que Madame Lacroix-Riz a accepté ce petit débat en sachant à l'avance ce que nous fomentions, qu'elle en soit ici vivement remerciée.*

*Passons donc aux choses sérieuses.*



Histomag'44

Annie Lacroix-Riz



Dans vos travaux, utilisez-vous la méthodologie propre au matérialisme historique ou plutôt à la « conception matérialiste de l'histoire » ?

Si oui, ne pensez-vous pas que les conditions sociales sur notre planète ont considérablement évolué depuis que Karl Marx a jeté les fondements de cette méthodologie ?

Tout d'abord, pourquoi une deuxième édition revue et augmentée du « Choix de la défaite » ? Souhaitiez-vous approfondir certains points ou apporter de nouveaux éléments à votre analyse ? Je n'ose écrire (c'est de l'humour bien entendu), une nouvelle édition d'un best seller, c'est plus vendeur sur le plan marketing !

Il est certain que la lecture exhaustive de *Capital*, faite tôt (je l'ai lu pour rédiger ma maîtrise sur « La notion de profit chez Marx, Menger, Marshall, et Schumpeter »), m'a servi d'emblée de cadre conceptuel. Je ne voulais pas faire d'histoire sans comprendre le fonctionnement de l'économie et de la société. Et le grand Pierre Vilar a eu la bonté de m'autoriser à me constituer ainsi une formation théorique. C'est cette étape franchie à 21 ans qui m'a entre autres permis, tant l'analyse générale de Marx me semblait convaincante, de résister à l'offensive idéologique antimarxiste qui a triomphé dans les dernières décennies. C'est dire l'efficacité et la solidité de la méthode. Il n'est que ceux qui ne connaissent pas le marxisme qui peuvent gloser sur son dogmatisme, son caractère dépassé, etc. Demandez aux antimarxistes s'ils ont lu *Le Capital* et s'ils parlent des analyses de Marx en connaissance de cause.

Ce n'est pas ainsi que je poserais la question : Marx n'a pas inventé des lois de fonctionnement des formations sociales, il les a découvertes et exposées. Ma recherche historique me confirmant depuis près de quarante ans que son analyse permettait de comprendre la nature et le fonctionnement des rapports sociaux, je n'ai pas été tentée de changer de méthode. On ne me demanderait pas si les lois de la relativité sont mortes avec Einstein.

Mon éditeur a souhaité la réédition de l'ouvrage alors même que d'autres recherches m'avaient permis de le compléter. J'ai en effet précisé dans *De Munich à Vichy*, paru fin 2008, nombre d'éléments abordés dans *Le choix de la défaite* : j'ai insisté sur les aspects intérieurs dudit choix, notamment en montrant les liens organiques entre la 3ème République agonisante et le régime de Vichy. Or cette thèse est largement niée en France, où on continue, même dans l'historiographie de « gauche », à l'exception de Gérard Noiriel - *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999) à postuler la solution de continuité entre les deux systèmes (voir par exemple Guillaume Bourgeois et Denis Peschanski, selon lesquels l'anticommunisme de Daladier est de nature et d'objectifs différents de celui de Vichy, « Les députés communistes devant leurs juges : un procès biaisé », in Jean-Pierre Azéma et al., *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 95 (94-102)). Cette mise au point sur les deux dernières années, étape cruciale du putsch contre la république, a nécessité

une année de recherches supplémentaires, dont témoignent la bibliographie, les sources et le contenu de ce second ouvrage.

Il était logique, Le choix de la défaite se vendant correctement, que l'éditeur envisageât pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Défaite au moins un nouveau tirage. Et aussi logique, puisque De Munich à Vichy avait apporté des éléments nouveaux sur la fin d'une république anticipant tellement le régime suivant, que la recherche correspondante trouvât place dans l'ouvrage publié fin 2006. J'ai donc accepté la proposition de mon éditeur avec joie et ai apporté au Choix de la défaite les compléments et modifications dont le lecteur peut juger.

Le supposé "Choix de la défaite" implique, comme l'indique le sous-titre, les élites (économiques) françaises et allemandes. Vos recherches portent bien entendu essentiellement sur les fonds de ces deux pays ; mais vous situez fort justement la capitale du haut patronat international à Londres puis à New-York. Comment situez vous l'attitude des dirigeants économiques de ces deux grands états « capitalistes » dans le cadre du complot que vous nous suggérez ? Selon vous, étaient-ils impliqués ?

Ils étaient impliqués dans la mesure où je l'expose, et plus encore même : les regroupements d'intérêts dont, du côté allemand, Goering était le porte-parole, avaient leur correspondance en Angleterre et aux États-Unis. J'ai abordé la question non seulement dans Le choix de la défaite mais aussi dans Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy, Paris, Armand Colin, 1999 réédition, 2007 (chapitre 9). Je mentionne dans la bibliographie du Choix de la défaite et de De Munich à Vichy nombre d'ouvrages anglais et américains qui attestent la communauté d'intérêts entre les milieux financiers des grands impérialismes. Scott Newton a montré, dans Profits of peace : the political economy of Anglo-German Appeasement, Oxford, Oxford University Press, 1996, à quel point les pivots de l'apaisement ressemblent aux nôtres, y compris sur le plan politique.

Je montre que leurs délégués, notamment le duc de Windsor et sa femme, espionne allemande de Ribbentrop, participaient fébrilement aux tractations mondaines de l'avant-guerre et de la drôle de guerre en compagnie des futurs membres du gouvernement de Vichy. L'historien de métier, responsable de l'OSS puis de la CIA, William Langer, Our Vichy gamble, Amden, Archon Books, 1965 (1<sup>e</sup> édition, 1947), indûment brocardé par Olivier Dard (cf. infra) pour avoir décrit et dénoncé la synarchie, suggérait déjà des liens entre ces milieux. Charles Highham en a fourni un bon descriptif industriel et bancaire de la situation aux États-Unis (Trading with the Enemy, an exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949, New York, Delacorte Press, 1983).

Je ne me suis pas prononcée sur leur éventuelle association au complot destiné à liquider les institutions françaises, et ce n'était pas mon sujet. Mais il serait incontestablement utile de travailler sur les liens organiques, dimension politique comprise, entre les groupes internationaux dont la seule étude de la synarchie française permet de dresser les contours.

Ce qui va être mon sujet dans un prochain ouvrage, c'est la façon dont la grande bourgeoisie française est passée du choix allemand au choix américain, et dont Washington a sauvé, directement ou indirectement, tous ceux (ou presque, c'était trop tard pour Pucheu et Bichelonne, respectivement exécuté en mars 1944 et mort des suites d'une opération en Allemagne en décembre 1944) que Langer présentait avec franchise dans le livre susmentionné

Comment expliquez vous un complot « réussi » seulement face à la France de 1940 et sans effet contre la Grande Bretagne -qui refusera de cesser le combat en juillet 1940- ainsi que face aux États-Unis qui apporteront rapidement une aide économique aussi bien à la Grande Bretagne qu'à l'URSS ?

La grande bourgeoisie britannique a choisi quelques années avant la française l'option américaine, après avoir beaucoup hésité, autour de la clique Montagu Norman (gouverneur de la Banque d'Angleterre)-Chamberlain-Halifax-Henderson (ambassadeur à Berlin)-duc de Windsor, disposée à faire le même choix allemand que le groupe synarchie-Cagoule, par la voie Mosley. Pétain y fait d'ailleurs une claire allusion dans un entretien avec l'ambassadeur des États-Unis Bullitt, le 4 juin 1940 (tél. Bullitt 3500½, Paris, 4 juin, FRUS 1940, I, p. 238-239. Voir aussi John Costello, Ten Days to Destiny : the secret story of the Hess peace initiative and British efforts to strike a deal with Hitler, New York, W. Morrow, 1991, dont François Delpla s'est inspiré, dans La face cachée de 1940. Comment Churchill réussit à prolonger la partie, Paris, François-Xavier de Guibert, 2003). Même après avoir choisi la voie américaine directe, ces milieux britanniques ont continué à traiter avec les Allemands, même au-delà du 10 mai 1940 et du « cabinet Churchill », comme le montrent les ouvrages cités ci-dessus (y compris Profits of peace). Mais il est significatif que l'un des symboles de la collaboration anglo-allemande, Halifax, ait été nommé (par Churchill) ambassadeur à Washington après avoir quitté le poste de secrétaire au Foreign Office.

La grande bourgeoisie américaine a fait le même choix en 1941 qu'elle avait fait

en 1917, ayant besoin de la victoire soviétique contre le rival (et partenaire) allemand qui lui taillait des croupières commerciales, y compris dans l'arrière-cour d'Amérique latine, surtout depuis la fin de 1934 : c'est cela et cela seul qui « finalement éloigne les Américains de l'Allemagne » (voir Harold James, *The German Slump. Politics and Economics, 1924-1936*, Oxford, Clarendon Press, 1986, p. 388-413). Elle a fait le même choix au cours des deux guerres mondiales : combat, tardif, contre l'Allemagne, avec des alliés chargés de la partie militaire – France la première fois, URSS la seconde, avant conclusion d'un nouveau compromis d'après-guerre. Car si les États-Unis ont bien été la grande puissance financière des deux guerres mondiales, ils n'ont jamais eu la capacité militaire de vaincre l'armée allemande et ont dû compter, dans le cadre de leur « stratégie périphérique », sur les armées de leurs alliés officiels. La synthèse de Jacques Pauwels, appuyé sur une solide bibliographie internationale, donne sur ce point des indications précieuses, *Le Mythe de la bonne guerre : les USA et la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Aden, 2005. Ceux qui s'étonnent des échecs militaires répétés des États-Unis à l'époque strictement contemporaine comprendraient mieux s'ils lisaient de bons livres d'histoire sur les deux guerres mondiales.

Il est difficile de parler de soutien américain stricto sensu à la Grande-Bretagne. Tous les bons historiens anglophones ont observé que les États-Unis avaient achevé leur rivale britannique avec les conditions de « l'aide » (extrêmement coûteuse) fournie au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Et pas seulement les historiens radicaux qualifiés de « révisionnistes » ceux qui ont « révisé » l'histoire officielle de la Guerre froide, à la suite de Denna Frank Fleming, *The Cold War and its origins, 1917-1960*, New York, Garden City, 1961, 2 vol., et de William Appleman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell Publishing C°, New York, 1972 (1<sup>è</sup> éd., 1959). Mon double article «Réflexion sur un ouvrage récent (1992)», 2 articles chirm, 1994 présente une bibliographie du dossier jusqu'à cette date (critique du livre de Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine. Le Plan Marshall et l'unité européenne 1945-1952*, Complexe, Bruxelles, 1992). «Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain», n° 54, 1994, p. 115-140; «Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences», n° 55, 1994, p. 115-153, consultable sur mon site, [www.historiographie.info](http://www.historiographie.info)).

Le civilisationniste Richard Farnetti fournit, à ma connaissance, la meilleure (sinon la seule) synthèse en langue française sur la question L'économie britannique de 1873 à nos jours, A. Colin, 1993. Yves Durand a naguère fait une utile synthèse sur le courant révisionniste américain, qui compte depuis plus de quarante ans une foule d'historiens particulièrement brillants : *Naissance de la Guerre froide, 1944-1949*, Paris, Messidor, 1984. Je les ai, dans tous mes travaux sur les années 1940-1950 (on se reportera au CV de mes travaux, figurant sur mon site), systématiquement cités et ai trouvé dans leurs recherches confirmation de ce que je découvrais grâce aux dépouillements d'archives.

Il est fort délicat de parler d'aide américaine à l'URSS – y compris sur le plan économique, avec la loi Prêt et Bail. On se reportera sur ce point à quelques remarquables ouvrages (parmi beaucoup d'autres),

1° d'historiens américains (souvent disciples des fondateurs « révisionnistes ») : Gabriel Kolko, *The Politics of War. The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*, New York, Random House, 1969, rééd. 1990; Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and the United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972, Thomas G. Paterson, *Soviet-American Confrontation, Postwar Reconstruction and the Origins of the Cold War*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 1973; Mark Stoler, *The politics of the second Front*, Westport, Connecticut, 1977; Lloyd Gardner, *Spheres of influence. The great powers partition Europe, from Munich to Yalta, 1938-1945*, New York, Ivan R. Dee, Chicago, 1993,

2° de l'historien britannique Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953*. New Haven & London: Yale University Press, 2006. Ce dernier ouvrage comporte une bibliographie d'histoire militaire excellente et récente qui permet de comprendre à quel point les près de 30 millions de morts soviétiques ont contribué à ce que la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle parachève ou porte à son apogée le « siècle américain ».

Tout historien ou amateur d'histoire documenté non aveuglé par l'antisoviétisme admettra aisément que l'aide soviétique aux États-Unis ne se compare pas à l'aide américaine à l'URSS. Ceux qui ne lisent pas l'anglais trouveront des indications sur cet ouvrage, toujours pas traduit en français, dans l'article paru sur mon site, «

J'ai imaginé de qualifier votre livre « d'hémiplégique » dans la mesure où vous instruisez exclusivement, et pour certains seulement, à charge. Pour une période aussi déterminante que les années 30, je constate que vous abordez très peu le comportement des milieux communistes. Ainsi dans 32, THOREZ est cité seulement 4 fois, Jacques DUCLOS 2 fois, contre 15 fois pour LOUSTAUNAU-LACAU ou Eugène DELONCLE, 20 fois pour LEMAIGRE-DUBREUIL, 36 fois pour François de WENDEL. Est-ce simplement parce que le strict respect du champ de votre enquête (les élites économiques) exclut nécessairement la caste communiste ou parce que vous nous réservez une étude ultérieure spécifiquement centrée sur ce sujet ?

Concernant la thèse du complot. Votre thèse et vos conclusions développées depuis de longues années sont-elles maintenant partagées par d'autres chercheurs ?

Geoffrey Roberts, *Stalin's Wars: From World War to Cold War, 1939-1953* : un événement éditorial ». Le Prêt-Bail, outre qu'il ne représenta qu'une contribution modeste à la production de guerre soviétique (de 4 à 8% du revenu national pendant la « grande alliance »), ne fut en réalité accordé à l'URSS qu'après l'extraordinaire victoire de Stalingrad, c'est à dire quand Washington eut acquis la certitude définitive que l'Armée rouge triompherait de l'invasion. Prêt typique de ceux octroyés sans risque financier par la haute banque.

Je traite des élites de la société, en premier lieu de celles qui possèdent les grands moyens de production et d'échange, qui contrôlent tous les aspects de la vie du pays, qui disposent d'auxiliaires œuvrant à tous les niveaux, qui ont pesé de manière décisive sur la vie quotidienne des Français et dont les initiatives ont fait passer la France du statut de grande puissance à celui de pays vaincu. Je n'étudie pas dans cet ouvrage le rôle de la minorité révolutionnaire qui; au surplus, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas réussi à infléchir le sort de la France.

Parler d'hémiplégie suppose qu'il y aurait deux côtés égaux ou presque dans un corps français partagé entre « milieux communistes » et « élites économiques ». Il faut que l'idéologie dominante soit efficace pour qu'on soit tenté de postuler l'égalité ou la quasi-égalité entre « ceux d'en haut », qui décident du niveau de notre salaire et de nos chances de survie, et la petite minorité de « ceux d'en bas » qui tentent de s'opposer à la tendance permanente à la baisse dudit salaire, fixé par « ceux d'en haut », et aux diverses conséquences politiques de cette loi économique du capitalisme. Ce que je montre dans *Le choix de la défaite* atteste que le grand capital a décidé du sort des Français. Ce que je montre dans *De Munich à Vichy* atteste que le même grand capital a littéralement cloué au sol les « milieux communistes » à l'intérieur.

Je travaille depuis des décennies sur la « caste » des élites, concept qui a un sens économique (que n'a pas celui de « caste communiste » dans un pays capitaliste) et je la décris comme les archives la montrent. Le rôle déterminant qui est le sien n'a aucun équivalent dans quelque autre partie que ce soit de la société.

Jusqu'à nouvel ordre ma thèse n'est pas abordée par mes pairs académiques, qui ne supportent même plus le seul concept, naguère licite, de « collaboration économique » de guerre. L'usage que j'en ai fait les a même tant fâchés qu'ils ont décidé en janvier 2002 de créer un groupement de recherche du CNRS, dirigé par Hervé Joly, en vue de faire démontrer par ses responsables et intervenants à venir que mon ouvrage *Industriels et banquiers français*, déjà cité, était truffé de sottises. Les lecteurs pourront, à la lumière des découvertes dudit GDR 2539 (dont le contrat est désormais achevé, avant éventuelle reconduction?) juger si cet objectif, dont M. Joly vient de reconnaître la réalité à l'occasion d'un échange de lettres du début de février 2010, a été atteint.

S'il l'avait été, je présume que Michel Margairaz, un des initiateurs de cette entreprise, aurait signalé dans son récent article prétendant à une recension exhaustive de trente ans de travaux universitaires (articles inclus) sur « Les politiques économiques sous et de Vichy » la victoire remportée sur mon apport médiocre et dangereux (pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en France) ([Histoire@Politique](mailto:Histoire@Politique). Politique, culture, société, N°9, septembre-décembre 2009. [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)). Comme M. Margairaz n'a même pas cité le titre de l'ouvrage de près de 700 p. qui avait motivé pareille mobilisation, j'ose croire que le concept de « collaboration économique » n'est pas mort. Une telle réaction, invraisemblable il y a quelques décennies, où la mise au placard des travaux des pairs, fussent-ils soumis à vive critique, était inconcevable, montre que la meilleure arme contre ce qui dérange en histoire est aujourd'hui le mutisme absolu – même dans un domaine où, jusqu'aux années 1980, le concept de « collaboration » était académiquement licite. J'avais en outre abordé dans *Industriels et banquiers* la question de la synarchie, mais cet aspect, non négligeable, du livre n'a alors suscité aucune réaction, à la différence du dossier du Zyklon B, objet d'un grand tapage, en général très agressif, dans la grande presse même.

Le silence sur la synarchie et ses œuvres, c'est à dire le complot des années 1930

contre la population française et les institutions républicaines qu'elle s'était (et que les élites lui avaient à un moment) données, a été verrouillé depuis la Libération, pour des raisons d'abord étatiques, que je décris dans les épilogues (différents) des deux ouvrages concernés. L'évolution droitière de l'historiographie française a aggravé le blocage académique au moment même où les fonds, longtemps fermés (les séries de police par exemple, jusqu'en 1999), allaient s'ouvrir. Juste avant l'ouverture théorique (compte tenu du délai des soixante ans), certains chercheurs ont monté la garde, par exemple Olivier Dard, déjà cité, avec ses sarcasmes sur le « mythe de la synarchie » dans *La synarchie ou le mythe du complot permanent* (Paris, Perrin, 1998), ouvrage dont l'archive originale est absente. Cette façon de ridiculiser et d'invectiver, en termes très politiques (en amalgamant fascistes et communistes), tous ceux qui avaient soutenu la thèse de l'existence et de la capacité de nuisance de la synarchie a reçu l'agrément académique, autoproclamé, de M. Margairaz, dans l'article ci-dessus cité : « Parmi les responsables politiques, le mythe d'une "synarchie" ourdie par Jean Coutrot a bien été déconstruit » (art. cit, p. 10).

La question se pose donc aujourd'hui au sein de l'université française dans les termes où l'avait posée une famille croquée par Caran d'Ache, excluant toute discussion de l'Affaire Dreyfus dans le repas commun qui allait suivre : « on n'en parlera pas ». À ceci près que ladite famille « en a parlé », tandis que l'historiographie dominante tient le couvercle hermétiquement fermé. Un tel comportement illustre le caractère de plus en plus conservateur, en France, de l'histoire économique, fruit de ses contacts, régulièrement renforcés depuis les années 1980, avec « ceux d'en haut », évolution que j'ai analysée dans l'opuscule *L'histoire contemporaine sous influence* (Pantin, Le temps des cerises, 2004, 2e édition).

Pourvu de quelques rares critiques, plutôt élogieuses, dans la presse (pas la grande presse, certes), Le choix de la défaite a fait l'objet d'un enterrement académique quasi total; le suivant, De Munich à Vichy, d'un enterrement de presse plus total que le premier, et d'un enterrement académique égal. À l'exception d'une critique à la fois positive et navrée dans *Historiens et Géographes* (revue de l'association des professeurs d'histoire et géographie qui n'avait pas rendu compte du Choix de la défaite), de mon collègue Dominique Lejeune, professeur de Khâgne : « Annie Lacroix-Riz, eu égard à la quantité de recherche fourni (sic), doit bien avoir raison sur nombre de points, mais le lecteur est conduit à douter de toutes ses affirmations. » etc. (n° 353, p. 352-353). Bref, selon presque tous ceux qui rendent compte de ces travaux, l'auteur instruit à charge. Pas du tout, ce n'est pas moi, ce sont les archives originales qui instruisent strictement à charge. Quant au résultat auquel j'aboutis sur une telle base, soit j'ai raison soit j'ai tort, tant sur les plans méthodologique que factuel. Si j'ai tort, il convient de le démontrer, pan par pan des ouvrages. Pour le reste, je ne suis pas responsable de ce que sont les décideurs que j'étudie, encore moins de la souffrance que la chute « morale » de certains leurs héros (surtout les chefs républicains de la gauche de gouvernement, sans parler de Paul Reynaud) suscite chez certains lecteurs.

J'ai posé devant témoins à M. Dard, vu en janvier 2010 à la sortie d'une soutenance de thèse dont il était membre du jury, la question: "alors, cher collègue, quand allons-nous faire enfin un débat académique sur la "synarchie-qui-n'existe-pas"". M. Dard a ri d'un air gêné et répondu: « Pourquoi pas? ». Attendons qu'il se décide. Pour le reste, je ne suis pas inquiète, j'ai l'avenir de la recherche pour moi, et je vous renvoie à la réponse à votre question ultérieure sur le « silence » présumé « complet » à propos du complot contre la république française.

J'ai peut-être mal saisi une partie de votre thèse. Faut-il comprendre que le complot des élites économiques était français, franco-allemand, ou mondial ? Dans le cadre d'un complot franco-allemand des élites économiques, comment situez vous la signature du pacte germano-soviétique ?

La fureur publique des élites économiques et politiques des grands pays impérialistes soulevée par la signature du 23 août 1939 s'explique par le fait que les intéressées, surtout en France (à un moindre degré d'obscénité en Angleterre, où le camp Churchill était en passe de l'emporter) piaffaient d'impatience que réussit enfin la « Sainte Alliance anticommuniste » (expression du diplomate fasciste Renato Bova Scoppa, consul italien à Genève, tél. 254, Genève, 5 décembre 1939, *Documenti diplomatici italiani*, 9e série, II, p. 358). La conjoncture depuis Munich avait été de ce point de vue très favorable.

Sur la signature du pacte germano-soviétique, prévue depuis 1933, je dis bien 1933 (c'est pourquoi je parle d'obscénité à propos d'une indignation publique particulièrement mensongère), je vous renvoie au Choix de la défaite où la

Pour les lecteurs d'Histomag'44, pourriez-vous situer l'importance du personnage Adolf HITLER. D'après vous, était-il un (simple) instrument jouet du Grand Capital ? Était-il l'acteur-décideur, maître dans l'art de la tromperie, du bluff, etc. que nous imaginons ou un dirigeant sous influence ?

politique extérieure soviétique et la politique de l'Occident à l'égard de l'URSS sont étudiées sur une décennie entière et à De Munich à Vichy où les années 1938-1940 font l'objet d'une étude plus détaillée.

Ma position est sur ce point celle des marxistes depuis les années 1930, auxquels les archives donnent raison contre celle qui a triomphé depuis les années 1980, à la suite de l'ouvrage d'Henry Turner *German Big Business and the Rise of Hitler*, New York, Oxford University Press, 1985. Turner est un historien de valeur assurément, mais aussi et surtout un champion de la sélection intéressée des sources, et il préfère les déclarations a posteriori des grands patrons allemands aux fonds originaux (comme je le montre, fonds originaux à l'appui, dans *Le choix de la défaite*). L'ouvrage de Kurt Gossweiler, *Hitler, l'irrésistible ascension ? Essais sur le fascisme*, Bruxelles, Aden, 2006, pour lequel j'ai rédigé une préface « Pourquoi il faut lire ou relire Kurt Gossweiler », résume bien la thèse de l'instrument Hitler. Dietrich Eichholtz, historien de RDA, auteur du célèbre ouvrage *Geschichte der deutschen Kriegswirtschaft, 1939-1945*, Berlin, 1969 (résumé en français dans « Histoire de l'économie de guerre allemande 1939-1945 », *Recherches internationales*, n° 69-70, 1971-1972, p. 109-152) a certes, du fait de la réunification de l'Allemagne, perdu son poste de professeur (octroyé, selon la coutume, à un Wessi). Mais il est demeuré une référence incontournable en Allemagne unifiée comme me l'a confirmé Arno Radtke-Delacor, dont les contraintes franco-allemandes de carrière ont en 2001 mis un terme, à mon grand regret, à des relations jusqu'alors excellentes. Et l'universitaire chassé de sa chaire s'impose toujours dans le débat historiographique allemand (que j'ai résumé dans *Industrialisation et sociétés (1880-1970)*. L'Allemagne, Paris, Ellipses, 1997, « Grand capital » et 30 janvier 1933 » et « Les termes du débat sur les relations entre politique et économie », p. 71-80).

De bons historiens comme Ian Kershaw qui accordait naguère sa place légitime à la thèse marxiste ou marxisante des rapports Hitler-grand capital ont abdicué par ralliement conformiste à la droitisation évoquée plus haut, phénomène qui a caractérisé toute l'« union européenne », Royaume-Uni compris. Son évolution a été sensible entre les deux éditions, respectivement de 1992 et de 1997 de *Qu'est ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, édition (complétée) : la première incluait dans le débat historiographique l'interprétation marxiste, abandonnée cinq ans plus tard comme indigne d'attention, l'affaire étant réglée au bénéfice de Turner. Son évolution, que j'estime désolante, est achevée dans sa récente biographie d'Hitler (*Hitler, 1889-1936, Hitler, 1936-1945*, Flammarion, 1999 et 2001). Ne reposant sur aucun apport important de sources, celle-ci a bénéficié d'un grand bruit médiatique, hommage logique à la spectaculaire conversion « turnerienne » de Kershaw (qui se réfère sans répit à Turner, comme si son lecteur n'avait pas compris d'emblée). Quel gâchis!

Si nous admettons la collusion des élites économiques et leur toute puissance, comment comprendre et analyser la suite, c'est à dire l'anéantissement de l'Allemagne et du Nazisme ?

La question est sans objet, puisque ni l'Allemagne ni le nazisme n'ont été anéantis, comme le montre la simple histoire de la dénazification, à laquelle l'historiographie anglophone a apporté une contribution considérable. Je me contenterai ici de citer les travaux pionniers, toujours non traduits en français à cette date, de

Tom Bower, *Blind eye to murder. Britain, America and the purging of Nazi Germany, a pledge betrayed*, London, André Deutsch, 1981, qui atteste que la non-dénazification a été une décision anglo-américaine de 1941-1942, sans rapport aucun avec la Guerre froide, et

Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988, essentiel sur le sauvetage-recyclage américain des criminels de guerre (en quelque sorte la suite de l'ouvrage de Tom Bower)

J'ai moi-même contribué, sur la base des archives diplomatiques françaises en particulier, à l'étude de la non-dénazification dans les zones occidentales (voir le CV de mes travaux, qui comporte plusieurs articles sur ce sujet). Et j'ai largement traité de l'immense contribution du Vatican au sauvetage-recyclage des criminels de guerre, mise en œuvre grâce au financement américain depuis 1943 (d'abord dans les camps de prisonniers anglo-américains), dans *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996 et 2007 (chapitres 10-11). J'en prépare une réédition à

paraître fin 2010.

Mon collègue Alfred Wahl a récemment décrit le maintien en place systématique des élites allemandes des zones occidentales, dans tous les secteurs d'activités, économiques en tête, dans une synthèse étayée par une bibliographie allemande considérable. Cette synthèse, véritable première en France, a suscité un silence de mort, conformément aux règles européistes gommeuses d'histoire gênante. Tout étudiant ou tout amateur d'histoire devrait pourtant avoir lu *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2006. Mon petit ouvrage *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis* (Pantin, *Le temps des cerises*, 2007) atteste la parfaite continuité des élites économiques qui ont fait et soutenu Hitler puis ont opéré le virage américain et « européen » décrit par l'historiographie allemande et américaine

Comment pouvez-vous expliquer la longueur du silence COMPLET concernant le complot que vous exposez ? Vu le nombre de personnes impliquées, comment concevoir l'absence de repentir ou simplement d'exacteur comploteur déçu, d'un enfant ou d'un conjoint opposé à cet idéal ?

Lisez donc la correspondance originale de ou concernant André François-Poncet, délégué du Comité des Forges à Berlin puis à Rome, qui se targuait devant les chefs hitlériens (notamment Hitler lui-même) et fascistes, en novembre-décembre 1933, de la constitution imminente du futur « gouvernement très fort » et, en novembre 1938, de la « fascisation de la démocratie » française en cours et à venir, et vous admettez d'emblée que le « silence concernant le complot » n'a pas été « complet ». Par ailleurs quelques bavards ou mécontents, à défaut d'être repentis, ont été victimes d'une « épidémie de suicides » : ouverte, en mai 1941, par la défenestration de Jean Coutrot, elle a été suivie d'autres morts violentes, en 1941-1942, de synarques fort jeunes et en excellente santé, comme l'expose le prologue du *Choix de la défaite* : le lecteur peut juger ainsi de la validité respective de mon argumentation (p. 30-39) et de la thèse centrale d'O. Dard du « suicide » de Jean Coutrot, « résultat d'un drame intime » (*La synarchie*, p. 86-93).

Le complot, notoire dans les milieux politiques en France, était exposé quotidiennement depuis février 1934 et plus précisément encore depuis 1936 par la presse communiste et par les socialistes de gauche, tel le spécialiste des ligues du Populaire, organe de la SFIO, Jean-Maurice Hermann (proche du PCF, surtout après la Libération, la SFIO ayant exclu « en mars 1948 pour indiscipline [ce...] membre du Comité de vigilance antifasciste », note RG, 18 septembre 1948, GA, H 2, archives de la Préfecture de police). Sans parler du député d'extrême droite de Neuilly Henri de Kerillis, voué aux gémonies en raison de son soutien du pacte franco-soviétique, de son opposition ferme à Munich et de sa franchise sur le complot politique stricto sensu en cours : sa dénonciation courageuse, en 1938-1939, de l'alliance des élites françaises et des puissances de l'Axe, se solda par la perte de tous ses moyens journalistiques : c'est le grand capital, Comité des Forges de François de Wendel compris, qui avait financé son journal, *L'Époque*, et c'est lui qui l'abandonna brutalement. Kerillis eut, pour sa survie, la bonne idée de fuir la France dès la Défaite, mais il ne fut malheureusement jamais assez précis, ni dans ses dénonciations de 1938-1939, ni dans son ouvrage d'exil de 1942, *Français, voici la vérité !*, New York, éditions de la maison française (sur les limites de son audace, voir *De Munich à Vichy*, index).

Nombre d'autres contemporains, acteurs politiques ou journalistes extrêmement bien informés, ont révélé des pans entiers du complot, même s'ils ont parfois respecté des limites volontaires, vu leurs obligations politiques, tels Pierre Cot (*Le procès de la République*, éditions de la maison française, New York, 1944), André Géraud-Pertinax (*Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New York, 1943, 2 vol.), Albert Bayet (*Pétain et la Cinquième Colonne*, Paris, Éditions de Franc-tireur, 1944), etc. Mais la confrontation de leurs révélations augmente encore la précision de leurs informations. L'érudit suisse Henri Guillemin, polémiste très documenté, alias Cassius (en 1945), a ouvert des pistes intéressantes dans *La vérité sur l'affaire Pétain*, Genève, Milieu du Monde, 1945. C'est beaucoup de bruit pour un silence présumé complet.

Cela seul vous donne une idée de la contribution d'une information très précise mais très minoritaire au niveau de connaissance général de la population – quasi nulle, hier comme aujourd'hui. C'est le fleuve énorme de la grande presse et des autres moyens d'information et de propagande qui baigne quotidiennement la population, pas les ruisselets que notre système admet dans certains pays et à certains moments, en les présentant d'ailleurs comme un signe de son amour ardent pour la liberté d'expression. Ces ruisselets n'atteignent qu'une infime minorité, et seulement dans la mesure où celle-ci accepte de payer ce qui est

dispensé à l'ensemble de la population en large part à titre gratuit et non volontaire.

Lisez *Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy*, qui traitent assez longuement de la question, et le second plus encore, de ceux qui « en ont parlé », pendant et après la guerre, et vous constaterez que le silence est moins complet que vous ne le croyez. On peut commencer l'exercice en lisant :

1° l'ensemble de l'édition récente de *L'étrange défaite* de Marc Bloch, Paris, Gallimard, 1990, qui comporte d'autres textes que celui, déjà presque explicite, de juillet-septembre 1940 (celui de la 1<sup>ère</sup> édition, de 1946), et

2° l'extraordinaire petit livre, aujourd'hui inconnu, de Raymond Brugère, ambassadeur à Belgrade de novembre 1938 à juin 1940, qui compare légitimement l'opération Pétain à l'opération Bazaine de 1870 : *Veni, vidi, Vichy*, Paris, Calmann-Lévy, 1944. « Seul diplomate » démissionnaire le 17 juin 1940 (jour de la demande française d'armistice, formulée, par astuce, en « demande des conditions de l'armistice »), Brugère ne fut laissé par de Gaulle que quelques semaines à la tête du prestigieux secrétariat général du Quai d'Orsay – avant d'être remplacé, en octobre 1944, par Jean Chauvel, « sous-directeur d'Extrême-Orient » resté en poste à Vichy jusqu'en novembre 1942. On doit pouvoir trouver l'ouvrage dans mainte bibliothèque française, comme à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre.

Si complot capitaliste il y avait en 1939, estimez vous qu'il ait cessé et si oui à quelle période ? Pouvons nous raisonnablement penser que le complot puisse perdurer, sachant, par exemple, que j'ai trouvé votre livre très facilement, dans un rayon bien achalandé, à la boutique Relay de la gare Montparnasse, ... qui n'appartient pas précisément à une officine marxiste ?

Les sources policières de l'après-Libération révèlent la parfaite continuité de l'organisation politique et idéologique des milieux qui s'étaient regroupés avant-guerre dans la synarchie et la Cagoule, comme je le montre dans les épilogues de mes ouvrages sur les années 1930. Je ne me prononcerai naturellement pas dans un questionnaire d'histoire sur les œuvres d'aujourd'hui des classes dirigeantes confrontées à une nouvelle crise systémique du capitalisme. Je ne puis que constater que les liens organiques, notamment familiaux, de nos actuels milieux dirigeants avec les principaux protagonistes de mes ouvrages sur les années 1930 sont établis. En France comme ailleurs dans la sphère d'influence américaine de 1945.

#### Présentation de l'éditeur :

#### *Le Choix de la défaite, Les élites françaises dans les années 1930,*

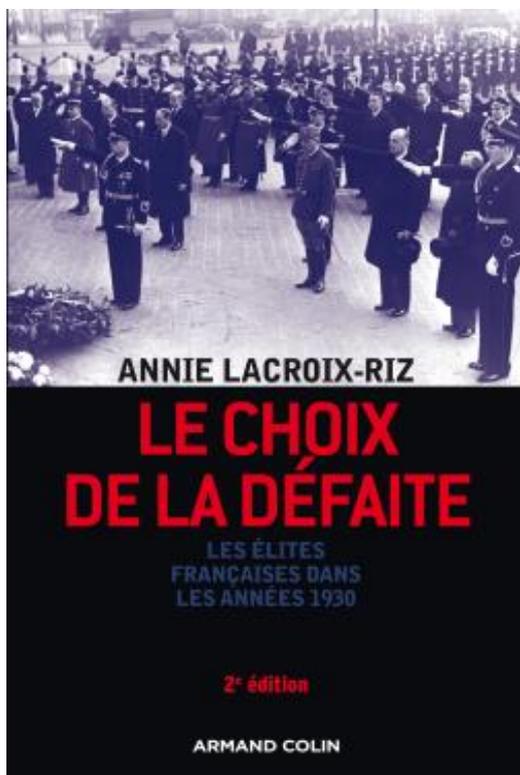
2<sup>nd</sup>e édition, par Annie Lacroix-Riz, un livre très "incorrect" sur le jeu trouble des élites françaises.

- Un essai très engagé, qui fut un succès éditorial dans sa première édition.

- Une démarche étayée par un impitoyable travail d'archiviste : cette seconde édition, augmentée de données recueillies à partir de fonds d'archives récemment ouverts, a permis à l'auteur de renforcer et préciser sa thèse.

Les élites françaises (financières, économiques et politiques) ont-elles, au cours des années 1920 et 1930, consciemment souhaité et favorisé la domination sur l'Europe de l'Allemagne de Hitler, par peur du communisme ? L'auteur répond à cette question par l'affirmative, étayant sa démarche par une étude d'archives extrêmement fouillées en Allemagne et en France qui, jusqu'à présent, n'avaient pas été dépouillées.

688 pages – 38 €



# Le Premier Maître L'Her

Par Lionel Ladan et Daniel Laurent

*Il s'appelle Lionel, il a 17 ans et est passionné par l'histoire de la seconde guerre mondiale, mais son image de ce conflit a changé depuis qu'il a découvert qu'il y a un héros dans sa famille. Jean-François L'Her, son arrière-grand-oncle, a connu cette guerre et a été tué parmi tant d'autres soldats en 1940. Il a donc fait des recherches et bâti cette biographie par devoir de mémoire, car, selon lui, «Comme toute personne victime de cette guerre, il ne doit pas être oublié». Ce fut pour moi un véritable plaisir de l'aider un peu à tirer parti de ses découvertes.*

*Daniel Laurent*

Jean-François L'Her est né le 24 janvier 1904 à Rumaout, Kerlouan (Nord-Finistère). Il est le fils de François L'Her, cultivateur, âgé de trente trois ans et de Marie-Anne Tanguy, son épouse, ménagère, âgée de vingt neuf ans. Il se marie le 14 janvier 1929 à St Fregant (Nord-Finistère) avec Isabelle-Marie Broudin, couturière, née à Kerlouan le 22 juin 1910, fille de Corentin Broudin, décédé, et de Marie Anne Le Roy, cultivatrice à St Fregant.

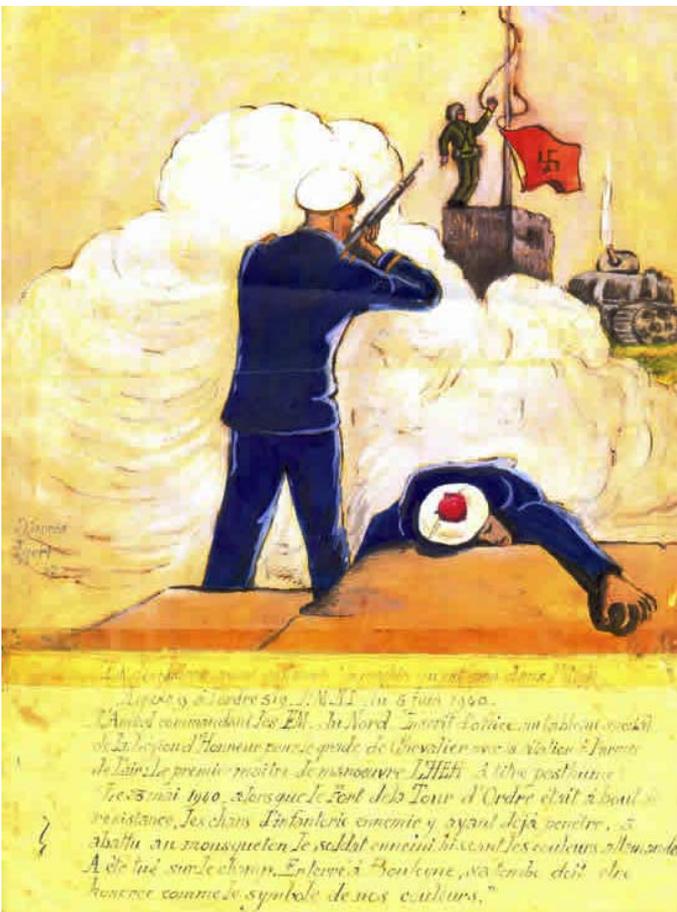
Le 28 janvier 1920, il rentre à l'école des mousses sur le vaisseau l'Armorique, un voilier hors-service. Il gravit assez rapidement les échelons de la hiérarchie des équipages de la flotte et, le 1er octobre 1939, il est promu maître de manœuvre.



Il fut dans sa carrière en poste en Syrie, en Extrême-Orient, à Toulon, Brest puis Bizerte et finalement en janvier 1940, il est nommé Premier-maitre à la base aéronavale de Berck près de Boulogne en tant que chef de service et capitaine d'armes.

Au début mai 1940, deux escadrilles y sont affectées : l'AB2 et l'AB4, douze Loire-Nieuport LN 401 pour la première (issue du Béarn, ailes repliables), et pour l'autre 12 Loire-Nieuport 411. Le 10 mai 1940, les Allemands lancent leur grande offensive, 400 bombardiers sont chargés de détruire au sol par surprise le maximum d'avions français, de la Mer du Nord aux Vosges. Ce jour-là, à l'aube, le terrain de Berck est le premier touché par des bombes de Heinkel 111. 4 hommes sont tués, un peu plus tard c'est au tour du hangar de Calais-Marck de voler en éclat, 7 avions détruits mais pas de victimes. Les hommes de la B.A.N. s'illustrent les 19 et 20 mai suivants, retardant l'avance des blindés du général Guderian.

Le 21 mai, la base menacée d'encerclement par l'ennemi, le Capitaine de Frégate NOMY (futur Chef d'État-major de la Marine) prit la décision de renvoyer



à Calais tous les appareils disponibles des formations basées à Berck et, avec l'accord de l'autorité supérieure, d'évacuer lui-même sur Boulogne tous les services afin de rejoindre le nouveau point stratégique qui lui serait fixé.

Le Premier-maître L'HER participa avec une grande maîtrise à cette évacuation, cependant que les équipes techniques détruisaient le matériel non transportable et incendiaient les stocks d'essence, afin que les Allemands ne puissent en profiter.

Le 22 mai, au matin, à l'arrivée à Boulogne, où la situation est fort confuse, le Premier-maître L'Her reprend en main son personnel dispersé dans la B.A.N installée au casino de Boulogne. Le commandant Nomy prend provisoirement le commandement de la Marine à Boulogne, mais dans l'après-midi une vedette rapide amène de Cherbourg le capitaine de vaisseau de l'Estrange avec pour mission de réorganiser tout le secteur.

Le combat sera inégal, la zone de Boulogne étant encerclée par la 2.Pz. Division du General Rudolf Veiel, l'une des unités du 19eme Corps blindé de Guderian en personne.

Le personnel des différentes formations présentes à Boulogne est regroupé au fort de la Tour d'Ordre (Ou Tour d'Ordre, en fait un lieu-dit), qui sert de sémaphore, et la défense s'y organise. Dès la matinée du 23 mai, la présence allemande se manifeste aux abords du fort et les premiers coups de feu sont échangés. L'équipage de la B.A.N de Berck, au milieu de ces troupes disparates, se fait remarquer pour sa discipline et sa cohésion sous les ordres du premier-maître L'HER.

Les entrées du fort sont barricadées en utilisant les véhicules mais le combat est inégal et, vers 15 h, des chars commencent à pénétrer dans la Tour d'Ordre. Un sous-officier allemand saute d'un char pour hisser la croix gammée. Le Premier-maître L'HER l'abat d'un coup de mousqueton et, aussitôt, une rafale de mitraillette l'abat à son tour.

Grièvement blessé et même partiellement paralysé, le Premier-maître L'HER fait preuve jusqu'à sa mort, le 24 mai 1940, d'un courage et d'un désintéressement exceptionnels. Quand le médecin veut panser ses plaies, il ne cesse de dire: « Capitaine, ne vous occupez pas de moi, je suis foutu, mais soignez les autres qui ont besoin de vous ».



Selon le général Guderian, les défenseurs de Boulogne auront bloqué toute une Division Panzer autour de la ville pendant 4 jours et contre toute attente.

Annexe 9 à l'ordre 519 P.M.N.I du 5 juin 1940 :

*« L'amiral commandant les FM du nord inscrit d'office au tableau spécial de la légion d'honneur pour le grade de chevalier avec citation, le premier maître de manœuvre l'Her (à titre posthume) le 23 Mai 1940, alors que le fort de la tour d'ordre était à bout de résistance, les chars d'infanterie ennemis hissant les couleurs allemandes, a abattu au mousqueton le soldat ennemi hissant les couleurs allemandes. A été tué sur le champ, enterré à Boulogne, sa tombe doit être honorée comme le symbole de nos couleurs ».*

Le premier maître L'Her fait partie, avec de nombreux autres combattants français, des symboles montrant que, non, l'Armée Française n'a pas fui en 1940, qu'elle a fait face avec courage et détermination et que les raisons de la défaite sont à chercher ailleurs, à la Chancellerie de Berlin pour certaines et dans les salons parisiens pour les autres.



**L'Aviso Premier-Maitre l'Her**

#### **Décorations et honneurs :**

Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume, avril 1941

École de Maistrance, promotion P.M. L'Her : 1995

Aviso P.M. L'Her : mis à flot le 28 juin 1980 et admis au service actif le 1er octobre 1981. Basé à Toulon.

Inauguration de la rue P.M. L'Her à Kerlouan

#### **Sources :**

Archives familiales et militaires

Mémorial des marins morts pour la France  
<http://www.auxmarins.com/>

Var marine <http://varmarine.wifeo.com/>

François Delpla, *La ruse nazie, Dunkerque – 24 mai 1940*, France-Empire, 1997



# La route de Londres

Par Prosper Vandenbroucke

Pendant l'été et l'automne 1940, la présence gouvernementale belge à Londres est, selon un mot de Churchill, bien mince. Un ministre, Albert de Vleeschouwer, est arrivé en juillet, suivi en août par Camille Gutt (ministre des Finances). Il faudra attendre la fin d'octobre 1940 pour qu'un gouvernement à quatre puisse être constitué : partis de Vichy en août 1940, Spaak (Affaires Etrangères) et Pierlot (Premier ministre) n'arrivent à Londres qu'après bien des aventures en Espagne et au Portugal. Ils doivent cette évasion peu protocolaire à des Belges qui, en Espagne, ont réussi à tromper la vigilance, toute relative, de la police franquiste. Un de ces Belges, Marc Jottard, consul de Belgique à Barcelone, jouera un rôle de premier plan dans ce qui fut une résistance belge peu connue: celle qui a connu la France non occupée comme champ d'action et dont la lutte se prolongea dans les pays neutres de la péninsule ibérique.

À la même époque, les rapports entre cette entité magique qu'on appelle " Londres " et la Belgique occupée sont quasi inexistantes. Cela vaut autant pour les liaisons clandestines. Même l'Intelligence Service britannique, souvent - et à tort - considéré comme omniprésent et tout-puissant, se limite à envoyer quelques agents à l'aveuglette en Belgique entre juin et août 1940. Le noyau gouvernemental belge à Londres ignore d'ailleurs tout de ces opérations dont les missions restent sans résultat.

## L'homme qui venait de Lisbonne

Par contre, " Londres " est à la base d'une mission qui, fin 1940, portera des fruits. Elle ne s'oriente pas en premier lieu vers le pays occupé, mais vers la zone dite libre. Cette mission est confiée à Georges de Henau, officier de réserve et ingénieur conseil. Né à Gand en 1905, il a travaillé avant les hostilités dans l'industrie pétrolière en Italie. En mai 1940, il a réussi à gagner l'Angleterre. Fin août, début septembre 1940, il s'entend confier, oralement, en fait deux missions complémentaires. La première vient du colonel Wauters, attaché militaire belge à Londres : elle a pour objet de convaincre des militaires belges, restés en France après l'armistice franco-allemand de juin, de rejoindre les forces armées belges en formation dans les camps de Tenby et ailleurs. La seconde lui est présentée par un agent de liaison belge avec le " War Office " : il s'agit d'essayer de trouver parmi ces militaires des éléments disposés à organiser un service de renseignements, si possible en Belgique même.

Georges de Henau quitte Londres en avion le 11 septembre 1940 pour Lisbonne. De là, il gagne clandestinement la France non occupée, où il essaie d'entrer en contact avec des officiers belges. La plupart de ceux-ci y sont attachés au Service des Dépôts de matériel militaire belge, répartis dans le Midi de la France. Il s'agit de garder ce matériel, de le liquider si possible et, en secret, d'empêcher que

la commission d'armistice franco-allemande ne s'en empare. Le service central est dirigé par le général-major de réserve Féaux, assisté par le major Jean-Baptiste Branders et le commandant Henri Bernard, officier du génie.

Le seul dont on sait avec certitude qu'il a été touché par de Henau est précisément Bernard. Le général Féaux aurait plutôt froidement reçu l'émissaire de Londres, le considérant comme un agent...ennemi. Mais l'on peut dire sans risque de se tromper que de Henau a touché d'autres officiers, à Vichy notamment, et sans doute le chef du dépôt de Montpellier, le colonel Fernand Sevrin. Quant à Henri Bernard, qui avait voulu rejoindre l'Angleterre, c'est par suite de l'intervention de Georges de Henau qu'il rentre en Belgique, où il apportera, à partir d'octobre 1940, sa contribution à l'extension du service de renseignements " Luc ", déjà en formation.

## La filière ibérique

Rentré à Lisbonne au début de novembre 1940, de Henau y est attaché à la Légation belge. Avec le premier secrétaire Conrad Seyffert, il y participe à la première tentative de création d'une ligne de passage à travers l'Espagne, se basant sur les indications reçues en France lors de sa mission. En Espagne, la " cellule " de Lisbonne peut compter sur l'appui de l'ingénieur belge Max Polchet, homme d'affaires jouissant de larges relations et vice-président à Bruxelles de la Chambre de Commerce espagnole.

C'est à son domicile, avenue Louise à Bruxelles, qu'avaient été fondées, avant 1940, les Amitiés Hispano-Belges. De plus, il est en rapport avec Marc Jottard à Barcelone, avec l'ambassade belge à Madrid, et avec l'attaché militaire adjoint d'Angleterre à Lisbonne.

En France non occupée, c'est sur le colonel Sevrin que de Henau fonde ses espoirs, et ils ne seront pas trompés. Fin décembre 1940, Polchet rencontre au Perthuis, sur la frontière espagnole, deux officiers belges : le capitaine Vincent Gevers du dépôt de Limoux, et le capitaine Frédéric de Selliers de Moranville, adjoint au général Delvoie, ancien attaché militaire belge à Paris. Frédéric de Selliers sera pendant quelques mois la cheville ouvrière de la chaîne en France. Gevers passe en France grâce à Polchet. Il est à Lisbonne le 4 janvier 1941. En février, il sera à Londres, où il fera rapport sur l'organisation " Benoit ".

Le capitaine de Selliers donne également suite au deuxième volet de la mission de G. de Henau : créer un service de renseignements. En février 1941, de Selliers remonte en Belgique. Il y rencontre des officiers de l'entourage du colonel Lentz et du commandant Claser, fondateurs de regroupements militaires qui formeront en mai 1941 la " Légion Belge ".

À Bruxelles, il rencontre également Albert Hellemans, officier de réserve et conseiller à la " Banque de Bruxelles ", bien connu dans les milieux de l'Aéronautique. Helle-mans est en rapport avec les chefs de deux services de renseignements en Belgique occupée, qui s'occupent également d'évasion : Fernand Kerkhofs, fondateur du service " Zéro " et fonctionnaire de la " Brufina " (Compagnie financière), et le colonel Joseph Daumerie, directeur de l'Aéronautique civile et codirigeant du service Martiny-Daumerie. Daumerie et ses agents ont réussi, peu de temps avant, à trouver une filière d'évasion via Roubaix. La rencontre Hellemans-de Selliers porte ses fruits, car grâce à elle les premiers officiers belges quittent la Belgique à destination de l'Angleterre. Parmi eux, le lieutenant de réserve Jean Nicodème (qui deviendra à Londres le chef du Service de renseignements de la " Sûreté de l'État ") et les capitaines Montjoie, del Marmol et de Walckiers. Ces quatre officiers sont reçus en Espagne par Polchet en mars 1941, et quittent Lisbonne le 17 avril pour l'Angleterre.

À leur arrivée, les trois derniers, appelés les « rois mages » sont traités avec beaucoup de méfiance par certains politiciens à Londres, qui voient en eux des émissaires du général Van Overstraeten et des agents d'une politique royale.

La filière de Polchet fonctionne en fait depuis février 1941. Elle est renforcée ce même mois. À Lisbonne arrive le premier représentant de la " Sûreté de l'État " créée à Londres en novembre 1940 sous la direction du magistrat Fer-nand Lepage.

Il s'agit d'Emile Javaux, ancien commissaire de police à Ander-lecht (faubourg de Bruxelles). Sa couverture officielle est sa fonction de chancelier adjoint à la légation belge. Fin février 1941, le service " Benoît " envoie à Barcelone le lieutenant Pierre Schul. Ainsi la chaîne se complète : départs de Belgique et de France (colonel Sevrin, de Selliers et son adjoint le commandant Hervé Doyen), points d'appui en Espagne (relations de Polchet en plus de Jottard et de Schul et de quelques fonctionnaires de l'ambassade belge à Madrid ainsi que des hébergeurs et passeurs payés), aboutissement à Lisbonne. Dans cette ville, la " Sûreté " peut compter sur Emile Javaux, Conrad Seyffert ainsi que sur un grand commerçant de Charleroi, Jean Regniers qui est marié à une Anglaise. Ce dernier, déjà avant la guerre, avait été en rapport avec le vice-consul britannique à Charleroi, Paul Brooke-Booth, auquel il avait régulièrement pu fournir des renseignements.

Il est évident qu'aussi bien en Espagne qu'au Portugal, les contacts avec des représentants des services anglais sont nécessaires, notamment pour obtenir les visas requis pour le départ des évadés belges. L'activité clandestine des Belges, qui se déroule le plus souvent sous couverture diplomatique ou consulaire, dans ces deux pays neutres qui fourmillent d'espions allemands, est extrêmement délicate, et cause tout au long de la guerre de graves difficultés. Le consulat belge à Barcelone, par exemple, est fermé début 1942. Fin 1942, le consul Marc Jottrand est déclaré " persona non grata " par les Espagnols. Il n'est pas expulsé, mais obligé de cesser ses passages à travers la frontière franco-

espagnole. Néanmoins, Gaston - c'est son nom de code - continue à rendre des services jusqu'en 1944.

### Maréchal nous voilà ?

Le travail clandestin en France, en attendant des fonds de Londres, est financé en secret par le rapport de ventes de matériel militaire belge, réalisées par Sevrin, Doyen et d'autres officiers, avec l'accord tacite du ministre de la Défense nationale, le général Denis. En mars 1941,

Le commandant Hervé Doyen, gérant d'un dépôt militaire belge à Limoux

le capitaine de Selliers est remplacé en France par le commandant Hervé Doyen, connu dans les services comme " Benoît II ", " le Révérend " ou tout simplement " Benoît ".

Né en 1898, il est volontaire de guerre en 1914-1918.

Il est de ceux qui, après le 28 mai 1940,

refusent d'accepter la capitulation de l'armée belge, et continue la lutte dans une unité française (il est marié à une Française). La défaite française ne le fait pas changer d'opinion. Chargé de la gestion du dépôt de matériel belge à Limoux dans l'Aude, il cherche un moyen d'atteindre Londres. Cette occasion lui est offerte lorsqu'il prend la direction du service " Benoît ". Ce service s'occupe non seulement d'évasions, mais aussi de renseignements. Ces renseignements, Doyen les cherche en premier lieu en Belgique, où il envoie des courriers auprès des services déjà connus " Luc " et " Zéro ". Le contact qui s'établit avec Londres n'est jamais direct. Il s'effectue via Lisbonne, où arrive dans les premiers jours de juillet 1941 le magistrat Frédéric Dumon, chargé de la direction de l'antenne de la " Sûreté " à Lisbonne. Doyen et Dumon se connaissent depuis l'avant-guerre.

Les rapports entre Doyen et Londres sont loin d'être harmonieux, pour de multiples raisons. Qu'il suffise de dire que Doyen a tendance à gonfler son importance, à obscurcir la source de ses renseignements, et à ne pas accepter l'autorité d'émissaires de Londres, pourtant munis des pleins pouvoirs par le ministre Gutt, qui gère à Londres le portefeuille de la Défense nationale. Mais ce qui gêne le plus la " Sûreté ", c'est que Doyen passe la plupart, sinon la totalité des renseignements qu'il obtient de ses lignes en Belgique, au " Deuxième Bureau " français.





Le colonel Louis Rivet a une longue habitude de l'emploi d'« honorables correspondants » belges.

L'appellation "Deuxième Bureau" est en fait inadéquate. Elle s'applique ici au Service de renseignements militaire français, dirigé depuis 1936 par le colonel Louis Rivet.

Le SR, qui comprend une section de recherche de renseignements et une section contre-espionnage, constitue un des bureaux de

l'État-major général, distinct du "Deuxième Bureau" proprement dit, dont le SR est un des fournisseurs, les autres étant, par exemple, les attachés militaires. En

temps de guerre, le SR prend la dénomination "Cinquième Bureau".

Suite à l'armistice franco-allemand, le SR est officiellement dissous en juin 1940. Il renaît toutefois en août 1940 sous le nom de "Bureau des Mennées Antinationales" chargé de dépister les activités gaullistes et anglaises en France - but acceptable aux yeux des Allemands. Mais selon l'expression du général Navarre, ancien responsable du service, le BMA « servirait de couverture et de soutien à des branches secrètes, travaillant contre l'Allemagne et l'Italie ». C'est avec des représentants de cette branche secrète que Doyen est en rapport à partir d'avril-mai 1941.

Mais il n'est pas le seul ni le premier Belge séjournant en France ou vivant en Belgique qui se fait « honorable correspondant » des services français sous l'occupation. Des officiers du contre-espionnage français sont, à titre d'exemple, en rapport avec l'inspecteur de la police judiciaire à Bruxelles Joseph Dehennin, agent de "Zéro" (arrêté en octobre 1941 et fusillé à Dortmund en 1943). La liaison est assurée par un courrier mensuel et, du côté belge, par l'industriel Eugène Grand'ry. Le SR de l'Armée de l'Air française (le « SR Air ») possède dès 1940 un noyau d'informateurs belges, dirigé par l'industriel Otto De Mayer. Ce noyau renseigne, par exemple, sur les champs d'aviation allemands en Belgique. Infiltré par un agent allemand, le noyau est arrêté en 1941 et plusieurs de ses agents, dont De Mayer lui-même, sont exécutés.

### Triangle.

Mais c'est quand même parmi les officiers belges en France que le SR français cherche en premier lieu ses agents. Un des premiers contacts est le colonel Jean Lavry, attaché au cabinet du général Denis (Ministre

Belge de la Défense nationale). En septembre 1940, Lavry est mis en rapport avec le chef nominatif du BMA, ancien SR, le colonel Rivet, par l'entremise d'Adolphe Thibout, président de "l'Amicale Franco-Belge" à Liège, résidant à l'époque à Vichy. En même temps, Lavry est en contact avec le commandant Darbou, ancien chef du poste de Lille, replié sur Limoges.

En septembre 1940 également, le capitaine Jean Cassart est mis en rapport avec le capitaine français Paul Johanès à Clermont-Ferrand. Cassart est repris en force par le SR français au 1er octobre 1940.

Entre cette date et mars 1941, il accomplit trois missions pour le SR français en Belgique. Il remet ses renseignements à Johanès, au général Delvoie, et, une fois, au consulat des États-Unis à Lyon. Début 1941, Cassart a pour mission d'établir une liaison radio entre la Belgique et la France non occupée. Il n'y réussit pas, mais rapporte lors d'une mission suivante un document émanant de « l'organisation Jef », c'est-à-dire Fernand Kerkhofs de "Zéro". Déjà à ce moment, Cassart est doté par les Français du nom de guerre capitaine Métrat, dont il se sert encore lorsqu'il est parachuté en Belgique en octobre 1941.

Le commandant Paul Johanès, protégera les résistants belges en échange de livraison de renseignements. Arrêté par les Allemands, il sera déporté en 1943

En mars 1941, Cassart s'apprête à partir en Angleterre, son but initial. À cette occasion, il présente à ses correspondants français à Vichy le lieutenant d'aviation Raymond Jamar comme son successeur. De son côté, Jamar est déjà au service du SR français depuis décembre 1940. En effet, le major Van der Stichelen, chef de la section Aviation du dépôt belge de Montpellier, y a introduit des



Le commandant Paul Johanès, protégera les résistants belges en échange de livraison de renseignements. Arrêté par les Allemands, il sera déporté en 1943

officiers du SR Air français, qui s'intéressent spécialement aux champs d'aviation en Belgique. Plusieurs officiers et sous-officiers belges, dont Jamar, ont accepté une mission à leur demande, contre paiement. Entre janvier et septembre 1941, Jamar et ses compagnons font plusieurs voyages aller-retour, emportant chaque fois du courrier venant de services belges (Luc et Zéro). Via Jamar, le SR français essaie une seconde fois d'établir une liaison radio avec Bruxelles (où le correspondant serait Kerkhofs).

D'autre part, vers avril-mai 1941, Jamar est présenté à Doyen par le colonel Lavry. Doyen l'accepte comme courrier, à côté d'autres dont il dispose déjà (le capitaine Pierre Hauman, le maréchal des logis André Baumann, qui vont chercher le courrier de Luc). Egalement vers avril-mai 1941, Doyen entre lui-même, par l'intermédiaire du général Delvoie, en contact avec des officiers du SR français (le commandant du Crest de Villeneuve), auxquels il remet la plupart des renseignements qu'il reçoit de Belgique. D'autre part, Pierre Hauman, futur chef du service Tégat, et le capitaine d'aviation Guis-gand sont en rapport avec un officier SR de Marseille. On le voit : on tourne en rond, sans savoir si tout tourne bien rond.

Ainsi, on ne saura jamais avec certitude si les renseignements fournis aux Français par Doyen, entre autres, ont également atteint Londres, ainsi qu'il leur aurait été promis lors de leur engagement. Il est vrai que depuis l'été 1940, le SR de l'Armée de Terre et le SR Air disposent d'une liaison radio-télégraphique clandestine avec l'Intelligence Service, mais rien ne garantit que la « marchandise » des officiers belges ait été transmise. Si c'est le cas, le gouvernement et la « Sûreté » belges n'étaient sûrement pas au courant.

Fin mai, début juin 1941, Doyen rédige son premier rapport destiné, lui, à la « Sûreté de l'État » à Londres. On connaît mal le contenu de ces rapports et des envois de Doyen à Londres. Y figurent, entre autres et probablement, le premier signalement du traître belge Prosper De Zitter (reçu très probablement de « Zéro ») et un atlas d'Irlande sur lequel les points possibles de débarquement allemand sont signalés (source : « Luc »).

En juin 1941, Doyen reçoit les premiers fonds du gouvernement belge via Lisbonne, et fin août 1941, il réceptionne un émetteur-récepteur de Lisbonne qui, malgré de nombreux essais par un opérateur polonais, n'aura jamais de contact. Tout ce que Doyen envoie, il le signe d'un grand « B », obscurcissant ainsi ses sources véritables. En même temps, il continue à transmettre des renseignements aux Français. En retour, cela vaut pour lui et ses agents la protection des militaires français et toute une série d'avantages (faux papiers, liberté de circulation).

Comme si tout ce remue-ménage d'officiers belges faisant la navette entre la Belgique et la France non occupée ne suffisait pas pour créer une situation dangereuse, Jamar tombe en septembre 1941 dans un piège tendu par l'Abwehr. Quelques mois auparavant, il a rencontré un sous-officier de

l'aviation qu'il connaissait depuis l'avant-guerre, et qui, à l'insu de Jamar, était au service du Luxembourgeois André Folmer, alias Richir, agent redoutable du chef de l'Abwehr à Paris, le colonel Reile.



Le colonel Oskar Reile, un adverse redoutable mais loyal

Habilement, Richir, mis en rapport avec Jamar, se présente comme un représentant de l'Intelligence Service. Jamar, qui n'est que trop heureux d'être en contact avec « Londres », accepte de collaborer avec lui. Le ver est dans le fruit.

Jamar, qui s'est bien imprudemment confié à son ami aviateur, est arrêté le 4 octobre 1941. Introduit devant Reile, en lequel il croit toujours rencontrer le grand chef de Richir, Jamar l'entend citer, en uniforme allemand, le nom de la plupart de ses contacts en Belgique, dont Fernand Kerkhofs et Jean Moens de « Zéro », Georges Leclercq et Henri Bernard de « Luc ».

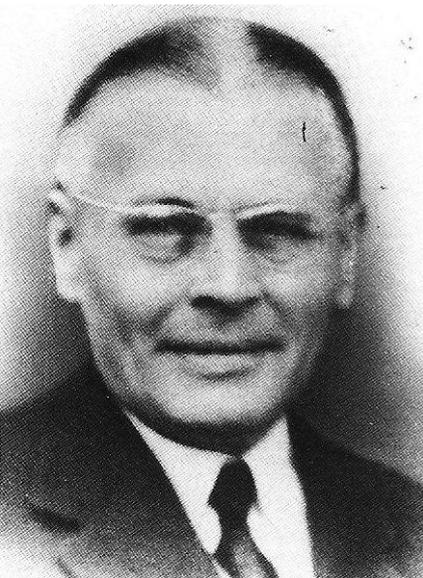
Pour avoir la vie sauve, Jamar accepte de remonter à Bruxelles en tant qu'agent double. Il est évident que l'Abwehr veut faire un grand coup, et que tous ceux que Jamar connaît sont en danger. Le but secret de Jamar est de les (faire) avertir, et il y réussit grâce au sang-froid de son ami Cassart, revenu entre temps d'Angleterre comme agent du « Special Operations Executive ». De ce fait, Kerkhofs et Moens, et un peu plus tard les dirigeants du service « Luc » quittent la Belgique pour aller en Angleterre.

L'arrestation de Jamar, connue à Londres dès le 14 octobre, et le fait qu'il appartient également au service « Benoît » n'est évidemment pas de nature à renforcer la confiance, déjà relative, de la « Sûreté » en Doyen. De plus, celui-ci et tous ses agents belges en France sont arrêtés par la police française fin novembre 1941. Ils sont tous libérés le 10 décembre grâce à une intervention du général Altmeyer. Il ne fait pas de doute que le travail qu'ils ont accompli pour les Français a pesé dans la balance. Mais cette fois Londres décide de couper court. Doyen ne reçoit plus de réponse aux rapports et aux demandes de

fonds qu'il adresse à Londres via la radio d'un nouveau service créé par le " S. I. S. " et la " Sûreté " en France non occupée : le service " Sabot ". En mars 1942, Doyen est rappelé à Londres. Il se soumet, mais à contrecœur, et il y mène une campagne lourde de suspicions et d'accusations contre la " Sûreté ".

### Ligne nouvelle

Avec " Sabot " commence une nouvelle étape pour les réseaux belges en France. " Sabot " est le nom de guerre de l'ingénieur commercial et officier de réserve Pierre Bouriez.



Pierre Bouriez, alias Sabot

En juin 1941, il passe la frontière espagnole grâce à Polchet. Son opérateur radio, Albert Deweer (Speed), parachuté avec lui dans la nuit du 3 au 4 octobre 1941, le précède par la même voie en mars. Muni des pleins pouvoirs par le ministre Gutt sur les services belges en France,

Bouriez vient prendre la succession sur le terrain de Pierre Vandermies (Dewinde).

Celui-ci, parti de Belgique en janvier 1941 via le service Martiny-Daumerie, est passé par Polchet en avril, et a été parachuté en France le 13 juin 1941. Vandermies est en fait le " premier délégué de la Sûreté de l'État ". Il a pour mission de créer des lignes d'évacuation de courrier et d'hommes indépendantes de celles de Doyen. Il s'agit de contourner discrètement le " Deuxième Bureau " français et de mieux camoufler les services belges nouvellement créés en laissant subsister le service " Benoît ", trop exposé aux yeux de Londres. Subsidiairement, Vandermies remonte trois fois en Belgique entre juillet et novembre 1941. Il peut ainsi se rendre compte personnellement de la façon de travailler des services en Belgique occupée, surtout " Zéro " et " Luc ", qui le reçoivent comme un archange. Il leur conseille d'éviter Doyen, Jamar, etc. et de n'utiliser que la ligne qu'il vient de créer avec des patriotes de Roubaix : Joseph Dubar, Paul Joly et leurs auxiliaires, qui rendent en effet jusqu'en 1944 des services inestimables aux réseaux belges, tant pour l'évacuation du courrier que pour l'évasion.

Avec Vandermies, et encore plus avec Bouriez, la " Sûreté " et le S. I. S. veulent recommencer à zéro. L'effet de cette initiative a sans doute été salutaire. Mais ceci ne peut pas faire oublier que Doyen, ses collaborateurs et ses prédécesseurs, Polchet et ceux avec lesquels il a travaillé en Espagne et au Portugal,

ont fait une besogne de pionniers dans des circonstances souvent ingrates, et sans beaucoup d'appui officiel.

L'origine de ce travail de pionnier remonte à la mission de G. de Henau. Des lignes créées et des contacts établis par de Sel-liers, Doyen, Polchet, Schul et autres sont encore utilisés par Bouriez.

Il est vrai que sous sa direction, l'évacuation du courrier et celle de Belges, désireux de gagner l'Angleterre, pose encore des problèmes. Londres insiste pour que ces deux branches de l'activité soient absolument cloisonnées. Principe sage et nécessaire, mais difficile à réaliser sur le terrain. Ces problèmes, ainsi que l'envoi d'un nouvel agent " central " par lequel Bouriez sent son autorité diminuée, causent des frictions entre lui et Londres. Ceci nous amène déjà en 1942, à un moment où Bouriez, écrasé par la tâche gigantesque qu'il a accomplie pendant plus d'un an, passe par une véritable crise morale. Comme Jamar, il est victime d'un agent allemand, en qui il a eu trop confiance, et est arrêté en janvier 1943. Sous sa direction, et avec l'appui de Belges comme Jacques Lagrange (employé au consulat des États-Unis à Lyon) et Georges Oreeel, le poste central de la " Sûreté " en France non occupée est vraiment devenu la plaque tournante pour toutes les liaisons terrestres (courrier, fonds) entre les services belges et Londres, ainsi que pour l'évasion de plusieurs centaines de Belges.

### Les pionniers de l'évasion

Si la ligne d'évasion " Comète ", dirigée jusque janvier 1943 par Andrée De Jongh, est internationalement connue, ce n'est pas le cas de ceux qui l'ont précédée dans ce dangereux métier clandestin. Et si " Comète " jouit d'une réputation qui dépasse largement les frontières, c'est essentiellement parce que cette ligne a contribué, directement ou indirectement, au rapatriement de quelque 700 militaires alliés - principalement des aviateurs - abattus sur les territoires occupés. Une autre ligne bien connue, mais ayant opéré en France, est celle de " Pat O'Leary ", pseudonyme du belge Albert Guérise, alors lieutenant-médecin. Par elle aussi, quelques centaines de militaires alliés peuvent rentrer.

Mais c'est sur les pionniers de l'évasion qu'il faut se pencher.

Etant donné qu'il s'agit des " temps héroïques " dont presque tous les acteurs ont disparu et sur lesquels les documents font cruellement défaut, il est pratiquement impossible de faire toute la lumière voulue. Il ne faut pas examiner toutes les initiatives du début, qui sont prises souvent par des patriotes ne faisant pas vraiment partie d'une organisation et ayant par conséquent laissé encore moins de traces que les autres. Il faut se limiter principalement à l'organisation de deux lignes de Bruxelles à Tourcoing-Roubaix, dont l'activité s'étend entre la fin 1940 et avril 1941.

Etant donné qu'il s'agit d'une époque où la résistance en est encore à ses premiers balbutiements, on ne sera pas étonné de constater une extraordinaire interpénétration de groupes, de personnes et

d'organisations embryonnaires. Cela ne répond certes pas à la règle sacro-sainte du cloisonnement, mais peut-il en être autrement en cette période où le nombre de ceux qui veulent « faire quelque chose » est après tout très restreint?

Avec les premiers journaux clandestins confectionnés grâce à des moyens de fortune, l'évasion vers la Grande-Bretagne - seule nation combattante du côté allié après l'armistice franco-allemand - est incontestablement une des premières formes d'activité illégale sous laquelle se manifeste le désir de « faire quelque chose » contre l'occupant. À vrai dire, ces activités ne nuisent pas directement aux Allemands, ainsi que le feront plus tard le sabotage et l'action armée. Mais elles sont interdites, et elles énervent cet occupant qui veut à tout prix imposer son régime, avec ses contraintes quotidiennes et ses interdits. Or, le Belge a la réputation de ne pas se soumettre facilement. De plus, les exemples des « héros » de 1914-1918 comme Edith Cavell ou Gabrielle Pe-tit - pour ne citer que les deux plus connus - et le souvenir de la contrainte de cette époque sont là pour inciter les patriotes à l'action. Il n'est dès lors pas étonnant que les premières initiatives antiallemandes (y compris le renseignement qui se pratique dès la fin 1940) se manifestent principalement parmi des personnes d'un certain âge, ayant l'expérience personnelle de 1914-1918, soit comme anciens combattants, soit comme « occupés », soit -pour quelques-uns, comme « agents secrets ».

Si la destination des candidats à l'évasion est connue, beaucoup moins certains sont les moyens d'y arriver. Et d'ailleurs, qui sont ces candidats ? Schématiquement, on peut distinguer deux catégories : des militaires anglais qui ont réussi à s'échapper des colonnes de prisonniers de guerre défilant dans le Nord de la France et dans le « Pays des collines » de la Flandre orientale et du Nord-Hainaut pour être gardés dans des camps provisoires comme celui d'Enghien. Ou encore, des militaires anglais et français soignés dans les hôpitaux belges.

Et enfin, des Belges, militaires ou non, qui veulent se joindre aux forces belges armées en Grande-Bretagne en formation dès l'automne 1940.

On comprend que les Belges, souvent des gens très simples, qui accueillent des prisonniers de guerre - qu'il faut loger, nourrir, vêtir - n'ont pas envie de les garder longtemps à une époque où le rationnement est de mise. On comprend aussi sans peine que les Anglais évadés veulent regagner leur patrie. Mais comment ? Il n'existe pas de « lignes » préétablies.

Il faudra donc recourir à l'improvisation, car si le M.I.9, le service secret britannique s'occupant notamment de « l'Escape » (évasion), a envoyé un délégué en Espagne pour tâter le terrain en France, cela ne va pas nécessairement résoudre les problèmes du « terrain » en Belgique.

Certains évadés essaient de passer en France par leurs propres moyens. Mais le nombre de ceux qui sont cachés chez l'habitant exige une organisation embryonnaire.

On commence à les concentrer dans l'agglomération bruxelloise. C'est en effet là que vivent ceux qui veulent mettre en place des structures capables d'aider les Britanniques. Ces hommes et femmes ne sont pas nombreux. Je vous en présente quelques uns:

Fernand Kerkhofs, né en 1895, ancien journaliste à l'Écho de la Bourse et en 1940, chef du Service d'Information de la « Brufina » (voir plus haut), et le colonel Joseph Daumerie, né en 1888, directeur de l'Administration de l'Aéronautique Civile rue Royale, revenu d'exode le 13 juillet 1940. Si ces deux hommes travaillent à quelques centaines de mètres l'un de l'autre, on ne sait s'ils se connaissent depuis l'avant-guerre. Mais un troisième homme se trouve à mi-chemin : c'est Albert Hellemans, né en 1894, qui travaille au Département Étranger de la « Banque de Bruxelles », qui fut adjudant-major du 2e Régiment de l'Aéronautique pendant la campagne de mai 1940, et qui, surtout, était avant l'invasion, l'animateur de la belle revue l'Aviation Belge, bien connue dans les milieux d'aviateurs, qu'ils soient civils ou militaires. Il est dès lors le trait d'union entre Daumerie et Kerkhofs.



Fernand Kerkhofs fonde un service de renseignements et de lignes d'évasion qui portera en 1941 l'indicatif "Zéro"

Fernand Kerkhofs est à la base du service de renseignements « Zéro », avec son adjoint à la « Brufina », Jean Moens. Celui-ci connaît beaucoup de monde à Bruxelles, et notamment à l'administration communale de Schaerbeek (faubourg de Bruxelles), qui restera pendant toute l'occupation un foyer de résistance. De son côté, Daumerie est une des chevilles ouvrières du premier réseau de renseignements qui fonctionne au profit des Alliés et qui s'appelle d'ailleurs le « Service Martiny-Daumerie ».

De plus, Kerkhofs est dès 1940 en rapport avec une ancienne du réseau de la « Dame Blanche » de 1914-1918, Thérèse de Radiguès de Chennevière, qui reprend du service dans le réseau « Clarence », nouvelle mouture de la « Dame Blanche ». Toutes ces relations s'avéreront très utiles.

Mais des relations à Bruxelles ne suffisent pas : en effet, les candidats à l'évasion doivent être acheminés vers la France, première étape vers la liberté.

C'est Kerkhofs qui apporte une première solution : pendant l'exode, dans le Midi de la France, il a fait la connaissance d'un industriel du Nord, André Watine. Celui-ci habite à Roubaix, mais il travaille en Belgique, car son usine se trouve juste au-delà de la frontière, à Her-seaux. De nombreux Belges, notamment des Mouscronnois, y travaillent. De plus, Watine était depuis septembre 1939 un " honorable correspondant " du "Deuxième Bureau " français, et il est le neveu par alliance d'un industriel de Tourcoing, René Lefebvre.

Celui-ci, né en 1879, est un royaliste convaincu et un catholique « intégriste ». Il est un ancien agent de « l'Intel-ligence Service » connu sous le nom de Lefort. En effet, en 1914-1918, il a appartenu au réseau d'une autre héroïne de la Grande Guerre, Louise de Bettignies. C'est sans doute ce passé qui lui fait choisir le camp du général de Gaulle et de l'Angleterre.



*René Lefebvre,  
alias "Lefort"  
lequel reprend  
son combat de  
14-18*

### L'évasion de Napoléon.

Une première filière est donc trouvée, et elle est pratiquée dès décembre 1940, sinon avant. Un exemple pour illustrer ces premiers pas vers l'organisation de l'évasion. Le capitaine britannique des « Grenadier Guards », Napoleon Roderick Brinckman, blessé à Saint-Omer, se trouve en novembre 1940 à l'hôpital de Malines. Le 8, il y apprend que le départ en Allemagne est imminent. Sa réaction est simple : il s'évade. Il est recueilli par Maurice Van Gijssel (agent de " Clarence ", qui l'accompagne en vélo jusqu'à Bruxelles), repris par un prêtre et caché à Auderghem (faubourg de Bruxelles).

Les chefs des services " Zéro ", " Clarence " et " Martiny-Daumerie " pourraient s'engager dans une dispute posthume quant à savoir lequel des trois à l'honneur d'avoir organisé le départ du capitaine Brinckman, dont on croyait à l'époque qu'il était

apparenté à la famille royale anglaise. En fait, ils y ont contribué tous les trois dans une mesure aujourd'hui impossible de déterminer. Que " Clarence " y ait participé ne fait aucun doute : pendant qu'il est caché, Brinckman entre en rapport avec les dirigeants de ce service qui lui confient des documents destinés à « l'Intel-ligence Service ». Vers le 15 décembre, il est acheminé vers Tourcoing, probablement par Émile Delannoy (futur chef du réseau belge de France " Delbo ") qui fonctionne alors comme guide de " Zéro ". Et dans un télégramme adressé à Londres le 16, le service " Martiny-Daumerie " demande de leur faire savoir si Brinckman est bien arrivé à destination. Le fait que Brinckman ait dû attendre plus d'un mois à Bruxelles est - selon son propre rapport - dû au fait que les responsables de son départ croyaient qu'un avion pouvait venir le chercher. Ceci est une légende à laquelle précisément Martiny semblait croire. On le constate: " Zéro " organise le départ, d'autres y contribuent.

Avant d'y arriver, Brinckman transite très probablement via Mouscron.

Beaucoup d'habitants de cette ville frontière travaillent à cette époque à Tourcoing, notamment dans l'industrie textile. C'est le cas, entre autres, de Suzanne Garein, épouse de René Delbarre, cordonnier rue du Couët près du poste frontière du Cuirassier. Elle est dactylo dans l'usine de René Lefebvre ; sa mère est d'ailleurs cuisinière chez celui-ci.

À Tourcoing, Brinckman est logé chez " Lefort ", c'est-à-dire Lefebvre (il réutilise en effet son nom de guerre de 1914-1918).

Le 8 janvier, il part pour Lille et arrive à Marseille le 12, accompagné, dit-il, par un Français « très courageux ».

C'est ici qu'entre en scène un autre maillon de la chaîne, à vrai dire le plus important. Il s'agit de Joseph Dubar, alias " Jean de Roubaix ". Celui-ci, né en 1899, est un petit industriel du textile, qui s'occupe dès l'été 1940 des Anglais restés dans le Nord. Comme son épouse, nièce du maire socialiste de Roubaix, Jean Lebas, il est militant socialiste, et peut compter sur de nombreuses complicités dans l'administration de la ville, notamment pour le ravitaillement ainsi que la confection de faux papiers.



*Le légendaire Joseph Dubar, dit « Jean de Roubaix »  
et Laure Hennion, épouse Joseph Dubar*

C'est une enseignante de Roubaix, Cécile Hermeu, qui a trouvé le tuyau de Marseille en accompagnant deux soldats anglais vers le Midi. Elle y est mise en rapport avec le capitaine Murschie (ou Murphy, les sources ne s'accordent pas sur l'orthographe) de « l'Intelligence Corps ». Celui-ci est à son tour en contact avec deux Ecosseis qui sont branchés sur le MI 9 : le R.P. Donald Caskie, antérieurement pasteur de la « Church of Scotland » à Paris et qui dirige à Marseille la « Maison du Marin », et le capitaine Jan Garrow, qui travaillera notamment avec Pat O'Leary.

Murschie et Garrow sont d'ailleurs eux-mêmes des évadés du Nord.

Depuis fin 1940, le lien entre « Zéro » et Joseph Dubar est direct. Un de ses collaborateurs, Paul Joly, qui fait à Roubaix le commerce d'appareils frigorifiques, est entré en rapport avec le commandant aviateur Georges Hansoul.

L'épouse de celui-ci exploite à Bruxelles, à proximité de la gare du Nord, la pâtisserie Locus, bien connue à l'époque dans les milieux militaires. Hansoul aussi se trouve au croisement de « Zéro », dont il est un des premiers agents, et de la section évasion de « Martiny-Daumerie ». Bientôt, « Zéro » crée d'ailleurs une ligne indépendante qui ne passe plus par Mouscron et Tourcoing, mais dont les « colis » franchissent la frontière à La Festingue, entre Nechin (Belgique) et Toufflers (France).

Dans cette localité, que l'on peut atteindre en tram depuis Tournai, fonctionne comme relais une connaissance du milieu du « Café de l'Univers » de Roubaix (Dubar, Joly et leurs amis), François Vienne, dont le jardin du café-tabac qu'il y tient donne sur la France.

Le premier convoi va d'ailleurs y passer à la fin de janvier 1941. Il est composé essentiellement de militaires belges de l'Aéronautique - c'est une nouveauté - mais cela représente, depuis août 1940, l'ardent désir de Dau-merie et de Hellemans.

### L'express du Nord

Le fonctionnement de la section évasion du réseau « Martiny-Daumerie » n'est pas entièrement connu. On suppose toutefois que le colonel Daumerie s'en occupe activement et personnellement, et qu'il se fait assister par Edgard Cleempoel (représentant en parfumerie qui se dit agent du « Deuxième Bureau » français), Jules Doudelet, conducteur des Travaux au gouvernement provincial du Brabant, Joséphine Pardon, infirmière en chef de l'hôpital d'Anderlecht, et Arthur De Sutter, ancien combat-tant de 1914-1918 et responsable du service de Tourisme de la province de Brabant, dont Doudelet est trésorier. Fin 1940, Daumerie et ses collaborateurs disposent d'une ligne qui, bien que tout à fait indépendante de celle de « Zéro », passe également par Mouscron. En effet, Doudelet et Pardon y sont en rapport avec le courtier assureur Robert Delanglez, ancien conseiller communal, en contact avec Jules Correntin (dit « Léon » ou « l'homme au capuchon »), lui-même habitant tout près du poste de douane de La Madière.

Lorsque des candidats à l'évasion partent en train de Bruxelles, de la gare du Midi, Correntin est averti de leur arrivée par une « lettre innocente » envoyée à Mouscron par Doudelet. Arborant ostensiblement un exemplaire de la Brüsseler Zeitung comme signe de reconnaissance, Correntin les accueille alors à la gare de Mouscron, et les accompagne jusque Lille. La ligne aurait disposé de plusieurs points de chute en France, mais l'on ignore si ceux-ci ont réellement été utilisés. Il est toutefois sûr que les lignes « Zéro » et « Martiny-Daumerie » se sont très vite confondues et qu'à partir de Roubaix ou de Lille, l'acheminement des évadés, mis en route par les collaborateurs de Dau-merie, s'effectue soit par les guides de Joseph Dubar - et souvent par lui-même - soit par ceux de René Lefebvre (Albert Lezaire, ou Noël Vandoorne, qui habite Mouscron mais travaille à Tourcoing). C'est ainsi qu'en janvier 1941, quatre soldats venus de Flobecq et mis en route à Bruxelles par les collaborateurs de Daumerie, passent à Mouscron - mais chez les Delbarre, qui font partie de « Zéro » - et sont remis à Lezaire par « Léon », c'est-à-dire Jules Correntin. Ceci s'explique par le fait que Dubar et Joly de Roubaix se sont à cette époque assurés du concours de Correntin, qui ainsi se trouve à cheval sur les deux réseaux concernés.

En fait, jusqu'en avril 1941, les lignes via Mouscron - Tourcoing et celle qui passe par La Festingue, sont utilisées indistinctement. Il est très difficile d'estimer le nombre d'évadés passés par là, et encore moins le nombre de ceux qui sont arrivés à bon port.

Les services belges ont estimé après la guerre que la section évasion de « Martiny-Daumerie » a évacué une centaine de militaires (surtout anglais) et une vingtaine de civils belges. Ce nombre semble élevé, étant donné que ceux qui s'occupaient de ces évasions ont presque tous été arrêtés en février 1941. Par la ligne de Tourcoing, à peu près 170 « colis » seraient partis selon les responsables. Parmi ceux dont l'on est certain qu'ils ont passé par une de ces lignes, citons, outre Brinck-man, le major aviateur Leboutte (départ le 7 janvier 1941), quatre soldats venus de Flobecq (10 janvier), le capitaine d'Aéronautique Pierre Vandermies et quatre ou cinq compagnons (30 janvier), le général Daufresne de la Che-valerie (27 février), les capitaines Montjoie, del Marmol, de Walckiers et le lieutenant Nicodème (le 4 mars), deux officiers et agents de « Clarence » (Kes-tens et Claes, le 5 avril), le futur général Piron (le 12 avril), Albert Hellemans (le 25 avril, en compagnie de William Ugeux, qui lui aussi s'est très tôt occupé d'évasions).

Presque tous reprennent service à Londres, soit à la RAF (Hellemans), soit à la « Sûreté de l'État » (Nicodème, qui y dirigera le service de renseignements, et Vandermies, qui accomplira deux missions spéciales en pays occupés et une troisième en Suède), soit dans les forces armées belges (Dau-fresne, Piron).

### Un traître, des héroïnes

On se limite à avril 1941, parce que le groupe autour de René Lefebvre est arrêté, du moins partiellement, à ce moment : Lefebvre et Lezaire le 22, et Noël Vandoorne le 24. Il n'est pas facile de déterminer les

causes exactes de ces arrestations. Deux faits sont certains. Le premier : le 27 janvier 1941, la police allemande arrête à Morthomier, près de Bourges sur la ligne de démarcation, neuf personnes. Parmi eux, deux soldats venus de Flobecq ayant transité par Mouscron, Tourcoing et Roubaix, et leur guide Yves Renno, jeune militant socialiste de 17 ans. Les déclarations d'un des soldats anglais mènent en mai 1941 à l'arrestation de Jean Lebas, sa nièce Laure Rennion (épouse de Joseph Dubar) et son fils Raymond (employé à la mairie de Roubaix). Il est établi que le soldat anglais connaissait les noms de Lefebvre et de Lezaire, mais il ne semble pourtant pas que leur arrestation soit due à ses déclarations. En effet, depuis février 1941, la ligne était infiltrée par un agent belge de l'Abwehr. Celui-ci est parti de Bruxelles par l'entremise de Jules Doudelet le 12 février. Il passe par Mouscron, Tourcoing et Roubaix et est conduit par Dubar jusqu'à Vichy.

Il se fait arrêter par la police française à Lourdes le 4 avril. D'emblée, il fait des déclarations qu'il souhaite transmettre aux Allemands, et il semblerait que ceux-ci n'aient pas tardé à les exploiter, du moins en partie. Mais en partie seulement : le traître, bien sûr libéré, revient en Belgique en juin 1941, chargé de vérifier la ligne de Roubaix, et il s'y remettra encore en 1942. Il est évident que les Allemands souhaitent connaître tous les tenants et aboutissants de l'organisation autour de Dubar, dont ils mettent la tête à prix et qu'ils ne peuvent pourtant pas appréhender, bien qu'il continue son activité clandestine jusqu'à la libération. Les autres Français, arrêtés en avril et mai 1941, meurent tous en Allemagne.

Si besoin est, ce qui précède montre bien combien les lignes d'évasion sont vulnérables. En effet, l'Abwehr cherche à les pénétrer pour deux raisons. D'une part, elle demande à ses agents de se présenter comme des candidats à l'évasion à des personnes s'occupant de départs pour pouvoir parcourir les filières et en connaître les rouages, après quoi la police allemande peut procéder aux arrestations.

" Comète " paye ainsi un lourd tribut. À la fin de l'occupation, l'Abwehr et ses agents belges réussissent même à monter de fausses lignes d'évasion qui se révèlent de véritables souricières. Prosper De Zitter et sa complice Annie Giralte étaient spécialisés dans ce genre de besogne. D'autre part, l'Abwehr exploite très habilement la possibilité de laisser subsister des lignes afin de pouvoir les utiliser pour acheminer ainsi vers la Grande-Bretagne des espions ou des saboteurs à sa solde, qui se présentent bien sûr comme des patriotes désireux de gagner le Congo ou les forces belges en Angleterre.

L'anéantissement du groupe autour de René Lefebvre n'est pas, pour le service " Zéro ", la fin de l'activité d'évasion, grâce à d'autres patriotes de la région frontalière de Mouscron-Tourcoing. C'est notamment le cas de quelques douaniers comme Noël Boone et Raymond Dierkens, et de Joseph Deschuyter, qui habite à quelques pas de la frontière et par lequel passe François De Kinder, beau-frère de Hubert Pierlot, lorsqu'il part en Grande-Bretagne en juillet 1942. Le service " Luc ", lui, se sert de ses courriers

internationaux pour accompagner des candidats à l'évasion, en passant généralement via Quiévrain et Aulnoye.

La plupart des Belges qui rejoignent les forces armées belges en Grande-Bretagne ne sont pourtant pas passés par une ligne organisée : ce n'est le cas que pour 258 sur les 1 967 évadés « illégaux » qui ont repris du service en Angleterre.

Il est un aspect des débuts des lignes d'évasion que l'on ne peut passer sous silence : c'est le rôle très important qu'y jouent les femmes. Parmi les agents de " Comète " exécutés ou ayant perdu la vie en Allemagne, 35 % sont des femmes, alors que pour les services de renseignements la moyenne des agents féminins ne dépasse sans doute pas les 15 %.

Ceci est peut-être dû au fait que les activités dans les lignes d'évasion (héberger, nourrir, vêtir, accompagner les « clients ») correspondent bien au rôle traditionnel des femmes de l'époque. Il est en effet frappant de constater que les infirmières sont relativement nombreuses parmi ceux qui, en 1940-1941, s'occupent d'évasion, et qui le font discrètement.

Ce rôle important et discret des femmes dans ce genre d'activité clandestine s'oppose de façon flagrante, à la méfiance qui existait, tant dans les réseaux de renseignements en Belgique que chez les services secrets belges à Londres, vis-à-vis des femmes.

En juin 1942, des instructions rédigées pour de futurs agents secrets leur conseillent d'éviter autant que possible de travailler avec des femmes, « *qui toutes, à quelques très rares exceptions près, sont source de bavardage et de trahison* ».

#### Sources :

Etienne Verhoeyen, *Jours de Guerre n°9*, Éditions du Crédit communal de Belgique, 1993

Crédits photographiques : Collections Fr . Balace, E.Verhoeyen et Studio André, Croix-Lille



# Capitulation du 43<sup>ème</sup> CA au Donon en juin 1940 : les honneurs de la guerre ...

Par Jean-Michel "Jardin David"

Signalons-le en introduction, et à titre de dette envers un chercheur passionné, cette synthèse doit beaucoup à Roger Bruge, l'historien de la ligne Maginot et des combattants du 18 juin.

Les armées françaises de l'Est furent peu sollicitées par la rupture du front du 10 mai 1940. Elles « tenaient ferme » derrière la Ligne Maginot : l'essentiel de l'effort ennemi était ailleurs jusqu'à l'offensive du 18 juin. Par un nouveau mouvement de ses panzers en direction de la Suisse, Guderian isolait le 20 juin les 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> armées, réalisant l'un des encerclements les plus importants de la guerre. La plupart de ces unités furent amenées à se rendre les jours suivants, de façon plus ou moins ordonnée. Comme chacun sait, le Maréchal Pétain était arrivé au pouvoir le 16 juin 1940. Il demanda l'armistice le lendemain de façon unilatérale dans un discours radiodiffusé dont certaines phrases raisonnent encore dans notre inconscient collectif : « C'est le cœur serré que je vous dit aujourd'hui qu'il faut cesser le combat ». Pour la publication dans le Journal officiel, la phrase fut de façon suggestive et maladroitement modifiée par le ministre Paul Baudouin de la façon suivante : « ...il faut tenter de cesser le combat ». Ce jour là, par la voix du vieux maréchal, c'était toute une conception de la démocratie occidentale démoralisée qui rendait les armes. Mais personne n'imaginait ce que seraient les conditions imposées par Hitler. C'était entre autres parce qu'il les imaginait à la fois inacceptables et contraires à son engagement envers Churchill de ne pas signer d'armistice séparé que Paul Reynaud s'était effacé.<sup>1</sup> Les pourparlers dans le célèbre wagon, sorti du musée pour la clairière de Rethondes, datent du 21 juin. L'acte d'armistice fut signé le 22 à 18 h 52. Cependant il était prévu que l'armistice ne serait effectif qu'après conclusion d'un cessez le feu avec l'Italie. Ainsi l'armistice entrerait en vigueur précisément le 25 juin à 0h35.

Du 21 au 25 juin, l'avance allemande continua, les unités françaises se comportaient de façon inégale, alternant résistance et débandade. De nombreux officiers allemands furent tentés par la conquête d'une gloire facile : ramener comme prisonniers une compagnie, un bataillon, un régiment ... Dans ce but, la ruse fut largement préférable à la force. Ainsi, rendre hommage au courage de valeureux adversaires, annoncer dès le 21 juin que l'armistice était signé, que la guerre était terminée ou proposer de rendre les honneurs constituèrent de bons investissements pour décider certains officiers français à composer et à cesser le combat.

Jean-Pierre Houel, ancien marchand de bois à Moussey et auteur d'un petit livre témoignage d'histoire locale a noté que certains généraux français rêvaient de la réédition des conditions proposées aux défenseurs de Belfort en 1870 : la citadelle restant invaincue, sa

garnison n'avait pas été internée et le Territoire de Belfort, constitué pour l'occasion, n'avait pas été annexé par l'Allemagne comme le reste de l'Alsace, la Moselle et deux cantons des Vosges. S'il était bien peu probable d'imaginer une quelconque « mini-zone libre » dans les sommets vosgiens, il restait toujours l'espoir d'échapper à la captivité. C'est cette fiction qui anima le 43<sup>ème</sup> CA du général Lescanne, isolé de la 5<sup>ème</sup> armée dont le général Condé venait de signer la reddition le 22 juin 1940, avec celle de la 3<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> armée. Ce texte précise : « latitude est laissée au général Lescanne et au général Flavigny (sous entendu isolés) de traiter à part ».



Le Donon en 1912 – collection JMA

Les troupes regroupées autour du Donon – 20 000 hommes - disposent encore de matériels et de munitions, mais les opérations militaires se portèrent autant vers la table de négociations que vers le champ de bataille.

Les forces en présence côté allemand étaient constituées par le 24<sup>ème</sup> Korps du général von Schweppenburg dont le PC était basé à Sarrebourg. La progression allemande s'affirma, les combats s'enchaînèrent les 20, 21, 22 juin et réduisirent de plus en plus le secteur tenu par le 43<sup>ème</sup> CA. Ce secteur n'était plus constitué, le 22 juin, que du plateau du Donon (théâtre de combats acharnés en 1914, son sommet culmine à 1 008 m), et des parties amont de nombreuses vallées : Sarre Blanche et Sarre Rouge au Nord, Plaine et Rabodeau vers l'Ouest, Framont à l'Ouest, sans aucune agglomération. Le PC français fut transféré de l'hôtel Velleda sur la plate forme du Donon au vieux bunker allemand de 14-18 du « Morveux ». Inutile de préciser que le bâtiment n'était pas très sain. Lui aussi prend l'eau. Pour la petite histoire, le 3<sup>ème</sup> bureau était dirigé par le capitaine Henri Frénay, futur résistant.

Les combats s'étaient arrêtés le 22 juin au soir, après divers engagements comme l'accrochage des Chavons, au Nord de Moussey, marqué par l'explosion d'un fourneau de mine rendant tout accès routier impossible. Les canons de 75 avaient refoulé des troupes allemandes remontant la vallée et

certainement peu soucieuses de l'emporter au corps à corps. Il est toujours possible de s'interroger, soixante dix ans plus tard, sur la combativité réelle des unités françaises. Objectivement, les combats et échanges de tirs furent attestés. Quelques tombes et entonnoirs subsistent encore mais sans commune mesure avec les traces laissées par la première guerre mondiale. De même, la plupart des positions de défense ont été abandonnées sans résistance. Ainsi le fort tout proche de Mutzig (construction allemande d'avant 1914, ouvrage impressionnant pensé pour une garnison de 7 000 hommes) ne fut pas défendu, les culasses des canons étant simplement démontées et jetées dans les puits... d'où elles furent plus tard récupérées. En 1944, toujours pour ce même ouvrage, les débris de formations allemandes ne consentirent à se rendre qu'après bombardement au napalm. Autre temps, autre motivation. Il est donc inexact de prétendre que la défense fut acharnée ou même simplement organisée : les unités refluaient vers l'arrière, avec ou sans chefs, avec ou sans matériel. Dans le cas du Donon, ces unités semblent donc avoir été plus poursuivies que sévèrement combattues.

Une délégation allemande se présenta le 23 juin au matin par le Nord, sur la route de St Quirin. À 8 h 40 le général Lescanne ordonna un cessez le feu et se fit fort par la suite de constater que ce furent les allemands qui étaient à l'initiative de la démarche. À ce moment précis, l'armistice était signé mais son application n'était pas encore effective. Lescanne sentit qu'il était de son intérêt de faire traîner les choses.

Ce fut dans la ferme intention de gagner du temps qu'un dernier télégramme, daté du dimanche 23, fut envoyé par le service Transmissions du 43<sup>ème</sup> CA à destination de l'État-Major. Dans ce télégramme, le général Lescanne indiquait qu'il avait lutté pour tenir bon jusqu'à l'armistice afin d'échapper à la captivité. Ce message fut également confié pour communication aux bons soins des officiers allemands. En définitive, la portée de l'émetteur ER 13 était trop faible. Le général von Schweppenburg a probablement jeté directement au panier son exemplaire : aucune réponse ne parvint au général Lescanne.

Entre temps une autre délégation allemande, de la 60<sup>ème</sup> ID, venant cette fois de Senones, passa les lignes sans être inquiétée (!) et se présenta au Donon. Mais pour elle, il était trop tard.

Les négociations se poursuivirent toute la journée du 23. Le général Lescanne repoussa une première convention, refusant de capituler sans conditions et estimant que ses hommes ne devaient pas être considérés comme prisonniers de guerre. Diverses impressions se dégagent de ces heures tragiques, décrites a posteriori de façon très favorables dans l'ordre général n° 91, un modèle de rhétorique patriotique que nous analyserons plus loin. Tout d'abord le commandement affirma sa volonté de maintenir la discipline dans les unités : toute tentative d'évasion individuelle était strictement interdite, même pour des soldats originaires de la région. L'illusion persista que la conclusion des « Accords du Donon » permettrait de sauver l'honneur et d'échapper à la captivité. Signalons simplement que ce texte n'a été rédigé que le 26 juin.

La déclaration de reddition était signée par le général Lescanne le 24 juin à 11 h 25, avec une simple **Promesse** et un engagement. Le texte signé s'intitule **Déclaration de reddition** et précise : « *des conditions très honorables m'ont été promises* ». Ces conditions ne sont pas clairement précisées. En contrepartie, « *promesse est donnée de veiller à ce que les armes, matériels et munitions soient livrés intacts* ».

Pendant que le PC réintérait l'hôtel Velleda, les négociations continuèrent à Sarrebourg pour aboutir au document figurant aux Archives Nationales. D'après les témoignages recueillis par Roger BRUGE, ce



**Soldats français défilant en unités constituées jusqu'à Strasbourg - Collection Nicolas Mengus (son grand-père paternel est au premier rang à gauche)**

document aurait été négocié en anglais, seule langue correctement maîtrisée par l'ensemble des protagonistes, puis traduit en allemand, et enfin en français. Chaque officier disposait d'un exemplaire de ce texte, ce qui en a assuré une large postérité. Sa lecture confirme les termes de la déclaration de reddition, en contradiction flagrante avec le texte de l'ordre général n° 91 en date du 26 juin: les armes, munitions et chevaux devaient être livrés.

Une quantité impressionnante de matériels fut remise au vainqueur aux points convenus, dans un alignement parfait, comme en témoignent les photos publiées par Roger Bruge. Le général Lescanne livra 3 226 chevaux, 422 mulets, une centaine de pièces d'artillerie, un millier d'armes automatiques, 742 camions et camionnettes, 87 tonnes de munitions d'infanterie, 320 tonnes de munitions d'artillerie. Nous sommes très loin du sabotage glorieux des armes qui ne peuvent plus tirer, faute de munitions. Par contre, les officiers continuèrent à commander leurs troupes, firent rectifier la tenue, disposèrent encore de leur arme individuelle chargée. Le 43<sup>ème</sup> CA était censé devenir une « Freie Division ». Il descendit en rangs les pentes du Donon, tenue identique pour chaque unité et commandement « tête gauche » pour un ultime défilé devant le général Lescanne devant l'hôtel Velleda. De nombreuses photographies montrent le passage en bon ordre dans les localités de la vallée de la Bruche. Cette fiction sera maintenue jusqu'à Strasbourg le 28 juin. Est-il exact que le Lieutenant

Ferraton du 34<sup>ème</sup> RIF ait fait entonner « *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* » au passage du panneau routier indiquant Strasbourg ?

C'est au cours de cette marche que le lieutenant Ferraton a déclaré s'être retrouvé à moins de trois mètres d'Hitler dont la Mercedes remontait lentement la colonne. En effet, le 28 juin, Hitler traversa le Rhin à Kehl accompagné du maréchal Keitel, du ministre d'origine alsacienne Otto Meisner et du Gauleiter Wagner. Il fut accueilli en Alsace par le général Dollmann, commandant de la 7<sup>ème</sup> armée. Après la visite de Strasbourg, de Sélestat, il se rendit au col de la Schlucht. C'est à ce moment qu'il prononça devant les troupes la petite phrase lourde de sens : « Nous garderons la plaine d'Alsace dans le Reich pour toujours ». La rencontre évoquée par le lieutenant Ferraton intervint lors du déplacement vers la Schlucht. À ce moment précis, notre officier disposait toujours, d'après Bruge, de son arme individuelle chargée ainsi que de deux grenades quadrillées. Certains officiers conservèrent leur arme individuelle jusqu'à la fouille précédant leur entrée en oflag, ce qui étonna singulièrement leurs geôliers.

Les pertes réelles des derniers combats autour du Donon ne sont pas bien connues mais semblent plutôt faibles. Quelques témoignages insistent aussi sur la faible combativité française. Ainsi le lieutenant de réserve Paul Klein de la classe 1923 insiste sur l'intoxication réussie par les allemands. Les fameuses

« formations constituées » interdisaient toute évasion et la libération promise à Strasbourg « selon les règles » de la Freie Division ne semblait pas très convaincantes. Un soldat alsacien anonyme d'un régiment du Génie confirme qu'il s'est rendu le 22 juin « sans tirer un coup de fusil ».

Pourtant différents témoignages, dont celui fourni par Marcel Pierron déposé aux Archives Nationales, insistent sur la destruction du matériel. « Devant les allemands qui présentent les armes, nous défilons avec nos armes brisées ». Nous ne pouvons juger si cette précision est véridique, si elle concernait les armes individuelles de la troupe, ou si certains commandants d'unité avaient pris l'initiative peu probable d'enfreindre les consignes officielles. Étrangement, deux versions semblent coexister suivant les sources, celle de la destruction des armes étant plutôt colportée par d'anciens hommes de troupe. Toutefois aucun témoignage connu ne vient confirmer un éventuel « double jeu » du Général

Lescanne afin de livrer des armes hors d'état. Celui-ci a laissé des documents qui ont pu être consultés par Roger Bruge, ardent défenseur de la mémoire des combattants de 1940. Lescanne n'aurait certainement pas oublié de mentionner cet épisode à forte connotation patriotique, lequel aurait été immanquablement reporté dans le livre cité. Il est bien entendu possible que les canons si parfaitement alignés sur les photos aient subi une discrète

mutilation les rendant, en pratique, inutilisables. À mon sens, cette hypothèse reste vraiment très peu probable : la logique des officiers généraux français consistait principalement à sauver l'honneur et concrètement à négocier un statut de division libre pour échapper à l'internement. Le sabotage du matériel dans l'urgence, rapidement détecté, serait venu flétrir la parole donnée par le général Lescanne et aurait fourni un prétexte évident au général von Schweppenburg pour refuser toute condition particulière. Ou alors von Schweppenburg, constatant le sabotage, a-t-il préféré fermer les yeux, dans l'euphorie de sa victoire, et savourant pleinement un arrêt des combats qui économisait le sang de ses soldats ? Cette dernière alternative reste à mon sens tout aussi improbable.

43ème C.A.--EM 1er Bureau--P.C. 26 Juin 1940

ORDRE GENERAL No 91  
=====

Officiers, Sous-officiers, caporaux et soldats du 43ème CA

Pendant ces jours de deuil, le 43ème CA est resté solide à son poste, comme un roc au milieu d'une mer démontée.

Le 13 Juin 1940, obéissant à des ordres supérieurs, il quittait, malgré lui, le ferme appui de la forteresse et entamait, presque sans équipage, la dure retraite pied à pied, il disputait à l'ennemi le sol français.

Le 18 Juin, il faisait front de GONDREXANGE à ARZVILLER sur le canal de la Marne au Rhin sans se laisser entamer, il y tenait ferme tout un jour contre un ennemi plus nombreux, dont il brisait l'élan au prix de lourdes pertes, le 37ème R.I.F. s'y couvrait de gloire.

Peu à peu, au prix de prodiges, à travers un pays occupé, les éléments épars qu'il avait laissés sur le front de la forteresse le ralliaient.

Le 20 et le 21, il faisait front définitivement à la lisière boisée des Vosges et l'élan des Divisions ennemies se brisait sur son rempart.

Sourd aux bruits d'armistice qui, peu à peu, gagnaient en consistance défendant sans espoir une cause où tout était perdu, sauf l'honneur privé de toutes relations avec les armées voisines et avec les ressources du pays, réduit aux seules munitions--aux seuls approvisionnements que par des prodiges d'ingéniosité, d'activité, son E.M. recueillait dans des dépôts épars et oubliés, luttant jour et nuit sans sommeil avec des troupes arrivées à l'extrême limite de l'effort humain, il a tenu bon, encerclé par 16 divisions allemandes, jusqu'à l'épuisement de ses ressources et de ses munitions.

Son chef a refusé de l'associer à la capitulation générale de 3ème, 5ème et 8ème armées; le 43ème CA a tenu 2 jours de plus.

Il a obtenu des conditions, qui, en accordant aux officiers leurs armes et bagages, en laissant la troupe aux ordres de ses officiers étaient un témoignage de la reconnaissance et de l'ordre qui régnaient au 43ème C.A.

Le 43ème CA a succombé au DONON, c'est un symbole; il a tenu jusqu'au 24 Juin 1940, le dernier coin de la terre d'Alsace, le point le plus septentrional du front français a tiré là-haut le dernier coup de canon.

Restez fiers, restez confiants, restez fidèles les uns aux autres  
Les jours de deuil auront leur fin.

Le Général LESCANNE  
Commandant le 43ème C.A.F.

Dernier télégramme transmis par le poste de service  
du 43<sup>ème</sup> C.A.

C.Q. de Z.N.X. à retransmettre pour tous les postes français

Le Général LESCANNE Commandant le 43<sup>ème</sup> C.A.F. à  
Ministère de la guerre

Je reçois par autorité allemande avis que l'armistice est signé entre FRANCE et ALLEMAGNE.  
Une des conditions de cet Armistice est la capitulation des 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> Armées françaises.  
Je suis coupé entièrement des Armées depuis 2 jours, ayant avec troupes du 43<sup>ème</sup> C.A.F. constamment lutté jusqu'à ce matin pour tenir bon jusqu'à Armistice et échapper à captivité.  
Je considère que je ne suis pas compris dans cette capitulation à moins que mon gouvernement n'y soit implicitement englobé.

P.C. le 23 Juin 1940  
Le Général LESCANNE  
Commandant le 43<sup>ème</sup> C.A.F.

Revenons en conclusion sur l'ordre du jour n° 91 du 43<sup>ème</sup> CA. ... « Le 20 et le 21, il faisait front définitivement à la lisière boisée des Vosges et l'élan des divisions ennemies se brisait sur son rempart. Sourd aux bruits d'armistice qui, peu à peu, gagnaient en consistance, défendant sans espoir une cause où tout était perdu, sauf l'honneur, privé de toute relations avec les armées voisines et avec les ressources du pays, réduit aux seules munitions et aux seuls approvisionnements que par des prodiges d'ingéniosité, d'activité, son E.M. recueillait dans des dépôts épars et oubliés, luttant jour et nuit sans sommeil avec des troupes arrivées à l'extrême limite de l'effort humain, il a tenu bon, encerclé par 16 divisions allemandes, jusqu'à l'épuisement de ses ressources et de ses munitions. Son chef a refusé de l'associer à la capitulation générale des 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> armées ; le 43<sup>ème</sup> CA a tenu 2 jours de plus. Il a obtenu des conditions, qui, en accordant aux officiers leurs armes et bagages, en laissant la troupe aux ordres de ses officiers étaient un témoignage de la reconnaissance de l'ordre qui régnait au 43<sup>ème</sup> CA. Le 43<sup>ème</sup> CA a succombé au Donon, c'est un symbole ; il a tenu jusqu'au 24 juin 1940, le dernier coin de la terre d'Alsace, le point le plus septentrional du front français a tiré là-haut le dernier coup de canon. » Or, le 26 juin, les principaux ouvrages de la Ligne Maginot - Schoenenbourg, Hackenberg, Hochwald, Simserhof - tenaient encore et interdisaient toute incursion dans leur périmètre.

Le capitaine Henri Frénay sut pour sa part trouver les moyens de s'échapper en récupérant un costume civil à l'hôtel Velléda. Il gagna la zone libre pour former le MLN (Mouvement de Libération Nationale) puis le réseau **Combat**, mais c'est une autre histoire !

Les pièces des archives nationales :

AN 72 AJ 206 1/13 :

- Conditions accordées au 43<sup>ème</sup> CA par le 24<sup>ème</sup> Korps à Sarrebourg le 24 juin 1940. Version en français, en allemand et une dactylographie ultérieure.

AN 72 AJ 206 1/18 :

- Relation des combats du 154<sup>ème</sup> RIF par M Marcel Pierron.
- Ordre général n° 91 du général Lescanne 26 juin 1940.
- Dernier télégramme officiel du général Lescanne (43<sup>ème</sup> CA) 23 juin 1940.

Internet :

- [www.atf40.fr](http://www.atf40.fr) Ce site – dont la visite est recommandée ! - indique la composition détaillée des différentes unités et présente des cartes montrant l'évolution quotidienne du front.

- <http://mes-photos-57400.over-blog.com/article-32149053.html> Balade dans le secteur du Donon montrant les nombreuses casemates de la première guerre mondiale.

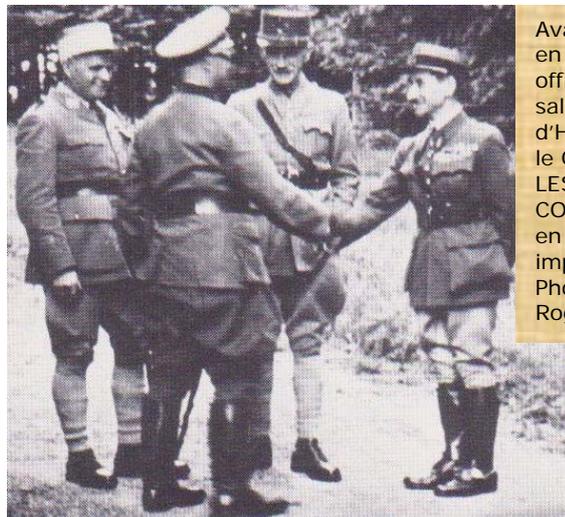
Bibliographie rapide:

Hoel Jean-Pierre « *Moussey 1940-1945* » édité à compte d'auteur.

Bruge Roger « *Les combattants du 18 juin tome 5 La fin des généraux* » Fayard 1989. Ce gros livre très documenté est l'aboutissement de près de vingt ans de recherches auprès des archives, des témoins français et allemands. La liste des références reste impressionnante mais les renvois sont malheureusement peu précis : on ne sait jamais vraiment de quelle source provient telle ou telle donnée. De plus ce livre présente des photos intéressantes et pour la plupart inédites, concernant la reddition du 43<sup>ème</sup> CA.

Lormier Dominique « *Comme des lions. Le sacrifice héroïque de l'armée française mai juin 1940* » Calmann-Lévy 2005.

Quelques lignes seulement p 259 sur le 43<sup>ème</sup> CAF et le général Lescanne. Dommage que le « dernier carré » des Vosges soit situé dans cet ouvrage, rapidement écrit, plus au sud du massif.



Avant le départ en captivité, un officier allemand salue le CNE d'HERBEMONT, le GEN LESCANNE et le COL JOCARD, en tenue impeccable.  
Photo collection Roger Bruge.

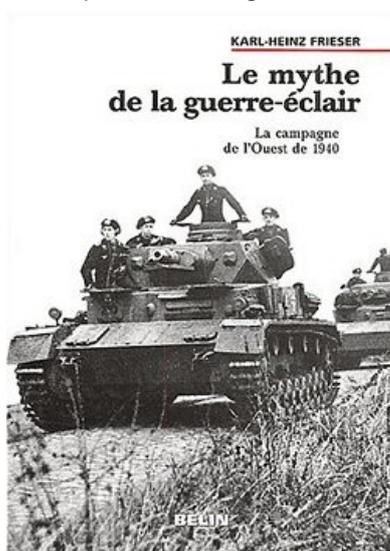
## À quand la remise en cause de la Frieser-Legende ?

Par François Delpla

L'historien militaire Karl-Heinz Frieser est connu hors d'Allemagne, et fréquemment encensé, pour un seul livre, déjà assez ancien : *Blitzkrieg-Legende* (1995), traduit en français en 2003 sous le titre *Le Mythe de la guerre-éclair*. L'ouvrage a de quoi séduire, notamment par la précision de sa description des combats de mai 1940. Elle permet notamment une mise au point salubre sur la question du fameux arrêt devant Dunkerque : Frieser fait litière de toutes les explications d'ordre militaire, fondées sur la fatigue des chars, l'inquiétude liée à leur progression trop rapide par rapport à l'infanterie, le souci de les réserver pour les futures batailles ou la crainte de les voir s'enliser dans un terrain marécageux. Si certains de ces facteurs ont pu jouer les jours précédents, il n'en est rien au moment de l'arrêt, la faiblesse des réactions de l'ennemi et l'imminence d'un achèvement de son encerclement donnant au contraire un moral et un allant redoublés à l'armée assaillante, d'un bout à l'autre de la chaîne de commandement.

L'ouvrage souffre cependant d'un défaut majeur, qui déteint jusque sur son titre. Il fait accroire qu'il n'y avait pas de pilote aux commandes de cette fulgurante progression ! Peu de livres ou d'articles, depuis les premiers pamphlets des années 1920, ont prêté à Hitler aussi peu de qualités. Il n'avait nullement prévu que l'Angleterre et la France lui déclareraient la guerre, et se trouvait littéralement désarmé qu'elles l'aient fait. C'est donc le général von Manstein qui lui avait fourni un providentiel plan d'attaque pour se tirer d'affaire mais, dans l'exécution, il avait abominablement cafouillé et n'avait été sauvé que par l'indiscipline des généraux de blindés, Guderian principalement.

Ce sera sans doute un sujet d'étonnement, dans une génération ou deux, que cette prose n'ait pas été critiquée davantage, à une époque où la nocivité du



nazisme était pourtant chaque jour rappelée, particulièrement à propos de la persécution des Juifs. Il est vrai que ce sujet est prétexte à des débauches de moralisme, plus que de finesse interprétative, témoin une certaine stagnation des études sur la répartition des rôles entre Vichy et les Allemands dans les arrestations (que fait notamment progresser Ahrlich Meyer<sup>1</sup>, mais



peut-être reste-t-il aussi isolé qu'un Lukacs ou un Costello sur la campagne de 1940 ?). Si on voulait être méchant, on pourrait pourtant étendre à des gens comme Frieser la catégorie du négationnisme. En tout cas, son nazisme balourd et emprunté, son Hitler aussi maladroit que Guillaume II pour ne pas dire plus, ne rendent guère compte de la virulence du cancer que la passivité générale avait laissé croître en Europe depuis 1933.

Mais lors de la parution du livre de Frieser, le pire restait à venir. Il arriva en mars 2000 sous la forme d'un article du même, censé résumer son livre, dans le n° 62 de la revue *Autrement* intitulé *Mai-juin 1940/Défaite française, victoire allemande, sous l'œil des historiens étrangers*. Ce texte vient hélas d'être réédité sans changement, avec le numéro tout entier, présenté cette fois comme un ouvrage autonome, et comme une nouveauté. On imagine difficilement façon plus radicale de suggérer qu'il n'y aurait plus rien à dire sur cette période ! Or ce qui en 2000 était déjà fort discutable devient aujourd'hui parfaitement inacceptable.

J'en prendrai comme exemple l'ordre d'arrêt devant Dunkerque. Dans son livre, indiquais-je plus haut, Frieser en ruinait les interprétations militaires. Selon lui, personne, pas plus Hitler que Göring ou quelque gradé que ce fût, ne craignait encore une contre-attaque. Certes, l'auteur ignorait Costello<sup>2</sup> (découvreur d'une filière suédoise de proposition d'une paix « généreuse » par le Reich et de toute une manœuvre diplomatique parallèle à l'offensive des chars, qu'il s'agissait de coordonner avec elle), et il donnait une interprétation de l'ordre d'arrêt tributaire de sa piètre appréciation des qualités de chef de Hitler : celui-ci aurait bloqué le mouvement uniquement pour réaffirmer son autorité ! Mais entre ce fourvoiement et le résumé de l'affaire dans l'article de 2000, on assiste à une véritable décadence :

(...) l'avancée des blindés allemands prit la forme d'une faux effilée, par suite de l'absence d'une protection sur les flancs. (...) Les nerfs de Hitler finirent par lâcher. Il intervint à plusieurs reprises et fit

<sup>1</sup> Son livre de 2005 *Täter im Verhör / Die Endlösung der Judenfrage in Frankreich 1940-1944* reste scandaleusement ignoré en France.

<sup>2</sup> Cf., du même auteur, « Fight on ? », *Histomag'44* n° 56, octobre 2008.

stopper les blindés. Son « ordre d'arrêt » le plus lourd de conséquence fut celui de Dunkerque. C'est ainsi que 370 000 soldats alliés, comprenant le corps expéditionnaire britannique tout entier, purent échapper au piège. Par cet acte, Hitler changea le succès stratégique espéré par Manstein en une simple victoire opérationnelle.



**Karl-Heinz Frieser**

Plus question d'une crise de commandement, l'ordre d'arrêt est dû à présent à la fragilité des nerfs du chef : voilà un condensé de livre qui en vient à dire le contraire de ce qu'il est censé résumer. Et pour cause : à force de conforter la pire tradition des écrits sur Hitler, celle que j'appelle l'antinazisme primaire, l'auteur en vient à renier ses propres avancées et à se faire reprendre par le peloton des traditionalistes qui, depuis 1948 et un fameux livre de Liddel Hart confessant les généraux allemands, attribuait l'ordre d'arrêt à l'intervention intempestive d'un caporal affolé dans le travail des spécialistes.

Frieser manque aussi, dans cet article, de la rigueur la plus élémentaire en ce qui concerne le plan de Manstein. Il le baptise « coup de faucille » comme s'il s'agissait d'une expression d'époque... et pourtant dans un autre passage il l'attribue à Churchill, observant le phénomène de l'extérieur dans son discours du 4 juin. Mais celui-ci parle d'une faux, ce qui n'est pas la même chose, comme nous allons le constater tout de suite. Et Frieser lui-même, dans l'extrait cité, emploie le mot « faux » !

En fait, l'image de la faux correspond bien aux vues de Manstein et celle de la faucille... au comportement de Hitler. Par un mouvement de faux, la descente blindée le long de l'Aisne et de la Somme, l'armée allemande coupait de ses bases l'aile marchante adverse aventurée en Belgique. Mais ce général n'avait envisagé qu'une bataille d'anéantissement, taillant en pièces les Français là où on les rencontrerait. Il voulait en particulier les affronter au plus vite vers le sud, en dépassant partout les lignes d'eau<sup>3</sup>. Hitler, au

<sup>3</sup> Cf. du même auteur, « De Gaulle et Manstein pendant la drôle de guerre : drôles de dissertations sur l'arme blindée », *Histoire(s) de la dernière guerre* n° 3, 2010.

contraire, s'arrangea pour que ces lignes ne fussent franchies que par quelques petites têtes de pont, et occupées par l'infanterie en position défensive. C'est qu'il ne voulait, du moins tous ses actes tendent à le montrer, qu'anéantir l'aile marchante dans un piège qui se referma vers Dunkerque, dessinant de ce côté un demi-cercle qui évoque bien la forme d'une faucille.

Ce n'est qu'en 1957 qu'un historien, Adolf Jacobsen, a présenté le plan allemand comme un « Sichelschnitt-Plan » (plan « coup de faucille ») avec un tel succès que beaucoup de gens croient qu'il s'agissait du nom de code de l'opération ! Par ce tour de passe-passe, précisément, on aide Manstein (alors vivant, et intervenant dans ces débats) à s'installer comme un coucou dans le mérite propre de Hitler et à prétendre qu'il prévoyait à la fois un encerclement dunkerquois et une attaque vers le sud.

Hitler avait bel et bien préparé une guerre-éclair contre la France – après une répétition générale en Pologne. Mais non Manstein ! Son laminage de l'armée française aurait laissé intact le problème d'une Angleterre et d'une Amérique inquiètes, lésées et attentistes. Car la guerre n'est rien sans la paix qui en sanctionne les acquis et le prétendu stratège n'en manifestait nul souci, tandis que Hitler, avec son hold-up rapide et ses conditions tentatrices, offrait une solution aussi réaliste que conforme, avec une précision saisissante, au programme tracé sur ce chapitre dans *Mein Kampf*.

On nous impose depuis quinze ans, sur ce sujet, une histoire dominante stérile<sup>4</sup>, dont les débats de 2010 vont, faut-il espérer, sonner le glas si tous les passionnés les abordent sans complexes. Il urge de comprendre enfin que Hitler avait fort bien calculé son coup, qu'il avait en juin 1940 convaincu une immense foule de décideurs, dans tous les pays, de l'urgence d'arrêter la guerre dans l'espoir de limiter ses gains par la diplomatie, et que Churchill et de Gaulle n'ont pas usurpé leur gloire. Ils étaient bel et bien parmi les très rares à croire encore à une solution militaire – ou, ce qui revient au même, à préférer mourir en combattant plutôt que de reconnaître les gains nazis<sup>5</sup>.

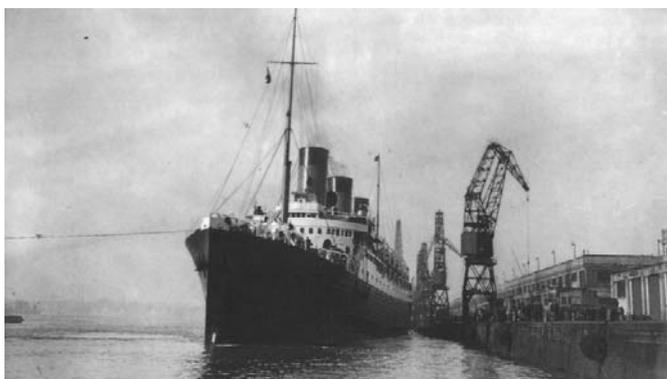
<sup>4</sup> D'autres signes en sont le numéro spécial de *L'Histoire* d'avril 2010, et une table ronde co-organisée par ce magazine à l'École de guerre, le 10 avril, intitulée « France 1940 le printemps tragique ». Pour un compte rendu : <http://atf40.forumculture.net/questions-diverses-f14/table-ronde-sur-la-campagne-de-france-t1789.htm#12322>.

<sup>5</sup> Je développe certaines de ces questions (notamment le renouvellement des analyses sur 1940 en 1990-91 par John Lukacs et John Costello) dans la nouvelle préface de *Churchill et les Français*, à paraître début mai aux éditions de Guibert. Voir aussi l'article « Blitzkrieg (légende ?) » de mon *Petit dictionnaire énervé de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Opportun, 2010.

## Un officier honnête

Par Daniel Laurent

En juin 1940, le gouvernement français, replié sur Bordeaux devant l'avance foudroyante de la Wehrmacht, se retrouve devant un choix difficile : soit « arrêter les frais », donc capituler ou demander un armistice, soit partir vers l'AFN (Afrique française du Nord) avec ce qui peut être sauvé de l'armée et des institutions. Les tendances s'affrontent. Les « pacifistes » l'emporteront sur les « bellicistes » mais entre temps le piège du *Massilia* se referme sur certains « bellicistes ».



En effet, le 19 juin 1940, le gouvernement français décide apparemment de partir en Afrique du Nord pour se soustraire à l'avance allemande. Les parlementaires reçoivent l'ordre de gagner le port du Verdon en aval de Bordeaux où un paquebot, le *Massilia*, est mis à leur disposition. C'est l'amiral Darlan, ministre de la Marine, qui signe la note officielle le 20 juin. Le navire lève l'ancre le 21 juin, soit quatre jours après la formation du Gouvernement Pétain et la veille de la signature de l'armistice. Vingt-sept parlementaires seulement, vingt-six députés et un sénateur, sont à bord, dont Édouard Daladier, Georges Mandel, Pierre Mendès France et Jean Zay. Le départ est organisé par Édouard Barthe, questeur de la Chambre, au moment même où Pétain et Weygand négocient l'armistice.

Dans le même temps, Raphaël Alibert s'arrange pour maintenir sur place le Président de la République, Albert Lebrun, en prétendant (mensongèrement) que les Allemands n'ont pas franchi la Loire et en apposant le cachet du Maréchal sur un ordre adressé aux ministres les enjoignant de rester à leurs domiciles en dans l'attente de nouvelles instructions. Un mensonge et un faux, de la part de celui qui deviendra le premier juriste du régime de Vichy.

Le *Massilia* arrive à Casablanca le 24 juin, après la signature de l'armistice franco-allemand et la veille de celle avec l'Italie. Les parlementaires n'ont donc pas eu leur mot à dire dans la décision de capituler, du fait de leur éloignement dont l'opportunité est rarement mise en relief. À Bordeaux, le Haut-commissaire à la Propagande du gouvernement Pétain, Jean Prouvost, achève de déconsidérer les passagers : « *En fuyant les responsabilités qu'ils ont contractées vis-à-vis de la*

*nation, ils se sont retranchés de la communauté française* »<sup>1</sup>.

Les parlementaires sont bloqués sur place, le ministre de l'Intérieur de Pétain, Adrien Marquet, ayant ordonné qu'aucun parlementaire ne puisse quitter l'Afrique du Nord. Cette mesure permet d'éviter l'intervention, dans les débats qui aboutiront le 10 juillet suivant au vote des pleins pouvoirs à Pétain, de ces opposants jugés trop gênants car, ténors parlementaires, ils pourraient rendre un peu de courage républicain à leurs collègues effondrés.

Parmi eux, Georges Mandel, député, ancien ministre et accessoirement juif, a été l'un des rares à avoir compris et à dire haut et fort à l'Assemblée, la menace qu'Hitler faisait peser sur la France et ce dès 1933 :

*« Mais ne puiserez-vous pas dans votre patriotisme, Monsieur le Président du Conseil, une ferme résolution de redressement ? Un homme de votre qualité n'accepte le pouvoir que pour y faire autre chose que ses prédécesseurs. Eh bien, la menace allemande vous en donne l'occasion. Profitez-en, je vous en adjure ! Ne vous tenez pas à Genève en posture de défenseur. Dressez-vous y au contraire en accusateur public ! Le destin de la liberté, comme le salut de la paix, en dépend ! »*<sup>2</sup>

En montant sur le *Massilia*, Mandel se jette dans un piège d'où il ne sortira plus, puisque l'armistice est négocié et signé pendant qu'il est en mer et que, lorsqu'il arrive au Maroc, le temps et les moyens manquent pour susciter un soulèvement de l'Empire, Noguès se gardant bien d'en donner la moindre chance aux « bellicistes ». On pourrait dire que Georges Mandel est ainsi passé à côté de son destin : résistant avant l'heure, il aurait pu être, à Londres en juin 1940,



le porte-voix d'une France résistante, en lieu et place de Charles de Gaulle, ainsi que le souhaitait Churchill.

Les raisons qui expliquent sa démarche suscitent toujours des discussions de nos jours. Pourquoi Georges Mandel ne s'est-il pas retrouvé à Londres ? Dans ses Mémoires de guerre, Charles de Gaulle, revenant sur cet épisode, écrira « *C'est à cela qu'a peut-être tenu, physiquement parlant, ce que j'ai pu faire par la suite* »<sup>3</sup>,

Selon certains<sup>4</sup>, le général Spears aurait proposé le 16 juin à Mandel de quitter Bordeaux avec lui et de Gaulle pour se rendre en Angleterre et Mandel aurait répondu : « *Vous craignez pour moi parce que je suis juif. Et bien c'est justement parce que je suis juif que je ne partirais pas demain, cela aurait l'air de dire que j'ai peur et que je m'enfuis* »

Pour François Delpla, la raison est plutôt politique, Georges Mandel estimant que son devoir est de tenter de poursuivre la guerre dans l'Empire quitte à générer un soulèvement en Afrique du Nord, seul espoir de continuer la guerre *en France*. Cependant, il est surpris par la rapidité avec laquelle l'armistice est signé aussi bien avec les Allemands que les Italiens : en effet, le déroulement des événements précédents, lui laissait penser qu'Hitler allait continuer à « lambiner » à ce niveau comme il l'avait fait entre le 17 et le 20 juin... Mais brusquement le Führer accélère la manœuvre, ne laissant aucune place à la négociation et aidant ainsi à la prise au piège de Mandel sur le *Massilia*.

Comme Daladier, il peut descendre du *Massilia* mais leurs bagages et les autres parlementaires sont consignés à bord. Antinazi précoce et connu, dans le collimateur de Berlin depuis longtemps, le « Juif Mandel » ne peut espérer que Vichy, qui déjà n'en est

plus à cela près, respecte son immunité parlementaire.

Le 27 juin, il est mis en état d'arrestation. Le 17 juillet une information pour complot contre la sûreté de l'État est ouverte contre lui sur la demande de Weygand devant le tribunal militaire, à la suite d'un rapport de Noguès prétendant qu'il avait demandé la venue de deux émissaires anglais.



Un télégramme adressé le 8 juillet par Weygand à Noguès lance la machine :

« (...) faites ouvrir immédiatement devant le tribunal militaire de Casablanca une information contre X pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État.

*Cette information pourra être transformée dès la clôture de la session parlementaire par une information visant expressément M. Mandel.* »<sup>5</sup>

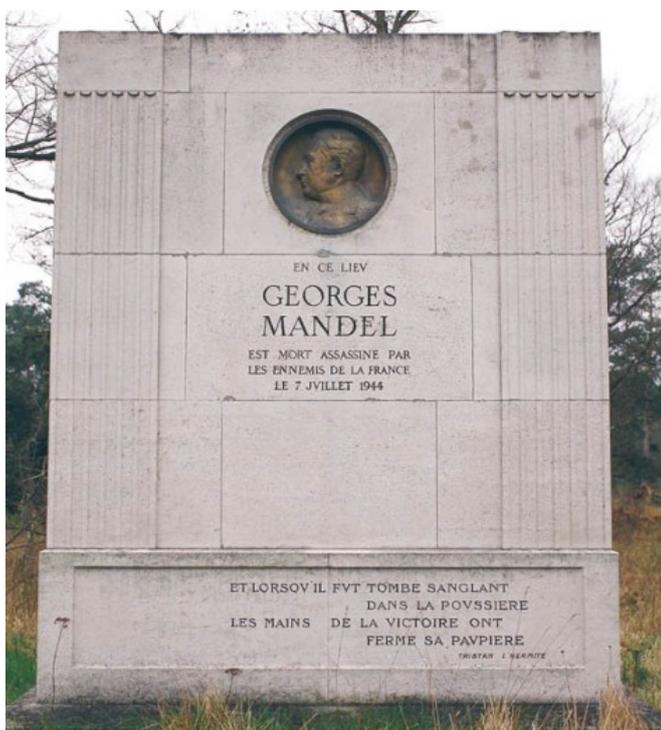
Ce genre de procédure peut mener directement à une condamnation à mort.

Mais un officier honnête, le lieutenant-colonel Roger Loireau<sup>6</sup>, rend le 7 septembre une ordonnance de non-lieu. Figurent au dossier deux télégrammes en chiffre du consul d'Angleterre au Maroc, contenant peut-être, est-il écrit dans le dossier remis à Loireau, la preuve que Mandel a sollicité une entrevue avec le ministre anglais de l'Information, Duff Cooper, et le général Gort, Gouverneur de Gibraltar, de passage à Rabat à ce moment-là. Mais ils ne sont pas, ni ne seront, déchiffrés ! Dans la première version de ses Mémoires, probablement la plus fiable, Paul Reynaud fait état d'une confidence que lui aurait faite Georges Mandel à l'époque : il tenait de Loireau que sa hiérarchie lui avait demandé de rendre un arrêt permettant une condamnation à mort. Le non-lieu du lieutenant-colonel est donc en totale contradiction avec les souhaits, et, très vraisemblablement, avec les instructions de sa hiérarchie.

Passant outre cette décision, le gouvernement fait casser l'ordonnance puis, la Cour suprême de justice, installée à Riom depuis le 12 août, est saisie du dossier et Mandel est ramené en France par avion le 10 septembre. Roger Loireau est sanctionné dès la semaine suivante, le nouveau ministre de la Guerre, Huntziger, le mettant à la retraite d'office le 13 septembre. Puis il est rapidement radié des cadres et déclaré « en congé d'armistice sans emploi », donc sans solde.

Mandel a-t-il couru le risque d'être condamné à mort et exécuté ? C'est une certitude et, en sauvant son honneur au prix de son gagne-pain, Roger Loireau a œuvré aussi pour celui de la France.

Pétain cherche à convaincre les Allemands de sa docilité afin d'obtenir des libérations de prisonniers ou des assouplissements sur la ligne de démarcation... Mais surtout, il espère rapprocher la date d'un traité de paix « généreux » avec l'Allemagne aux dépens du



prochain vaincu : le Royaume-Uni. En effet, Pétain espère que la folle résistance britannique, dont il se félicite mais dont il pense qu'elle ne va pas durer, peut lui être utile face au vainqueur évident que semble être Adolf Hitler. Mandel est Juif, quelle aubaine dans ce cadre ! C'est dès les premiers jours du régime que la vague de violences originaire de Berlin atteint Vichy.

Le lieutenant-colonel Roger Loireau, qui a gâché sa carrière et peut-être risqué pire par honnêteté intellectuelle à une époque où nombreux sont ceux qui se couchent, mérite qu'hommage lui soit rendu bien qu'il n'ait fourni à Georges Mandel qu'un bref sursis, ce dernier ayant été finalement assassiné le 2 juillet 1944 en région parisienne par des Miliciens agissant sur ordre allemand et sous la surveillance de la SS.

#### Notes :

[1] Cité par Nicolas Bernard sur [www.39-45.org](http://www.39-45.org)

[2] Discours à l'Assemblée Nationale, 9 novembre 1933.

[3] Suite à un entretien le 13 juin 1940 avec Mandel qui ne pense qu'à poursuivre la guerre dans l'Empire et encourage un de Gaulle hésitant à rester dans le gouvernement en tant que Secrétaire d'État à la guerre – *Mémoires de guerre, tome 1, l'Appel*, Plon, 1954, p. 58-59

[4] Dont Jean-Noël Jeanneney (*Georges Mandel, l'homme qu'on attendait*, Tallandier, 2009), et Pierre Arrivetz, Président de l'Association *Chatou Notre Ville*, ville natale de Georges Mandel, se référant semble-t-il à l'ouvrage de Bertrand Favreau.

<http://chatounotreville.hautetfort.com/archive/2007/05/24/georges-mandel.html>

[5] Cité par Bertrand Favreau, p. 426

[6] Que Bertrand Favreau, *op. cit.*, puis François Delpla, nomment erronément Henri Loireau



**Roger Loireau**

#### Roger Loireau

Né le 9 novembre 1894 à Paris, Roger Loireau intègre l'École spéciale Militaire et en sort Aspirant en novembre 1913. Sous-lieutenant au 10<sup>ème</sup> bataillon de chasseurs, il est blessé à la poitrine par un éclat d'obus à Vallerysthal le 20 août 1914, fait prisonnier et envoyé au Fort de Ingolstadt en Bavière. Il tente de s'en évader en août 1915 mais est repris après 24 heures de « cavale ». Deux citations à l'ordre du régiment figurent dans son dossier.

Promu Lieutenant en 1916, puis Capitaine en 1919, il mène, selon son dossier, une carrière coloniale entre les deux guerres essentiellement à Madagascar et au Maroc et lors de quelques (courtes ?) périodes en Allemagne, vraisemblablement en Sarre au sein d'une unité coloniale.

Roger Loireau se marie en janvier 1921 à Vallerysthal, le village mosellan où il a été blessé en 14, avec une Mosellane, ce qui laisse penser que c'est au même endroit qu'il a frôlé la mort et rencontré celle qui va lui donner deux enfants, deux filles dont hélas nous n'avons pas retrouvé la trace.

Nommé Officier de Justice Militaire Adjoint en décembre 1928, il prend un poste à Meknès (Maroc) puis à Casablanca et à Tananarive.

Roger Loireau devient Commandant en mars 1934 et exerce au Tribunal Militaire de Rennes comme juge d'instruction jusqu'en mai 1938, date à laquelle il est de retour à Meknès. C'est dans le cadre de la mobilisation générale en 1939 qu'il devient Lieutenant-colonel et substitut du procureur militaire, toujours à Meknès où l'affaire Mandel le rattrape. Mis à la retraite d'office le 13 septembre 1940, il est rayé des cadres et déclaré « en congé d'armistice sans emploi ».

Cette sanction n'a pas dû satisfaire certains de ses supérieurs puisque dès le 23 novembre 1942, soit seulement 15 jours après le déclenchement de l'opération Torch, Roger Loireau est réintégré, sa mise en retraite annulée avec effet rétroactif et il va continuer sa carrière dans la justice militaire, devenant Colonel en décembre 1943. Après un séjour à Paris en 1945, il est nommé en Allemagne fin 1946. Admis à faire valoir ses droits à la retraite en novembre 1955, Roger Loireau est décédé le 5 mars 1956 dans sa chère Moselle.

#### Décorations :

Croix de guerre 1915-1918 avec 2 étoiles de bronze

Médaille des évadés

Médaille commémorative

Médaille Interalliée et de la Victoire

Croix du combattant

Commandeur de la Légion d'Honneur (décision du 5 novembre 1953)

Officier de l'ordre de l'Etoile d'Anjouan

#### Sources :

*État signalétique et des services du colonel Roger Loireau*, SHD, cote 8 Y<sup>e</sup> 111203

*Qui a tué Georges Mandel*, François Delpla, L'Archipel, 2008

*Georges Mandel ou la passion de la République (1885-1944)*, Bertrand Favreau, Fayard, 1996

*L'affaire du Massilia, été 1940*, Christiane Rimbaud, Seuil, 1984

## Les Canadiens (français) et la défaite de la France

Par Sébastien Vincent

Le 70<sup>e</sup> anniversaire de la chute de la France sera à peine souligné au Québec. Pourtant, les événements survenus en mai et juin 1940 ont eu un impact important au Québec et au Canada.

Quelle a été l'implication des Canadiens dans les opérations menées en France en mai et juin ? Quel impact la défaite française a-t-elle eu sur la conduite du gouvernement canadien, sur l'opinion publique canadienne française et, fait inattendu, sur le monde de l'édition québécoise ? C'est à ces questions que tente de répondre cet article<sup>1</sup>.

Du côté militaire, on verra que les Canadiens stationnés en Angleterre ont essentiellement assuré la défense de l'île durant ces mois tragiques. Ils n'ont pas participé à l'évacuation de Dunkerque et leur passage en sol français s'est limité à une cinquantaine d'heures du côté de Brest, entre le 12 et le 14 juin.

On montrera ensuite que le désastre de Dunkerque et la défaite de la France ont conduit le gouvernement canadien à adopter en accéléré une série de mesures plaçant le pays en état de guerre. La première de ces mesures concerna la mobilisation des hommes pour le service de défense du territoire canadien.

Enfin, on soulignera que la chute de la France a eu un écho important dans les journaux et l'opinion publique des Canadiens français<sup>2</sup> et qu'elle a eu une conséquence inattendue pour les éditeurs du Québec. Ces derniers furent en effet appelés à prendre le relai de leurs homologues français qui ont dû composer avec les restrictions imposées par l'occupant allemand jusqu'à la libération.

### **Le rôle défensif de l'Armée canadienne en Angleterre jusqu'en mai 1940**

Les mois qui précèdent la chute de la France voient des milliers de Canadiens se rendre en Grande-Bretagne. De fait, trois convois mènent quelque 23 000 hommes tous grades confondus, entre le 17 décembre 1939 et le 7 février 1940<sup>3</sup>.

Ces hommes relèvent de quelques éléments d'artillerie, mais surtout de la 1<sup>re</sup> division canadienne formée par le Royal Canadian Regiment, le Princess Patricia's Canadian Light Infantry et le 22<sup>e</sup> Régiment, une unité provenant du Québec. La 1<sup>re</sup> division constitue le pivot de la défense des îles britanniques. Le lieutenant-général Andrew G.L. McNaughton (1887-1966) la commande. Bien que ses états de service en 1914-1918 aient été excellents, il n'a jamais dirigé une grande unité. Il paraît davantage enclin à soigner son image



*Andrew George Latta McNaughton, diplômé de l'Université McGill à Montréal en génie électrique, fut nommé, en août 1945, président de la section canadienne de la commission permanente mixte de défense du Canada et des États-Unis. En 1946, il a été nommé représentant canadien à la commission d'énergie atomique de l'ONU. Il présida également la commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada. Il a aussi été membre du cabinet canadien et Ministre de la défense. Il est ici photographié en 1939.*

© Archives nationales du Canada

Les troupes canadiennes résident à Aldershot, un grand centre militaire du Hampshire situé à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Londres. Tout au long du rigoureux hiver de 1939-1940, les hommes poursuivent tant bien que mal leur instruction dans l'attente de joindre le corps expéditionnaire britannique déployé à la frontière franco-belge.

Plusieurs facteurs minent le moral : les carences et les défaillances de l'entraînement et de l'équipement militaire vétuste, le climat froid et humide, la diète frugale, l'influenza et le calme absolu de la « drôle de guerre ». Le sentiment de perdre leur temps en Angleterre gagne l'esprit des militaires. Les relations avec les civils britanniques vivant dans la région d'Aldershot se détériorent<sup>5</sup>.

Les événements se précipitent à compter d'avril 1940. Après avoir conquis la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, la Wehrmacht atteint la Manche le 21 mai. Elle emprunte ensuite le nord, menaçant de couper les communications du corps expéditionnaire britannique qui s'apprête à se replier vers Dunkerque pour tenter de sauver ce qui peut l'être.

Le 23 mai, le *War Office* britannique fait appel à la 1<sup>re</sup> division canadienne. Celle-ci constitue l'une des quelques unités soi-disant formées et approximativement équipées se trouvant encore en

Angleterre. Il informe McNaughton qu'il souhaite lui confier le commandement d'un corps de troupe afin de rétablir les communications entre le corps expéditionnaire britannique et les ports de Boulogne et de Calais. Le soir, McNaughton quitte Douvres à bord d'un contre-torpilleur anglais pour se rendre en reconnaissance dans la zone de Calais et de Dunkerque.

Le même jour, la 1<sup>re</sup> brigade d'infanterie canadienne, commandée par le brigadier Armand A. Smith, et le 3<sup>e</sup> régiment d'artillerie de campagne commencent à se déplacer vers Douvres pour l'embarquement. L'ordre ne viendra pas. Devant l'avance allemande et la situation générale chaotique qui prévôt dans la région, McNaughton juge inutile pour l'instant de lancer de nouvelles troupes en sol français. Celles en place ont besoin d'organisation plutôt que de renfort, estime-t-il et, de toute évidence, « les renforts canadiens ne pourraient guère changer la situation à Dunkerque »<sup>6</sup>. Sur ce point, McNaughton ne peut être blâmé. Sa décision a eu pour effet de sauver sa division de la catastrophe.

La 1<sup>re</sup> brigade d'infanterie canadienne revient à Aldershot sans avoir été déployée. Suivent trois autres propositions d'envois dans les jours suivants. Elles sont toutes rejetées après examen de la situation. Bien que les Canadiens soient de nouveau mis en état d'alerte, aucun d'entre eux ne part pour Dunkerque<sup>7</sup>. C'est ainsi, après de longues discussions que le projet d'envoyer des hommes à Dunkerque sous le nom de code « Angel Move » est définitivement abandonné<sup>8</sup>.

La Grande-Bretagne court un grave danger d'invasion. Le 29 mai, la 1<sup>re</sup> division canadienne et ses troupes auxiliaires se rendent dans la région de Northampton. Elle occupe cette position centrale durant toute la « semaine de Dunkerque ». Elle forme dorénavant un corps autonome désigné sous le nom d'« Armée canadienne » qui constitue, selon McNaughton, une « réserve hautement mobile, souple et efficace » parée à marcher contre l'envahisseur potentiel de l'Angleterre<sup>9</sup>.

### **Les troupes canadiennes en France en juin 1940**

Les Allemands arrivent à Dunkerque le 4 juin. Ils se gardent d'attaquer la Grande-Bretagne, car l'ennemi demeure la France. La 1<sup>re</sup> division blindée et la 51<sup>e</sup> division constituent les seules unités britanniques restées sur le continent européen, malgré l'avance allemande. Pour les appuyer et les soutenir, le gouvernement britannique envoie toutes les divisions en état de partir, c'est-à-dire la 52<sup>e</sup> et la 1<sup>re</sup> division canadienne. Les troupes doivent exécuter un plan désespéré : tenir une « redoute » anglo-française dans la péninsule bretonne.

Les 12, 13 et surtout 14 juin, la 1<sup>re</sup> brigade d'infanterie canadienne, des unités auxiliaires et une partie de l'artillerie débarquent à Brest. La 1<sup>re</sup> brigade d'infanterie opère une brève incursion jusque dans la région du Mans avec pour objectif général de menacer le flanc de toute progression allemande vers le sud-ouest. Ce plan à peine esquissé est vite abandonné à cause du manque de troupes pour le mettre en œuvre et du fait que les ordres s'avèrent difficiles à

transmettre et à exécuter dans un contexte de débâcle et de dissolution du gouvernement français<sup>10</sup>.

Étant donné l'impossibilité de tenir en Bretagne, il est décidé de ne plus envoyer de troupes en France et que soient rappelées celles qui s'y trouvent. Le 14 juin, jour de la chute de Paris, les Canadiens reçoivent l'ordre de retraiter après avoir passé une cinquantaine d'heures seulement en sol français. Ils se retrouvent à nouveau à Aldershot, sans avoir rencontré l'ennemi. Au cours de cette brève incursion en France, les pertes canadiennes s'élèvent à six hommes.

« Pour l'Armée canadienne en général, la chute de la France est vécue comme une sorte de tragi-comédie, car, heureusement, les Canadiens vivent la tourmente en spectateurs. La défaite a été si soudaine que les unités de la 1<sup>re</sup> division n'ont pas eu l'occasion d'être engagées pour colmater les brèches causées par les assauts allemands. Mais le grand état-major britannique l'avait envisagé »<sup>11</sup>. Toute l'armée de campagne canadienne se trouve réunie à Aldershot pour se préparer à une autre bataille, à venir peut-être, celle qui suivrait une éventuelle invasion de l'Angleterre.

### **La réaction du gouvernement canadien face à la défaite de la France**

Le parti libéral mené par William Lyon Mackenzie King (1874-1950) remporte les élections fédérales du 26 mars 1940 dont le thème principal porte essentiellement sur la conscription, surtout dans la province du Québec. Le fait que 64 sièges ont été gagnés au Québec lors de cette élection nationale sur une possibilité de 65 peut être interprété comme un vote de gratitude de la population envers les dirigeants fédéraux pour leur promesse de ne pas avoir recours à la conscription pour le service outre-mer.

Dans la foulée de la défaite de la France et de la retraite britannique de Dunkerque, le gouvernement canadien adopte une série de mesures plaçant le Canada en état de guerre. La première de ces mesures concerne la mobilisation dont la mise en place est totalement chambardée à la suite des victoires allemandes en Europe de l'Ouest. Le 23 mai, on annonce la décision de créer un corps qui sera connu sous le nom de « Garde territoriale d'anciens combattants ». Celle-ci consistera, au début, en 12 compagnies chargées de la protection des propriétés militaires en sol canadien.

Le 14 juin, jour de l'entrée des Allemands dans Paris, King assure son homologue français Paul Reynaud de l'appui du Canada. Pendant ce temps, le ministre canadien des transports, Clarence Decatur Howe, fait approuver en première lecture un projet de loi accordant au gouvernement fédéral des pouvoirs quasi discrétionnaires lui permettant de mobiliser le commerce et l'industrie du Canada aux fins de la guerre.



*William Mackenzie King fut le dixième Premier ministre du Canada du 29 décembre 1921 au 28 juin 1926, du 25 septembre 1926 au 7 août 1930, et du 23 octobre 1935 au 15 novembre 1948. Totalisant plus de 21 ans, King fut celui qui occupa le plus longtemps le poste de Premier ministre dans l'histoire du Commonwealth. On se souvient de sa phrase célèbre : « La conscription si nécessaire, mais pas*

*nécessairement la conscription. »  
© Archives nationales du Canada*

King annonce le 18 juin, jour du célèbre Appel du général de Gaulle à la BBC, une accélération du processus de mobilisation générale : au lieu de l'activation progressive d'unités de milice, les deux divisions d'infanterie devront être recrutées immédiatement. Il autorisera finalement la formation de cinq divisions dans l'armée. Les mois de mai et juin marquent ainsi un tournant vers la mobilisation totale de la population canadienne. Les bataillons d'infanterie de ces deux divisions comblent leurs effectifs dès l'été 1940 (6 909 recrues dans l'Armée de terre en mai, 29 319 en juin et 29 171 en juillet)<sup>12</sup>.

Dans le cadre de la loi sur la mobilisation des ressources nationales (LMRN) promulguée le 21 juin, soit une semaine exactement après la chute de Paris, le gouvernement canadien introduit une forme atténuée de service militaire obligatoire limité afin d'assurer la défense du pays et de préparer des renforts. Ce service prévoit l'inscription imposée des hommes de 16 à 45 ans, les 19, 20 et 21 août, dont les plus jeunes seront appelés à suivre un entraînement d'un mois<sup>13</sup>.

L'ensemble des recrues forme une armée de réserve « existant indépendamment du reste de l'armée pouvant combattre (dite armée d'active). La loi stipule que ces hommes ne peuvent être contraints à servir outre-mer, clause restrictive destinée à préserver l'unité politique canadienne à laquelle le Premier ministre King se montre bien plus sensible que Robert Laird Borden ne l'a été en 1917<sup>14</sup>. Si King souhaite à tout prix éviter une crise politique intérieure [entre francophones et anglophones] comme celle qu'a traversé le pays vers la fin de la Grande Guerre, les autorités militaires espèrent, quant à elle, que les plus jeunes et les plus aptes se porteront volontaires pour l'armée d'active »<sup>15</sup>.

C'est la conscription tant appréhendée par une large part des Canadiens français, notamment ceux du Québec. Selon le Premier ministre canadien, la situation européenne impose une telle décision : « La vérité brutale, c'est que la défaite de la France a beaucoup rapproché le Canada de la guerre. Les îles

britanniques sont menacées d'une invasion; ce n'est pas une lointaine possibilité, mais un péril imminent. Il est aujourd'hui tout à fait manifeste que de nouvelles mesures, tant pour l'aide à la Grande-Bretagne que pour la défense du Canada, sont nécessaires »<sup>16</sup>. Cependant, King insiste : le service outre-mer demeure et demeurera l'apanage des volontaires.

Seuls quelques nationalistes canadiens-français expriment des doutes à l'égard de la mesure proposée par King, sinon une désapprobation totale. Le 20 juin, le journal *Le Devoir* soutient que la mobilisation nationale renie la promesse faite par les politiciens canadiens-français en poste dans le gouvernement fédéral de King d'une participation libre, volontaire et modérée. On rencontre peu d'écho semblable dans la presse provinciale.

Dans l'ensemble, la population québécoise ne demande qu'à croire et faire confiance à ses dirigeants, si bien que la mobilisation pour la défense du territoire du Canada remporte un net assentiment dans l'opinion publique du Canada français et chez la plupart des chefs politiques et religieux du Québec<sup>17</sup>. À preuve, le quotidien montréalais *La Presse* déclare le 6 août que la loi a été élaborée par une autorité compétente à laquelle tous les Canadiens se doivent d'obéir.

Autre preuve de l'appui du Canada français à la mobilisation des ressources nationales et à la conscription pour la défense du Canada : le rejet de la proposition anti-mobilisation présentée par le député provincial ultranationaliste René Chaloult (1901-1978) à l'Assemblée nationale du Québec. Chaloult soutient que sa motion représente l'opinion de la vaste majorité des Canadiens français à savoir leur crainte que la mobilisation serve à exercer des pressions pour que les conscrits soient éventuellement contraints de combattre outre-mer. Après de houleux débats, la motion Chaloult est massivement rejetée le 19 juin par 56 voix contre 13.

Élément additionnel attestant du soutien du Canada français envers la conscription pour la défense du Canada : la réaction négative du Québec au conseil donné le 2 août par Camilien Houde (1889-1958). Le bouillant maire de Montréal recommande alors à ces concitoyens de ne pas se soustraire à l'enregistrement obligatoire de crainte qu'on envoie les conscrits combattre outre-mer contre leur gré. Au Québec, très peu de gens prennent la défense du politicien populiste. *Le Devoir* fait remarquer le 7 août que le maire a le droit d'en appeler de son emprisonnement par les autorités canadiennes pour avoir conseillé à ses concitoyens de refuser de se soumettre à l'inscription nationale, mais ajoute que Houde s'est conduit en parfait imbécile et mérite parfaitement son sort. *La Presse* résume bien le débat en affirmant que le peuple canadien-français, qui est très respectueux de la loi et de l'ordre public, a profondément été choqué par le fait que le maire Houde ait défié ouvertement la loi. Bref, le désaveu de la conduite du maire de Montréal et l'assentiment général donné à son internement prouvent « que le Québec était prêt et disposé à accepter la mesure de la conscription, que le gouvernement, au courant de l'opinion publique

canadienne-française a sagement limité à la défense nationale »<sup>18</sup>.

On peut dire, sans risquer de se tromper que, du point de vue canadien, la défaite de la France, le désastre de Dunkerque et l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne le 10 juin confèrent un air de catastrophe au conflit. Une fois imposé le service militaire obligatoire pour la défense du Canada, l'effort de guerre s'intensifiera pendant les mois et les années suivantes. On construit de nouvelles usines, on agrandit les anciennes, les contrats d'armement se multiplient, ainsi que les dons en argent et en vivres à la Grande-Bretagne. Par contre, le service outre-mer demeure volontaire jusqu'au 23 novembre 1944<sup>19</sup>. On comprend donc que, historiquement, l'expérience de l'engagé volontaire a été largement plus répandue au Canada que celle du conscrit.

On ne saura jamais précisément le nombre exact d'engagés volontaires canadiens-français ce qui inclut les Québécois d'expression française, mais aussi les Acadiens, les Franco-Ontariens et les francophones de l'Ouest canadien. En effet, les statistiques militaires de l'époque ne croisent pas la langue maternelle et le statut à l'enrôlement. Le gouvernement canadien a évité, pour des motifs politiques, de rendre cette situation transparente. Une difficulté supplémentaire se présente lorsqu'on tente d'estimer le nombre de volontaires canadiens-français : l'orthographe du nom de famille peut être trompeur, car un dénommé Johnson, par exemple, peut être francophone ou anglophone. Il est cependant admis que le Régiment de Maisonneuve (Montréal) a été l'une des premières unités au Canada, sinon la première, à compléter les cadres de son premier bataillon, et ce dès le 29 septembre 1939.

Malgré ces difficultés, il demeure possible d'estimer ce nombre à environ 131 000. Au terme du conflit, près de 94 000 Canadiens français dont 55 000 du Québec s'étaient portés volontaires dans l'Armée de terre (infanterie et artillerie)<sup>20</sup>. Environ 13 000 matelots et officiers canadiens-français ont servi dans la Marine royale canadienne (MRC), unilingue anglaise, formant environ 13 % de son effectif total pour le conflit. Sur les 222 501 hommes enrôlés dans l'Aviation royale canadienne (ARC), environ 25 000 officiers et aviateurs étaient francophones, formant 11.13 % de l'effectif. Enfin, le pourcentage des généraux et officiers supérieurs francophones (lieutenant-colonel et plus) de l'armée de terre s'élevait tout au plus à 8.1 % au moment de la démobilisation, soit la proportion enregistrée dans la Milice avant la guerre.

En résumé, la participation canadienne-française au conflit a certainement été plus importante que lors de la Grande Guerre. Les Canadiens français ont servi dans un nombre de bataillons plus élevé que durant le conflit précédent, mais « bien que le recrutement des Canadiens français hors Québec ait été, grosso modo, égal à celui des Canadiens anglais et que la population canadienne [environ onze millions et demi de personnes] ait compté quelque 30 % de francophones, on ne compta que 19 % de militaires de langue française »<sup>21</sup>. Par ailleurs, les francophones n'ont que rarement occupé de hautes fonctions militaires au sein d'une armée anglophone et anglicisante<sup>22</sup>.



*En 1880, le Régiment de Maisonneuve est formé à La Prairie, au Québec, sous le nom du 85ième Bataillon d'Infanterie. En 1920, il devient le Régiment de Maisonneuve rappelant ainsi le nom du fondateur de Montréal, Paul Chomedey, Sieur de Maisonneuve. Au fil des ans, une relation particulière s'est établie avec la ville de Montréal. L'unité a combattu lors de la campagne de libération de l'Europe de l'ouest.*

### **La défaite de la France dans les journaux et l'opinion publique canadienne-française**

Depuis l'entrée en guerre du Canada, le 10 septembre 1939, les Canadiens acceptent la participation nationale au conflit avec confiance en la promesse de leur chef que l'effort de guerre demeurerait libre, volontaire et modéré. Seuls les nationalistes canadiens-français les plus radicaux jugent que le pays participe à un conflit « impérialiste », « européen » - et particulièrement britannique. Dès le 10 mai 1940, les Canadiens, toute langue confondue, perçoivent l'imminence de la catastrophe. D'aucuns estiment que la chute de la France entrainera celle de la Grande-Bretagne, puis la possible invasion du continent nord-américain.

En mai et juin, la presse canadienne-française paraît dans un premier temps peu encline à annoncer le désastre. Puis, elle peine à en préparer l'annonce due à la soudaineté des événements : « Plutôt que d'expliquer, elle cherche des boucs-émissaires, gomme certaines difficultés présentes et à venir, puis s'autocensure avant d'être soumise à une censure gouvernementale aux fins de soutenir l'effort de guerre. Tout cela en moins de six semaines »<sup>23</sup>.

Lors des premiers jours de mai, la couverture médiatique se limite aux faits relatés par les grandes agences de presse, les correspondants n'ayant pas encore eu le temps de se déployer. Les quotidiens du 16 au 18 mai reconnaissent la percée allemande et les lecteurs peuvent comprendre que la bataille décisive se déroule non pas en Belgique comme le souhaitent les Alliés, mais sur la Meuse. Le 21, le journal *Le Devoir* reproduit le discours du président du conseil français Paul Reynaud, qui proclame que la France se trouve en danger.

Dès que les nouvelles deviennent mauvaises, la censure commence à peser plus lourdement sur la presse. L'imminence de la défaite fait en sorte que les informations sur les combats filtrent plus difficilement. Avec la capitulation de la Belgique, l'annonce de l'évacuation de Dunkerque et le fait que l'Italie rejoint l'Allemagne le 10 juin, la psychose de la cinquième colonne atteint son paroxysme au Canada.

Le 21 mai, à la Chambre des Communes d'Ottawa, un député présente un projet de loi visant à déclarer illégaux le communisme et le nazisme. Deux jours plus tard, le Premier ministre King confie à son journal personnel que la folie de la cinquième colonne le gagne de plus en plus. À Montréal, une assemblée publique animée par le journaliste Jean-Charles Harvey de l'hebdomadaire *Le Jour* dénonce le nazisme. Tôt le matin du 30 mai, la Gendarmerie royale arrête dans les Laurentides un certain Adrien Arcand, surnommé le Führer canadien. Antisémite virulent, nazi et fasciste, Arcand (1899-1967) est le chef historique de l'extrême droite canadienne. Il fonda et dirigea le Parti national socialiste chrétien puis l'Unité nationale, dont les milices arboraient fièrement la croix gammée. Il demeura politiquement actif jusqu'à sa mort<sup>24</sup>.

*Adrien Arcand, surnommé le Führer canadien. Il a été journaliste au journal*



*La Presse, puis animateur de journaux satiriques d'extrême-droite tel Le Goglu. Il a connu l'écrivain Céline et a tissé des liens avec les milieux politiques fascistes internationaux, notamment dans le monde anglo-saxon. Sir Oswald Mosley et Henry Hamilton Beamish lui servent davantage de référence qu'Hitler ou Mussolini.*

En France, les derniers évacués quittent Dunkerque dans la nuit du 3 au 4 juin. Dès le 5, le journal *Le Devoir* s'inquiète des conséquences de la débâcle sur le Canada français, laquelle réveille le spectre tant honni de la conscription. Il explique les raisons de cette terrible et humiliante défaite en cherchant des boucs-émissaires. Le 18 juin, le quotidien montréalais *La Presse* dont le tirage s'avère plus important que celui du *Devoir*, reprend une dépêche de l'agence BUP à Bordeaux. Celle-ci offre une première tentative d'explication : la faiblesse de la 9<sup>e</sup> Armée française commandée par le général Corap, blâmé pour sa lenteur à colmater la brèche ouverte à Sedan, et la supériorité écrasante des Allemands en chars d'assaut. Les deux causes citées témoignent d'une institution militaire vaincue qui refuse l'examen de conscience. « Trouver un bouc-émissaire en Corap permet d'éviter de chercher des causes plus profondes et plus dérangeantes pour l'opinion publique et le moral des

troupes : mauvaise répartition des effectifs, confiance naïve que les Allemands allaient reprendre leur plan de 1914, faible niveau d'entraînement des réservistes et des appelés, refus à penser la guerre moderne en trouvant refuge dans une doctrine tactique dépassée et profonde crise morale de la société française »<sup>25</sup>.

Secoués profondément par la défaite humiliante de leur ancienne patrie, la France, les Canadiens français éprouvent un vif sentiment de sympathie et de chagrin. Ce vaste mouvement est perceptible autant dans la presse provinciale que dans les quotidiens de Montréal et de la ville de Québec. Il est « parfois teinté d'un profond découragement à l'idée de la chute de l'ancienne patrie du Canada français. On décèle aussi quelquefois une note de défaitisme »<sup>26</sup>. On note aussi une « certaine tendance à être dégoûté par le délabrement moral de la France... une France corrompue par des espions, des traîtres et des lâches »<sup>27</sup>. Par contre, nombre de Canadiens français acceptent de suspendre leur jugement et s'indignent de la dure condamnation de la France par certains Canadiens anglais.

Ce n'est certainement pas innocemment que les députés libéraux fédéraux Ernest Lapointe et Arthur Cardin, porte-parole du Premier ministre canadien King au Québec, choisissent la date du 24 juin, fête de la Saint-Jean-Baptiste, pour s'adresser aux Canadiens français. Leur message radiodiffusé lance un appel en faveur de la mobilisation afin d'inviter les Canadiens français à porter secours à l'ancienne mère patrie. Le propos se veut réconfortant : « L'agonie de la France a porté les horreurs de la guerre jusque dans nos cœurs et presque sur nos rives. Le sort tragique de la France lègue au Canada français le devoir de porter haut les traditions de culture, de civilisation et de passion françaises pour la liberté, dans le monde entier. Cette nouvelle responsabilité, j'en suis sûr, vous l'accepterez avec fierté »<sup>28</sup>.

Le Premier ministre King trouve les mots qui remontent le moral des Canadiens français. Il leur prodigue un sincère encouragement dont « l'un des résultats (et non le moindre) a été d'amener les Canadiens francophones à continuer d'appuyer l'effort de guerre du Dominion »<sup>29</sup>. Les Canadiens français craignent cependant que leurs concitoyens anglophones utilisent le revers de la France pour contraindre le Québec à un effort de guerre plus important qu'il l'estime nécessaire ou qu'il est disposé à le faire.

Pour des raisons diplomatiques et historiques, l'opinion publique canadienne-française et certains journaux dont *Le Devoir* et *L'Action catholique* sont favorables au maréchal Pétain dans les semaines qui suivent la défaite. Vichy, grâce au prestige de son chef et au programme de la Révolution nationale qui aspire à un retour vers un ordre traditionnel et corporatiste, séduit une population imprégnée de catholicisme et de conservatisme.

Mais dès l'été 1940, à mesure que la France de Vichy se plie aux volontés du conquérant, l'opinion publique canadienne-française montre des signes de partage entre Vichy et la France Libre du général de Gaulle. Des journaux moins dominés par le clergé, comme

*L'Événement* (Québec), manifestent leur approbation pour le mouvement des Français libres animé au Québec par Élisabeth de Miribel et Gabriel Bonneau. Une certaine frange de la presse provinciale exprime aussi des sentiments gaullistes. Par exemple, *Le Canadien* (Lévis) considère, dans un article paru le 12 septembre, que de Gaulle constitue l'incarnation même du courage des Français. *L'Écho du Bas-Saint-Laurent* estime que le général en exil se bat aux côtés des amis de la France.

Le 2 août, Charles de Gaulle lance un appel radiophonique aux Canadiens français dans lequel il dit en substance que l'âme de la France demande leur aide. Ce discours est peu commenté par la presse canadienne-française, signe peut-être que le général a commis « une erreur que de lancer un appel aux Canadiens français comme s'ils étaient des Français d'Amérique... C'est plus la contrainte des événements que tout discours patriotique éloquent qui a amené les Canadiens français à se rendre compte de la véritable situation de la France et à comprendre les rapports du Canada avec le mouvement des Français libres »<sup>30</sup>. Avec la complicité des autorités fédérales du Canada qui souhaite voir l'opinion publique rallier la France libre et ainsi donner plus de flexibilité au gouvernement de King, les gaullistes, dont Henri Laugier et l'habile commandant Thierry d'Argenlieu, parviennent à gagner l'estime de la population canadienne-française.

Ombre au tableau : l'arrivée du général Giraud, champion d'un pétainisme respectable et dauphin des Américains divise à nouveau l'opinion publique vers la fin de 1942. Finalement, après l'accord Giraud - de Gaulle de juin 1943 et le triomphe ultime du général de Gaulle, et comme en témoigne l'accueil que lui réserve le Québec en juillet 1944, l'opinion canadienne-française se range définitivement derrière l'homme du 18 juin<sup>31</sup>. On ne peut donc soutenir, contrairement à une idée longuement reçue au Québec, que le Canada français a constitué un bloc réactionnaire strictement conservateur et pétainiste tout au long du conflit.

### **La défaite française et le monde de l'édition au Québec**

Au début de 1940, les maisons d'édition française fonctionnent au ralenti à cause de la mobilisation d'une partie de leur personnel et de la censure exercée par le commissariat général à l'Information depuis août 1939. L'entrée des Allemands à Paris le 14 juin arrête pratiquement toute activité éditoriale. Dès son arrivée, l'occupant, sous les auspices de deux services différents, s'occupe à régenter l'édition française.

Au mois d'août, plus de 143 titres français à caractère politique apparaissent sur la « Liste Bernhard »<sup>32</sup>. La « Liste Otto », du nom de l'ambassadeur allemand, Otto Abetz, reconnu pour sa grande francophilie, suivra en octobre. Cette liste, plus exhaustive, comprend des textes jugés antiallemands, des œuvres écrites par des juifs et des livres anticommunistes. Entre-temps, le 28 septembre, est signée entre les éditeurs et l'occupant une « Convention de censure ». Cette dernière permet aux maisons d'édition de publier sous leur propre responsabilité à condition de s'engager à ne pas faire

paraître d'ouvrages susceptibles de déplaire aux autorités allemandes. Et ils acceptent de se soumettre, en cas de doute, à la censure allemande<sup>33</sup>.

En d'autres termes, les éditeurs français sont bâillonnés. Dès juin, les éditeurs québécois sont appelés à prendre la relève de leurs homologues français placés sous la botte allemande.

Les arrêtés en conseil adoptés en septembre et octobre 1939 par le gouvernement canadien permettent aux éditeurs du Québec et du Canada de reproduire les ouvrages parus en territoire ennemi. Cette réglementation s'applique, dès juin 1940, à l'ensemble de la France, sans égards aux zones d'occupation. Dès lors, les éditeurs peuvent réimprimer tous les livres dont ils ont besoin en échange du versement d'une redevance de 10 % au bureau du Séquestre de biens ennemis.

Alors que les libraires commencent à réimprimer manuels scolaires et livres pour la jeunesse, les éditeurs montréalais exportent vers les États-Unis et l'Amérique latine. Ces derniers servent de relais entre l'Europe et les États-Unis qui hésitent encore à entrer dans le conflit. Des intellectuels européens choisissent l'exil en Amérique et font paraître leurs témoignages à Montréal et à New York.

Quelques maisons d'édition voient le jour dans les mois et les années suivant la chute de la France. Les Éditions de l'Arbre, fondées par Jacques Hurtubise et Robert Charbonneau à l'automne 1940, optent rapidement pour le camp de la France libre et celui de la résistance au fascisme. Les directeurs font de leur maison un pôle du renouveau catholique de l'entre-deux-guerres inspiré par la pensée de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier. Henri Laugier, médecin, laïque et républicain, envoyé du général de Gaulle en Amérique du Nord, y crée en 1942 la collection « France Forever » consacrée aux sciences humaines et à la médecine.



*Les fondateurs des Éditions de l'Arbre  
Claude Hurtubise et  
Robert Charbonneau en  
1944*

source :

[www.usherbrooke.ca/c\\_haire\\_livre/galerie/editi\\_onsdelarbre.html](http://www.usherbrooke.ca/c_haire_livre/galerie/editi_onsdelarbre.html)

Les Éditions Bernard Valiquette s'intéressent à compter de 1942 aux auteurs exilés en publiant notamment Antoine de Saint-Exupéry, réfugié à New York depuis décembre 1940. Ce dernier se rend à Montréal au printemps 1942, à l'invitation de son éditeur québécois. La maison réimprime aussi des textes d'André Malraux, Julien Green et François Mauriac.

Les Éditions Variétés réimpriment à grande échelle pour le marché local et international la littérature française de l'entre-deux-guerres dont les romans de Marcel Proust, Roger Martin du Gard et l'intégralité des

œuvres de Georges Duhamel. Elles diffusent aussi des nouveautés parisiennes, dont celles d'André Gide, Jean Giono et Henry de Montherlant.

Les Éditions Fides, quant à elles, s'intéressent aux essais situant les réalités sociales et économiques de la guerre dans une perspective chrétienne. La révolution nationale du maréchal Pétain trouve des échos dans certains ouvrages.

Cinq autres acteurs entrent en scène entre 1944 et 1946 : les Éditions Lucien Parizeau & compagnie, la Société des Éditions Pascal, les Éditions Serge, les Éditions B.D. Simpson et les Éditions Fernand Pilon.

Grâce à l'impulsion donnée par ces éditeurs innovateurs et perspicaces, Montréal devient, tout au long du conflit, un incontournable centre de production et de diffusion du livre français et québécois ainsi qu'un pôle d'attraction pour les auteurs antifascistes européens de tous les horizons idéologiques.

Mais la fin de la guerre sonne le glas de cette effervescence intellectuelle. L'édition québécoise enregistre un net recul avec le retour de la concurrence européenne, l'augmentation des coûts d'impression, l'effondrement de la demande pour le livre canadien, sa non-réception en France et la lourdeur des inventaires accumulés du temps de la guerre. C'est sans compter sur les véritables « éteignoirs », soit la réintroduction de la censure cléricale et les pressions du gouvernement provincial de l'Union nationale de Maurice Duplessis (1890-1959). Ces facteurs réunis freinent radicalement l'essor de l'édition québécoise : sur les 22 maisons en activité en 1944, sept seulement survivent à la crise<sup>34</sup>.

### Conclusion

La chute de la France a eu un impact considérable au Canada, y compris au Québec, bien que du côté militaire, les Canadiens jouèrent essentiellement un rôle de spectateurs assistant à la débâcle alors qu'ils assuraient la protection des îles britanniques.

Les événements de mai et juin 1940 ont amené le gouvernement canadien de William Lyon Mackenzie King à adopter rapidement des mesures plaçant le pays en état de guerre. On peut avancer que ces événements ont marqué un tournant vers la mobilisation totale de la population canadienne. De fait, dans le cadre de la loi sur la mobilisation des ressources nationales (LMRN) promulguée le 21 juin, soit une semaine jour pour jour après la chute de Paris, le gouvernement canadien introduisit une forme atténuée de service militaire obligatoire limité à la défense du Canada, laissant volontaire le service outre-mer. Cela étant, plus de 131 000 Canadiens français se portèrent volontaires dans l'infanterie (une majorité d'entre eux), dans l'artillerie, l'aviation et la marine. Ce nombre n'inclut pas les milliers de membres de la marine marchande, cette grande laissée pour compte de l'effort de guerre canadien.

Secoués profondément par la défaite humiliante de leur ancienne patrie, la France, les Canadiens français ont éprouvé un réel sentiment de sympathie, de chagrin et, par moments, de défaitisme. Si une

certaine frange ultranationaliste de l'opinion publique a penché vers le pétainisme par tradition historique, le vent a cependant basculé vers le mouvement de la France libre dès l'été 1940, si bien qu'on ne peut prétendre que le Canada français, principalement le Québec, fut majoritairement pétainiste pour la durée du conflit.

Enfin, l'histoire littéraire québécoise contemporaine commence à peine à mesurer l'impact majeur qu'a eu la chute de la France sur le monde de l'édition au Québec. La mainmise de l'occupant allemand sur les éditeurs français a enclenché un tournant décisif dans l'activité éditoriale au Québec. S'agissant de maintenir la présence et le rayonnement de la culture française sur tout le continent américain, les éditeurs canadiens-français furent appelés à prendre le relais de leurs homologues français. Les années de guerre furent pour eux un moment béni, tant au plan financier qu'intellectuel. Sans contredit, elles posèrent les jalons de ce qui allait devenir, une quinzaine d'années plus tard, le grand mouvement de renouveau que fut la Révolution tranquille !

### Notes

<sup>1</sup> Je remercie l'historien canadien Desmond Morton qui a apporté ses commentaires et précisions au présent article avant sa publication.

<sup>2</sup> J'emploie le nom « Canadien français » et l'adjectif « canadien-français », utilisés à l'époque de la Seconde Guerre mondiale pour désigner les francophones du Québec et ceux du reste du Canada. Le terme « Québécois » s'étant répandu durant la Révolution tranquille (1960-1966), son emploi s'apparenterait ici à un anachronisme.

<sup>3</sup> Ministère de la Défense nationale du Canada, *Les Canadiens en Grande-Bretagne (1939-1944)*, avant-propos du lieutenant-colonel J. C. Murchie, C. B., C. B. E., Ottawa, Imprimeur du Roi, 1946, p. 6-7.

<sup>4</sup> Yves Tremblay, *Instruire une armée. Les officiers canadiens et la guerre moderne (1919-1944)*, Outremont, Athéna, 2008, p. 88.

<sup>5</sup> Les soldats cherchent à se procurer par tous les moyens de la nourriture et du combustible supplémentaires. Les actes de vandalisme et les vols sont fréquents. Les hommes évacuent souvent leur exaspération, leurs tensions et leur ennui en buvant exagérément. Le grabuge dans les pubs, les querelles entre militaires et entre ces derniers et les civils sont monnaie courante. Avec l'essor de la prostitution mal contrôlée par les autorités policières britanniques en état de sous-effectif, on observe une recrudescence importante des maladies transmises sexuellement, et ce, malgré la distribution généralisée de condoms et de kits de prophylaxie. Pour plus de détails, voir Jeffrey A. Keshen, *Saints, Salauds et Soldats. Le Canada et la Deuxième Guerre mondiale*, Outremont, Athéna, 2009, p. 330-334.

<sup>6</sup> D. J. Goodspeed, *Les forces armées du Canada. Un siècle de grandes réalisations (1867-1967)*, Ottawa, Direction des services historiques, Quartier général des forces canadiennes, 1967, p. 112. 6

<sup>7</sup> *Ibid*, p. 113.

<sup>8</sup> C.P. Stacey, *L'Histoire officielle de la participation de l'armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale. Vol I. Six années de guerre. L'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1960, p. 279-281.

<sup>9</sup> *Les Canadiens en Grande-Bretagne*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>10</sup> C. P. Stacey, *L'Armée canadienne 1939-1945. Résumé historique officiel*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1949, p. 14.

<sup>11</sup> *Instruire une armée*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>12</sup> *Instruire une armée*, *op. cit.*, p. 123.

<sup>13</sup> Le service passera à quatre mois en février 1941. L'année suivante, on étend à l'ensemble de l'hémisphère occidental le territoire couvert par cette mesure. Daniel Byers, *Mobilizing Canada. The National Resources Mobilization Act, the Department of National Defence, and compulsory military service in Canada (1940-1945)*, these de doctorat, University McGill (Montréal), 2001, p. 28-64.

<sup>14</sup> Au cours de la Grande Guerre, le Premier ministre canadien Borden engagea le Canada auprès du Commonwealth britannique à fournir 500 000 soldats pour l'effort de guerre. Toutefois, les volontaires se firent rares lorsque les Canadiens se rendirent compte que le conflit allait perdurer. Borden demeura pourtant déterminé à respecter ses engagements : il fit adopter la *Loi concernant le service militaire*, ce qui mena à la crise de la conscription de 1917. Celle-ci divisa profondément le pays selon les groupes linguistiques : les francophones dirent un « non » catégorique à la conscription alors que les anglophones acceptèrent l'idée. Sur ces événements, voir Elisabeth H. Armstrong, *Le Québec et la crise de la conscription (1917-1918)*, paru en anglais sous le titre *The Crisis of Quebec (1914-1918)*, Montréal, Vlb éditeur, 1998 [c1938].

<sup>15</sup> *Instruire une armée*, *op. cit.*, p. 127.

<sup>16</sup> Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec (1896-1960)*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 267.

<sup>17</sup> Jeffrey A. Keshen, *Saints, Salauds et Soldats*, *op. cit.*, p. 31.

<sup>18</sup> « L'opinion des Canadiens français sur la guerre (janvier 1940-juin 1941) », *op. cit.*, p. 69.

<sup>19</sup> À ce moment, l'infanterie canadienne subit des pertes importantes en Hollande alors que les volontaires se comptent moins nombreux et peinent à remplir les rangs des unités qui en ont cruellement besoin. Cette « crise des renforts », militaire autant que politique, contraint le Premier ministre King à se résoudre à imposer la conscription pour le service outre-mer, ce qu'il s'était toujours refusé de faire afin de préserver l'unité nationale. Le 23 novembre 1944, il autorise la mise à disposition, pour service outre-mer, de 16 000 hommes inscrits sur le registre national en vertu de la loi. Ce nombre correspond au minimum absolu demandé par l'armée. Parmi ces conscrits, on compte environ 2 400 militaires originaires du Québec. De ces 16 000 hommes, 12 000 environ traversent en Angleterre, 2 463 prennent part au combat, 313 sont

blessés, 13 sont faits prisonniers de guerre et 69 meurent sur le champ de bataille. C'est peu, par rapport aux 42 042 pertes canadiennes pour l'ensemble de la guerre.

<sup>20</sup> « En octobre 1941, l'enrôlement volontaire atteignait, au Québec, 41.6 % de celui de l'Ontario, alors que la population québécoise correspondait à 85 % de sa voisine ontarienne. En outre, la moitié de ces volontaires étaient de langue anglaise. » Jeffrey A. Keshen, *Saints, Salauds et Soldats*, *op. cit.*, p. 32.

<sup>21</sup> *Ibid*, p. 32.

<sup>22</sup> Les trois corps d'armée ne comptaient, au début de la guerre, que 5 % de militaires francophones. Contrairement à son semblable unilingue anglophone, un francophone unilingue ne pouvait réalistement espérer être promu. « Sur plus de 200 métiers pratiqués par des militaires, il ne s'en trouvait, durant la guerre, qu'une dizaine pour lesquels une formation était accessible en français. » Jeffrey A. Keshen, *Saints, Salauds et Soldats*, *op. cit.*, p. 30.

<sup>23</sup> *Instruire une armée*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>24</sup> Pour un portrait approfondi de l'homme, lire Jean-François Nadeau, *Adrien Arcand. Führer canadien*, Montréal, Lux éditeur, 2010.

<sup>25</sup> *Instruire une armée*, *op. cit.*, p. 110.

<sup>26</sup> Elizabeth A. Armstrong, « L'opinion des Canadiens français sur la guerre (janvier 1940-juin 1941) » [c1942], dans *La presse canadienne et la Deuxième Guerre mondiale*, préface de Claude Beaugard, Serge Bernier et Edwige Munn, Ottawa, Service historique du Ministère de la Défense nationale, 1997, p. 60.

<sup>27</sup> *Ibid*, p. 60.

<sup>28</sup> Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tome XXXVIII : La guerre de 39-45 : Ernest Lapointe*, Montréal, Fides, 1968, p. 171.

<sup>29</sup> « L'opinion des Canadiens français sur la guerre (janvier 1940-juin 1941) », *op. cit.*, p. 61.

<sup>30</sup> *Ibid*, p. 63.

<sup>31</sup> Pour une étude approfondie des rapports entre Vichy, La France libre et le Canada français, voir Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et De Gaulle. Vichy, La France libre et les Canadiens français (1940-1945)*, Saint-Laurent, Fides, 1999, 365 p.

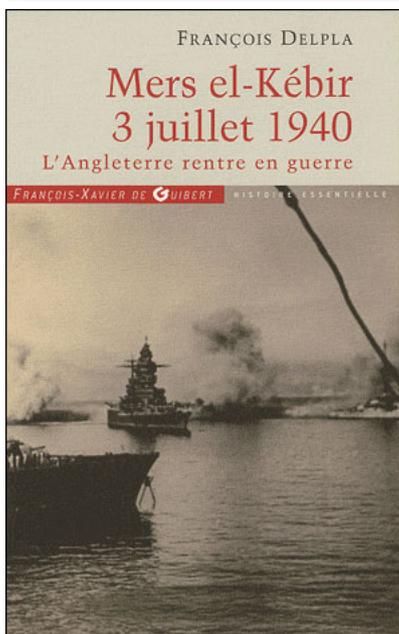
<sup>32</sup> Henri-Jean Martin et Roger Chartier (dir.) en col. avec Jean-Pierre Vivet et coll., *Histoire de l'édition française. Le livre censuré (1900-1950)*, Paris, Promodis, 1983, p. 225.

<sup>33</sup> *Ibid*, p. 227.

<sup>34</sup> Pour un survol du monde de l'édition québécois au cours de la guerre, voir Jacques Michon (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XXe siècle. Le temps des éditeurs (1940-1959)*, Saint-Laurent, Fides, 1999, p. 23-53.

# Mers-el-Kébir : Qu'en dit Francois Delpla ?

Par Philippe Massé



Soixante dix ans après la bataille de Mers-el-Kébir, vous publiez un livre sur ce sujet. L'évocation de cette bataille reste perçue dans certains milieux ou par certains descendants comme une agression de la perfide Albion sur la marine française. Le sujet est d'autant plus sensible chez les descendants qui ont perdu un aïeul et l'évocation de la Bretagne reste toujours la référence à cette agression. Au fil de vos recherches

et des témoignages que vous avez recueillis, avez-vous trouvé que la bataille de Mers-el-Kébir est maintenant mieux ressentie et que l'on va vers un pardon bilatéral dont l'un des symboles a été la présence de l'ambassadeur du Royaume-Uni le 3 juillet 2006 au cimetière de Kerfautras ?

*Question complexe ! Je comprends l'amertume des familles de ces personnes mobilisées pour combattre la plus grande barbarie, et tombées sous les coups d'un allié. Il s'agit bien de « morts pour la France », même si elle leur a donné des ordres idiots, aboutissant à une sorte de suicide parfaitement inutile. Un cas au demeurant fréquent lors des guerres... La question est de savoir à quel prix intellectuel et historiographique doit se faire la réconciliation. Beaucoup, en France comme en Angleterre, sont prêts à brader la vérité pour un plat de lentilles. Tout le monde aurait été beau et gentil sauf Churchill, ce qui est quand même un comble ! Il aurait été colérique, bouché, manipulateur et aurait arraché une décision sanglante en abusant de son pouvoir, face à des amiraux complètement désapprouvés mais bien obligés, en temps de guerre, d'obéir...*

*Ce raisonnement absout de leur responsabilité non seulement lesdits amiraux britanniques, mais les deux autres puissances immédiatement en cause, à savoir l'Allemagne et la France de Bordeaux en train d'emménager à Vichy (si on peut appeler cela une « puissance »). Je suis assez inquiet sur l'évolution de la Grande-Bretagne, surtout avec son gouvernement actuel (je veux parler de Blair tout autant que de Brown) qui a géré les questions historiques d'une manière particulièrement calamiteuse. En 2004 est paru The Road to Oran, un livre quasiment officiel, intarissable sur de prétendues dissimulations de Churchill vis-à-vis des militaires comme des autres ministres – à se demander si tous ne vivaient pas dans des bulles !*

sait que les solutions vont être traitées différemment. L'amiral Gensoul, en prônant une ligne dure de négociation et en ne faisant remonter que partiellement les clauses de l'ultimatum anglais vers le gouvernement, ne cherche-t-il pas à déstabiliser l'amiral Darlan ?

*Certes non ! Il se conduit comme un valet fidèle... trop sans doute au goût du maître, qui ne lui parlera jamais de Mers-el-Kébir alors qu'il l'a nommé à terre ensuite et avait maintes occasions de le voir.*

Par ailleurs, la mise à l'écart après Mers-el-Kébir de l'amiral Gensoul pose aussi une réflexion. L'amiral, même s'il va occuper un poste de seconde zone, va quand même obtenir une quatrième étoile, il sera peu poursuivi après la guerre. Selon vous l'amiral Gensoul a-t-il commis une ou plusieurs fautes de commandement qui auraient pu le faire condamner à de lourdes peines ? À quoi doit-on cette promotion à l'issue de la bataille : achat politique de son silence ou acte de bravoure pour avoir tenu tête aux anglais ?

*Qu'à Vichy on l'encense et le promeuve, cela tient à la politique générale (puisque la thèse officielle parle d'une lâche agression anglaise, ayant amené sous la direction de Gensoul une courageuse et combative réaction française) et non à une approbation de détail de ses dispositions. Cela dit, il eût été bien mesquin de le juger à la Libération. Il n'a fait qu'obéir : on lui demandait d'être docile aux desiderata allemands et sourd vis-à-vis de ceux des Anglais, c'est bien ce qu'il a fait ! Certes cette guerre a fait progresser, et heureusement, l'idée que même à l'armée et même en temps de guerre on doit faire le tri dans les ordres, et désobéir s'ils sont inhumains ou délictueux. Mais on ne se trouvait ni dans l'un ni dans l'autre cas. Ce n'est ni inhumain ni délictueux de se défendre quand on est attaqué ! Cela peut être vain et sot, mais la bêtise n'est réprimée par aucun code. Cela peut être nuisible à l'intérêt national mais cela non plus n'est pas pénalement punissable, dans un cas aussi complexe, mettant en jeu des choix intellectuels, politiques et stratégiques.*

De la même manière qu'on s'interroge sur la personnalité de l'amiral Gensoul, les écrits montrent que les amiraux sont contre la décision de Churchill de frapper la flotte française. Qu'est ce qui va faire que Churchill ne va pas se retrouver avec une affaire de mutinerie des amiraux, on peut très bien imaginer le refus des amiraux d'exécuter cet ordre et le renversement du gouvernement de Winston Churchill et le retour au premier plan de Neuville Chamberlain ou de Lord Halifax.

*Halifax plutôt que Chamberlain, devenu alors un assez ferme soutien pour Churchill. En effet, le navire gouvernemental anglais est au bord de la mutinerie. Mais attention ! Là encore, comme dans toute l'histoire des relations entre grandes puissances depuis 1933, le capitaine s'appelle Hitler et même s'il a l'air de regarder les nuages, il est de bonne règle de se demander quelle est son influence dans les décisions*

importantes des gouvernements étrangers. Il faut relire sous cet angle l'article 8 de l'armistice, auquel il a veillé de près comme en témoigne le recueil de ses conversations avec l'amiral Raeder.

Il indique que les navires doivent revenir en métropole, dans leurs ports d'attache du temps de paix, pour être désarmés et mis à équipages réduits, sans la moindre distinction entre le principal port militaire de zone occupée, Brest, et celui de la zone non occupée, Toulon. Voilà qui est inacceptable pour tout Anglais... et, par voie de conséquence, pour tout Français qui a un tant soit peu le sens de l'honneur. Cela justifie les discours immédiats de Churchill et de De Gaulle suivant lesquels la flotte doit être « livrée intacte » puisque les quatre navires modernes sur lesquels tout le monde a l'œil fixé, Richelieu, Jean-Bart, Strasbourg et Dunkerque, présentement en Afrique (les deux derniers à Mers-el-Kébir), ont Brest pour port d'attache.

Dans une démarche typiquement nazie, les négociateurs allemands de Rethondes, se réclamant (et on peut les croire sur ce point) de l'avis du Führer, ont imposé la signature du texte tel quel à une délégation française protestant contre cet article (sur l'ordre de Bordeaux en général et de Darlan en particulier), tout en la saoulant de bonnes paroles (promis, on en reparlera ! le choix des ports de stationnement est une « mesure d'application », du ressort de la commission qui se réunira dans quelques jours à Wiesbaden). Voilà qui est de nature à semer une zizanie maximale dans le camp ci-devant allié. Les pétainistes, puisqu'ils ont signé, sont bien obligés de dire que l'armistice « ne contient rien de contraire à l'honneur » tout en sachant pertinemment que ce n'est pas vrai. Ils ont fait un chèque en blanc, gagé sur la parole hitlérienne ! Dont Hitler reconnaît lui-même que depuis qu'il a violé les accords de Munich elle ne vaut plus rien !! Il l'a dit à Mussolini en cette même ville bavaroise, le 18 juin. En même temps, pourquoi s'exciter en disant que les navires vont être saisis à Brest par les Allemands, tant que ceux-ci ne les y convoquent pas ? Le nazisme une fois de plus induit les autres puissances à attendre et voir. Certes Churchill ne mange pas de ce pain-là, et Hitler le sait. Mais il croit qu'il a lui-même le temps d'attendre et de voir comment le Premier ministre de Sa Majesté va se dépatouiller de son Halifax et de ses amiraux.

Eh bien Churchill la joue à la fois ferme et fine ! Il pose très tôt un principe : ne pas permettre aux quatre navires de quitter l'Afrique. Quant aux modalités, il accepte d'interminables palabres avec l'amiral Pound devant le cabinet de guerre, arbitrées par Halifax. Sans jeu de mots, il a l'art de mouiller sa marine.

L'une des conséquences inattendues de la bataille de Mers-el-Kébir est la non-signature du traité de paix qu'escompte Hitler pour expatrier les juifs à Madagascar. Cette conséquence va-t-elle influencer l'Allemagne sur la mise en œuvre du futur génocide à venir ?

Il s'agit là d'un acquis récent de l'historiographie : dans le traité de paix anglo-franco-italo-germanique auquel les services de Ribbentrop travaillent d'arrache-pied en ce début de juillet, une seule colonie serait demandée par le vainqueur, à savoir Madagascar, présentement française. Les Allemands expliqueraient

que c'est pour y créer un État juif. Les réflexions des SS sur le sujet sont assez avancées : en fait d'État juif, ce sont eux qui généreraient cet établissement, hermétiquement clos, et les moyens de transport pour s'y rendre comme pour le ravitailler. La logique de la Solution finale transparait là sinistrement... si ce n'est qu'elle irait sans doute plus lentement, un inconvénient compensé par l'avantage de compromettre dans le processus la Grande-Bretagne, la France et peut-être même les États-Unis. Or le coup de tonnerre de Mers-el-Kébir rendant la chute de Churchill et la paix plus désirables encore et toujours probables, mais à une date totalement imprévisible, Hitler décide en quelques jours de réorienter son armée vers l'est et de préparer une grande attaque contre l'URSS pour le printemps suivant. Le génocide des Juifs se trouve pareillement réorienté, et accéléré, puisque dans la mythologie nazie ce ne peut être que « la Juiverie » qui triche en contestant à l'Allemagne sa magnifique victoire et en la menaçant d'un encerclement impitoyable. Le desserrement de l'étau du côté « judéo-bolchevique » s'accompagnera donc tout naturellement d'un massacre général des Juifs rencontrés en chemin.

Avant de conclure cette entrevue, vous évoquez la situation des veuves et des pupilles de la nation. Je m'interroge sur l'attitude de l'administration vis-à-vis d'eux. Je ne peux que faire aussi référence aux marins des FNFL. L'amiral Chaline\* évoque dans un autre registre la situation des familles FNFL qui ont été expressément exclues par le régime de Vichy du paiement des délégations d'office jusqu'en mars 1944 alors que la marine française est, du moins sur le papier, considérée comme réunifiée. Les autres marins sont considérés comme absents et peuvent bénéficier des délégations de solde. Par ailleurs, l'avancement des marins FNFL va être sérieusement retardé : la marine n'aime pas les dissidents. Pourquoi cette comparaison, pour dire que si l'on sort du « moule » on est exclu ? Le cas de la veuve de l'ingénieur mécanicien du Dunkerque Xavier Grall que vous citez est assez significatif. Un prêtre refuse une messe en arguant qu'il faudrait qu'il en célèbre une pour tous les morts des waffens SS... Ma question est simple, même si la libération est passé par là, qu'a-t-on reproché aux marins de Mers-el-Kébir pour que la nation (même si le terme est pompeux) ait si peu de considération ?

(\*historique des FNFL tome 1 page 404)

Ces marins sont bel et bien morts pour la France et, d'ailleurs, reconnus juridiquement comme tels, par Vichy d'abord comme il se doit, mais aussi par tous les gouvernements ultérieurs alors qu'on pense et écrit souvent le contraire. La question n'est pas là mais dans une sorte de honte, souvent non exprimée, liée au fait que ces gens ne sont pas morts exactement dans le bon camp et pour la bonne cause. Alors, à côté de la voie facile, et encore aujourd'hui tentante, dont je parlais plus haut, à savoir de dire que Churchill a été trop nerveux et impatient, il existe une voie plus exigeante, celle d'une histoire de mieux en mieux affinée. Elle passe par le mois de février 1933, celui où la communauté des nations n'aurait jamais dû accepter que la deuxième d'entre elles se dote d'un gouvernement raciste et d'un processus électoral spectaculairement faussé par l'incendie du Reichstag, puis par la progression, aussi méthodique

*qu'inaperçue, de ce régime vers une guerre d'agression au meilleur moment pour lui, puis par le hold up de Pétain sur le pouvoir, aux dépens d'un Reynaud lamentable, lors même que l'Angleterre devenait enfin pour la France un ferme appui. Du simple matelot au brillant officier issu de Navale, les équipages surpris en rade d'Oran par une escadre anglaise sont avant tout hébétés après une avalanche de catastrophes, mais aussi gravement désinformés par leur hiérarchie, Darlan en tête. Un peu corrompus aussi, et là je parle surtout des officiers, que Darlan caresse dans le sens du poil et auxquels il fait miroiter que la marine sera la colonne vertébrale de l'État renaissant – une des rares paroles alors suivies d'effet ! Il faut surtout que l'on comprenne bien que cette hébétude était planétaire et que le boa nazi avait hypnotisé presque tout le monde.*

Il semble que Churchill avait présenté un ultimatum en 3 points à la flotte française :

- 1/ naviguer vers un port anglais ;
- 2/ se rendre ;
- 3/ partir pour le Canada ou les Antilles.

Qu'en est-il ? Y a-t-il eu réponse de la flotte française ? Si non, pourquoi ? Le bombardement est-il bien intervenu après expiration de l'ultimatum ?

*« Se rendre » n'est pas exact : Churchill a bien précisé qu'il ne voulait pas prendre en charge des navires évacués. Il s'agit donc de les faire sortir avec leurs équipages français et de les diriger vers d'autres ports, soit pour reprendre le combat, soit pour être internés loin de toute possibilité de mainmise allemande. Faute de quoi ils doivent être coulés, soit par eux-mêmes, soit par les visiteurs.*

*Quant à l'ultimatum, il est de six heures après la remise des conditions... elle-même retardée par le refus de Gensoul de recevoir quiconque. Elles sont finalement remises sous enveloppe environ deux heures après l'arrivée des Anglais, ce qui fait qu'on ne sait plus très bien ce qu'il advient du délai de six heures, rendu de surcroît caduc par la réponse immédiatement négative de Gensoul. Quoi qu'il en soit, le feu est ouvert une dizaine d'heures après l'arrivée des Anglais.*

La tragédie de Mers-el-Kébir a-t-elle pu influencer sur la décision de Vichy de se lancer dans une politique de collaboration ? C'est en effet quelques semaines après Catapult que les premières lois antijuives sont promulguées et sans demande de l'occupant.

*Tout montre, et en particulier la tragédie de Mers-el-Kébir, que la collaboration découle de l'armistice lui-même. Entre deux « clients » comme Hitler et Churchill, il est simplement fou de penser qu'on puisse être neutre ou ménager la chèvre et le chou.*

*Du coup, cela n'a pas beaucoup de sens de dire que des mesures antijuives sont adoptées sans demande allemande. Les sentiments de Hitler envers cette population sont assez notoires et c'est lui qui vous occupe : vous pouvez raconter tout ce que vous voulez, mais si vous adoptez une législation qui ne rappelle rien dans la vôtre et tout dans celle de l'occupant, il doit y avoir un rapport !*

*Cela dit, il existe, malgré la dictature de fait puis « de droit » (avec de gros guillemets) instaurée par Pétain, une opinion publique en France, plutôt anti-allemande et pro-anglaise, dont il faut tenir compte : de ce point de vue, la canonnade anglaise enlève des scrupules, elle encourage et débride les ardeurs collaboratrices des dirigeants vichyssois. Reste à savoir ce que Hitler va en faire... et il n'est pas pressé. De ce point de vue je trouve la date du statut des Juifs (18 octobre) plutôt tardive, et explicable seulement par le fait que Hitler n'en a pas voulu avant. Ces questions restent obscures et ne seront sans doute jamais pleinement éclaircies, beaucoup de choses passant par des regards et des insinuations d'Abetz devant Laval ou d'autres visiteurs.*

Je cite une partie du témoignage de l'EV Philippe Frédéric Moreau adjoint au Chef du Service Intérieur et Officier de Détail, à bord du Strasbourg.

« Mercredi 3 juillet 1940....

... L'artillerie est en état de tirer alors qu'elle ne devrait pas l'être : en effet, les clauses de l'armistice nous ont imposé de mettre en dépôt chez un agent consulaire allemand les précieux percuteurs indispensables pour faire partir les coups de canon. Le service artillerie en détenait un exemplaire supplémentaire et nos habiles armuriers avaient pu fabriquer à partir de ce modèle huit nouveaux percuteurs "home made" ».

Le Strasbourg est-il le seul navire à avoir du déposer ses percuteurs ? Quelle est la situation des munitions des autres navires ? Dans les témoignages que je possède, c'est le seul qui parle de ce problème : tout le monde a-t-il fait des percuteurs "home made" ?

*Ce témoignage est unique. Il semble que l'application de l'armistice à Mers-el-Kébir n'ait en rien concerné les navires, avant le 3 juillet, contrairement à ce qu'on dit souvent. Et c'est logique, puisque l'article 8 de l'armistice voulait qu'avant d'être désarmés et mis à équipages réduits, ils fussent préalablement ramenés en métropole.*

Comme vous le faites remarquer dans votre ouvrage le mois de mars 1935 est le point de départ de deux forfeitures d'Hitler - Rétablissement du service militaire (et annonce de la future construction de la Kriegsmarine) et dévoilement de l'existence d'une armée de l'air. La Grande Bretagne va violer le traité de Versailles puisqu'elle va signer, le 18 juin suivant, un accord limitant la flotte allemande au tiers de la flotte britannique avec une parité sur les sous-marins. Il apparaît que cette violation du traité va affecter l'amiral Darlan. N'est ce pas le point essentiel qui va le faire se diriger en juin 1940 vers la collaboration plutôt que partir et de donner l'ordre à la flotte de continuer le combat ?

*Et que faites-vous du désespoir planétaire de juin 40 devant le triomphe apparent de Hitler ? Darlan aurait-il été, avec Churchill et de Gaulle, l'un des rares à ne le point partager ? Toutes ses paroles et tous ses actes plaident en sens contraire. Car il est faux – c'est l'un des acquis de mon livre - qu'il ait été tenté à un moment quelconque d'embrasser une attitude résistante. Son fameux ordre du 28 mai, suivant lequel il a l'intention de désobéir, n'a pas été bien lu jusqu'ici. Cette désobéissance n'était annoncée que dans le cas d'un armistice livrant la flotte. Dès lors que l'article 8*

*faisait mine de la laisser à la France, le tigre était programmé pour se muer en agneau !*

La collaboration entre les deux alliés France et Grande-Bretagne a connu des divergences stratégiques notamment lors de la campagne de Norvège. Churchill arrive au pouvoir en mai 1940, il ne fait pas partie du courant des politiciens proche d'une politique "d'apaisement" or en France un certain courant pacifiste souhaite éviter la guerre. En se posant sur l'échiquier politique et stratégique on peut voir avec l'armistice une volonté des Français et notamment du maréchal Pétain de s'engager vers une collaboration active avec les Allemands. Parallèlement, Churchill doit faire face à une opposition latente au sein du monde politique anglais et notamment de Edward Halifax. La Grande-Bretagne est aux abois, nous sommes moins d'un mois après l'épisode de Dunkerque, et elle s'attend à un débarquement sur son territoire des troupes allemandes. Or Churchill souhaite entraîner les États-Unis dans le conflit et à surtout besoin d'un soutien de Roosevelt pour l'approvisionnement d'armes et la mise en place d'unités complémentaires de marine (50 destroyers). Pensez-vous que Mers-el-Kébir n'est qu'un coup politique visant à renforcer au niveau internationale la position de combattante jusqu'au boutiste face à Hitler et d'achever d'éliminer les opposants anglais (Halifax) à la guerre en prenant la flotte française comme enjeu stratégique ?

*J'ai pu avoir tendance à le penser et à l'écrire mais le fait de me pencher pendant deux ans sur la question m'a fait voir les choses un peu autrement. Il y a un vrai problème avec cet article 8, qui place la quatrième flotte de guerre du monde, tout armée et à plein effectif, à portée de saisie allemande ou italienne. C'est bien pour cela que les vichystes eux-mêmes en mentent l'aménagement (la permission de répartir la flotte entre l'Afrique du Nord et Toulon), jusqu'à la veille de Mers-el-Kébir, face à des Allemands qui ne disent pas non mais prennent leur temps. Du coup, Darlan s'efforce de convaincre les Anglais que c'est dans la poche mais ils ne sont pas convaincus du tout, et pour cause. Churchill invoque à bon droit la non crédibilité de la parole allemande, surtout non suivie d'effet... et Roosevelt le reçoit 5 sur 5 ! Donc le souci d'entraîner le président américain et le ministre Halifax dans une attitude plus belliqueuse existe, mais n'a pas à être isolé du reste. Churchill ne cherche pas à faire une démonstration de fermeté en montant en épingle artificiellement la question de la flotte française, celle-ci se pose bel et bien et Hitler l'a voulu ainsi... en pensant, lui, que cela pourrait faire passer à l'action les pacifistes britanniques, soucieux d'écartier la menace de mainmise allemande sur ces navires en renversant Churchill et en signant la paix.*

Les paroles du général de Gaulle sont intéressantes puisqu'il affirme début juillet 1940 que "Hitler est un

*homme d'imagination, il sait parfaitement que la guerre où il s'est lancé est une guerre mondiale qu'elle ne pourra se terminer que par la victoire totale la sienne ou la notre intéressant le monde entier". Si l'on examine bien la convention d'armistice et notamment la rédaction de l'article 8, Hitler ne provoque-t-il pas les Anglais en les obligeant à prendre un risque politique pour trouver une solution au sujet de la flotte française et par la même obliger la France à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne ?*

*À ma réponse précédente j'ajouterai ceci : Hitler ne veut sûrement pas d'une guerre entre Vichy et la Grande-Bretagne et, alors qu'il est souvent difficile de prouver ses calculs secrets avec certitude, ici c'est parfaitement possible. Car Vichy, lui, voudrait cette guerre et la déclarerait unanimement le 4 juillet si Berlin donnait son feu vert ! Et pourquoi Hitler n'en veut-il pas ? Parce que dès lors adieu Mein Kampf et le programme raciste d'expansion à l'Est ! Il n'y aurait plus qu'à développer la Kriegsmarine pour aider la France à défendre ses colonies contre les Anglais et, très vraisemblablement, les Américains qui, en cas d'irruption allemande en Martinique ou en Guyane, seraient en guerre immédiatement. On comprend d'ailleurs par là que Churchill, lui, ait pris d'un cœur assez léger le risque d'une guerre avec Vichy.*

Les devises de la Marine sont Honneur Patrie Valeur Discipline et l'amiral Darlan semble avoir réussi à fédérer l'ensemble des marins autour de sa politique, il est peu contesté par ses pairs. Néanmoins on peut s'interroger sur le moral réel des marins composant les équipages et sur l'esprit de bien vouloir continuer le combat. On s'aperçoit qu'avant Mers-el-Kébir le moral des officiers est partagé : les officiers d'active vouant une fidélité à l'amiral Darlan et au maréchal Pétain et les officiers réservistes prônant de continuer la lutte. Or après le 22 juin 1940, la marine française est la seule force en état de combattre. La fidélité au gouvernement est-elle la seule cause qui va faire qu'avant Mers-el-Kébir, peu de commandants voudront continuer le combat soit avec la Grande-Bretagne ou rallier la France combattante ?

*Là-dessus mon livre apporte beaucoup de neuf, dans un chapitre qui analyse les télégrammes de Darlan à ses grands subordonnés, de la prise du pouvoir par Pétain jusqu'à la veille du 3 juillet. On sent parfois que certains sont durs à convaincre, mais au total il fait prévaloir deux idées fausses : 1) l'armistice ne contient rien de contraire à l'honneur ; 2) la marine, si elle reste très unie et très fidèle au gouvernement, va garder d'importants moyens et augmenter sa place dans l'État. Une véritable entreprise de corruption corporatiste ! Elle passe par le refus de débattre et la sous-information des subordonnés. Tout est mis en œuvre pour que l'option de la continuation de la guerre ne soit pas évoquée dans les carrés des navires et les bistrotts des ports.*

# BTP : La Ligne Chauvineau

Par Jean Cotrez

## PRESENTATION :

Dès 1931, le général Gamelin donne l'ordre d'étudier une ligne de défense de la région de Paris. A partir de septembre 1939, devant l'offensive allemande en Pologne, l'Etat major français décide la construction de cette ligne de défense. Cette position est en fait essentiellement une ligne de défense anti-char. On note une concentration de blockhaus au débouché des ponts enjambant les divers cours d'eau, ponts qui étaient d'ailleurs sensés être détruits en cas de percée de l'ennemi. Elle s'étendait le long de la rivière Oise, de Conflans-sainte-honorine à Précy sur Oise, suivait le cours de la rivière « la Nonette » et celui du canal de l'Ourcq jusqu'à la Ferté sous Jouarre, soit une longueur de 130 km. Elle devait être constituée d'environ 300 blockhaus, de 15 km de fossés anti-char, de zones inondables (grâce à des barrages sur les cours d'eau) et de divers barrages de tétraèdres sur les routes et les voies ferrées. Les blockhaus étaient réduits à leur plus simple expression et contrairement au catalogue de l'organisation Todt pour le mur de l'Atlantique qui comptait près de 400 types de bunkers différents, la panoplie de modèles, pour la ligne Chauvineau, était réduite à 7, plus 2 types d'encuvement. Ces blockhaus devaient utiliser les armes couramment employées dans l'armée française d'alors, à savoir la mitrailleuse Hotchkiss modèle 1914, le canon anti-char de 25 mm. Quant aux encuvements, ils étaient conçus pour recevoir les canons de marine de 47 et 65 mm. De plus certains secteurs seront équipés de projecteurs (17 au total) de 60cm pour les tirs de nuit. Les travaux seront interrompus en juin 1940 par l'approche des troupes allemandes. Elle prit le nom de son concepteur, le général Chauvineau, commandant le génie de la région de Paris, sous l'autorité du général Héring, nommé gouverneur militaire de Paris à la mobilisation.

## CONSTRUCTION :

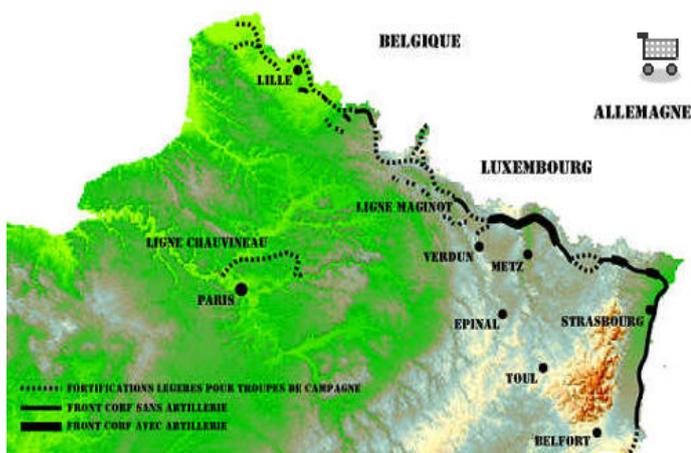
Sa première initiative est donc de demander aux commandants de groupes des secteurs traversés par la ligne, de déterminer les meilleurs emplacements pour les actions de flanquements (mitrailleuses et canons AC), ces emplacements devant être bétonnés ultérieurement, la construction d'abris de campagne passifs (rondins, sacs de sable), le creusement de tranchées et de fossés anti-chars et enfin la réalisation de PC et d'observatoires. Il savait déjà que l'établissement de réseaux de barbelés serait impossible, toute la production étant réservée aux frontières Nord et Est ! Les moyens étant réduits et la guerre étant maintenant déclarée, il doit utiliser au maximum les obstacles naturels, c'est-à-dire cours d'eau, forêts, villages. La ligne fut scindée en 4 régions et 13 secteurs de travaux. On estimait à 4 mois la durée des travaux envisageant donc d'être opérationnel en décembre 1939. En fait en juin 1940, les travaux étaient encore en cours et très vite on s'aperçu que le rôle attribué à la ligne, arrêter les blindés, serait très difficile voire impossible à assumer. Fin décembre 1939, sur 260 blockhaus prévus, 61 seulement étaient terminés. Ce chiffre passe à 133 fin février 1940. Devant l'avancée des troupes allemandes on demande la préparation des actions de sabotage des voies de communications (ponts, routes, voies ferrées). Cette destruction commence le 11 juin 1940 parfois sous le feu des avant-gardes allemandes. Plus de 30 actions visant principalement les ponts enjambant les cours d'eau sont réalisés sur toute la longueur de la ligne.

## LES COMBATS SUR LA LIGNE CHAUVINEAU :

En fait les combats vont se concentrer du 8 au 14 juin 1940. Dans sa course vers la Manche Rommel est au nord-est de la région parisienne, Guderian est à Reims...

**Le 8 juin** l'armée française recule partout. La 84<sup>ème</sup> DIA (division d'infanterie africaine) prend position le long de l'Oise. Dans sa retraite elle a perdu son artillerie lourde de 75 et 155 mm, (il ne lui reste qu'une batterie de 47mm et de 25 mm anti-char), ses transmissions, son génie. C'est donc une unité très affaiblie qui s'apprête à combattre.

**Le 9 juin** voit des lambeaux de division d'infanterie arriver sur la position. Les 13<sup>ème</sup> (après une marche de 30 km en provenance d'Amiens), 16<sup>ème</sup> (général Juin) et 24<sup>ème</sup> DI elles aussi dépourvues de matériel lourd prennent position et tentent de colmater les brèches. Les 19<sup>ème</sup> et 57<sup>ème</sup> DI prennent position respectivement au nord et au nord est du dispositif.



Tracé de la ligne Chauvineau

**Le 10 juin** est une journée difficile pour nos armes. En fin de matinée, les sorties Sud-Est de Beauvais sont tenues par les chars allemands qui commencent à progresser lentement vers Beaumont-sur-Oise. Dès le matin le 8<sup>ème</sup> Armeekorps de la XVIII<sup>ème</sup> armée pousse dans le secteur de l'Isle Adam. Quelques escarmouches auront lieu avec des blindés français, mais ceux-ci surclassés en nombre se replieront, laissant la route vers le sud et donc Paris libre. Côté français, la 13<sup>ème</sup> DI continue à se regrouper derrière L'Isle-Adam dont les ponts sur l'Oise sautent entre 21h30 et 21h45. Mais l'ordre impératif de ne pas détruire le barrage écluse malgré les demandes incessantes du général Baudouin aura un effet décisif lors des prochaines heures. Le haut commandement craignait que la destruction de cet ouvrage n'abaisse le niveau de l'Oise et ne facilite sa traversée en amont. Dans le secteur Nord-ouest du dispositif, ce sont les IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> Armeekorps qui se présentent devant les 11<sup>ème</sup> et 57<sup>ème</sup> DI. La 11<sup>ème</sup> qui était encore sur la rive nord de l'Oise se replie sur la rive sud. Ces journées de combats ne sont pas marquées par de grandes offensives. Ce seront des coups de mains ou des tentatives d'infiltrations, dont certaines réussiront mais sans toutefois donner un avantage définitif. Les divisions françaises repliées sur les rives sud des différents cours d'eau, bien que dépourvues de matériel lourd ont bien camouflé le peu d'artillerie qu'il leur restait ainsi que leurs armes légères (mitrailleuses et canons AC) et se sont bien gardées d'ouvrir le feu sur des cibles restreintes. Ces dernières sont en fait constituées de patrouilles qui viennent en reconnaissance tâter le terrain.

**Le 11 juin** en début d'après midi, les Allemands envoient des patrouilles sur l'Oise dans le secteur Nord-ouest pour voir si un franchissement de la rivière est possible. La 16<sup>ème</sup> DI les accueille d'un feu nourri. Devant cet échec, les Allemands repoussent l'attaque au lendemain. En fin d'après-midi, le pilonnage en vue de l'attaque du lendemain de nos lignes commence autour de l'Isle Adam.

**Le 12 Juin** les Allemands passent donc à l'offensive suite à leur échec de la veille. A 9h50 100 pièces d'artillerie arrosent les positions françaises. Les ponts ayant été détruits, l'ennemi commence la traversée de l'Oise sur des canots pneumatiques. Quand ils sont à portée, l'artillerie française qui était restée muette jusque là ouvre le feu et repousse cette première tentative. Les Allemands décident de rechercher d'autres points de passage et par des attaques surprises, obligent les batteries françaises à se dévoiler. Elles sont ensuite harcelées par l'artillerie ennemie. A 12h10 nouvel assaut supporté par des 88 de la flak en plus de l'artillerie classique. Ce deuxième assaut est lui aussi repoussé. Un troisième assaut, pourtant couvert par des fumigènes, échoue de nouveau vers 14h00. A 18h25 un 4<sup>ème</sup> assaut est déclenché. Celui-ci sera victorieux malgré une défense héroïque et des combats au corps à corps pour défendre chaque position abandonnée. Les troupes françaises seront submergées par le nombre.

## TYOLOGIE DES OUVRAGES :

Dans la même optique que pour le mur de l'Atlantique mais bien sûr à une échelle moindre, afin de rationaliser et de faciliter la construction des ouvrages, des plans types de ces derniers furent établis. Il existait 7 types de blockhaus :

Type 1 : blockhaus pour canon antichar de 25 mm

Type 2 : blockhaus pour mitrailleuse Hotchkiss (non construit)

Type 3 : bouclier pour canon antichar de 25 mm

Type 4 : bouclier pour mitrailleuse Hotchkiss

Type 5 : blockhaus renforcé pour canon antichar de 25

Type 6 : blockhaus renforcé pour mitrailleuse Hotchkiss

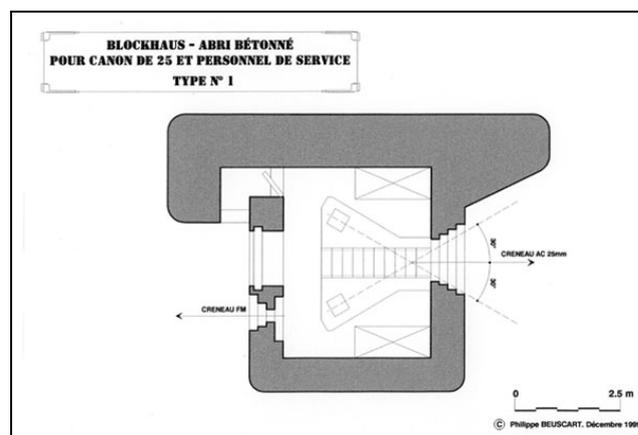
Type 7 : tourelle pour mitrailleuse Hotchkiss

Encuvements pour canon de marine de 47mm et 65mm

## DESCRIPTION :

1/ Blockhaus type 1 pour canon antichar de 25 mm :

Ouvrage destiné à recevoir une arme antichar et un FM. 10 exemplaires seulement seront construits. Le toit est d'une épaisseur de 1 mètre lui permettant de résister à 2 impacts de canon de 105 ou 1 coup au but d'un calibre de 155mm. Un revêtement de tôle est fixé au plafond à l'intérieur de l'ouvrage afin de protéger les occupants des éclats de béton. La position FM protégeait l'entrée du bloc en forme de coude à 90°. L'embrasure pour le canon antichar était disposée à l'opposée de cette position. Les servants logeaient dans l'ouvrage. Une goutlotte située sous l'embrasure du canon permettait l'évacuation des douilles.



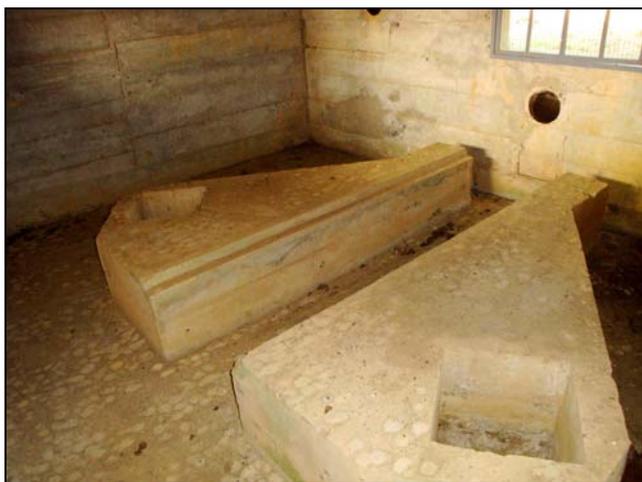
Plan bloc type 1 (inversé par rapport à la photo)

Le canon était rentré dans le blockhaus par l'accès situé à droite du créneau FM. Cet accès était encadré par 2 rails verticaux, visibles sur la photo et lorsque l'arme était en place, on comblait l'accès par des plaques de bois ou d'acier qui venaient se loger dans les rails. A droite des rails l'entrée du bloc. La visière en béton au-dessus des façades avant et arrière du bloc évitait la chute de gravats en cas de bombardement.



Bloc type 1 (face arrière – entrée)

La photo ci-dessus nous montre un blockhaus type 1 restauré à l'initiative de 2 professeurs par une quinzaine d'élèves du collège Marcel Pagnol de Betz, en partenariat avec la commune en juin 2007. A l'intérieur de l'ouvrage se trouvaient 2 blocs en béton servant à caler l'affût biflèche du canon. La goulotte située entre ces 2 plots, sous l'embrasure servait à l'évacuation des douilles. Elles étaient récupérées dans une petite fosse à l'extérieur.



Emplacement canon



Canon antichar de 25mm Hotchkiss (photo site : batailles-1939-1940)

Capable de transpercer presque tous les blindages allemands en 1940, à la déclaration de guerre environ 3000 pièces sont en service dans l'armée française. Cadence de tir 15-20 coups/mn, portée utile de 800 à 1500 mètres selon le blindage à transpercer.

2/ Blockhaus type 2 pour mitrailleuse Hotchkiss :

Ce blockhaus est identique au type 1 mais pour mitrailleuse. Il ne sera pas construit et on préférera à la place construire des blockhaus type 6 ou 7.

3/ Blockhaus type 3- bouclier pour canon antichar de 25mm :

C'est le type d'ouvrage le plus répandu sur la ligne en partie grâce à sa facilité de construction de par sa simplicité. Son action est destinée à un tir dans l'axe, vu le peu d'azimut que lui autorise son embrasure. Notez la forme particulière de ce créneau qui devait permettre le passage du canon et celui de la lunette de visée. D'où ce décalage de 2 fentes superposées. L'arrière de l'ouvrage est totalement ouvert comme sur la photo fig 6. D'autres modèles étaient équipés de mur pare-éclats comme sur la photo suivante. Enfin des crochets métalliques fixés sur la dalle permettaient d'installer des filets de camouflage.



fig 6 bouclier type 3 « simple »



Bouclier type 3 avec mur pare-éclat

4/ Blockhaus type 4 – bouclier pour mitrailleuse :

Modèle identique au type 3 mais pour mitrailleuse. La différence se situe au niveau du créneau de tir qui était du type à trémie. La mitrailleuse pouvant passer par l'entrée latérale, ce blockhaus était dépourvu d'accès arrière.



Embrasure à trémie d'un bloc 4.

6/ Blockhaus type 6 « renforcé » pour mitrailleuse :

Même caractéristiques que le blockhaus type 5. Seul l'accès arrière a disparu, la mitrailleuse pouvant passer par la porte latérale. L'embrasure est standard avec redans anti-ricochets. On aperçoit sur le toit les crochets métalliques qui permettaient la fixation de filets de camouflage.



Type 6

5/ Blockhaus type 5 « renforcé » pour canon antichar de 25mm :

Ce type d'ouvrage est très répandu sur la ligne. On retrouve le créneau de tir à doubles fentes décalées. Le canon était rentré par la face arrière de l'ouvrage à travers un accès que l'on obturait par des plaques qui se logeaient entre 2 rails verticaux (comme dans le bloc type 1)

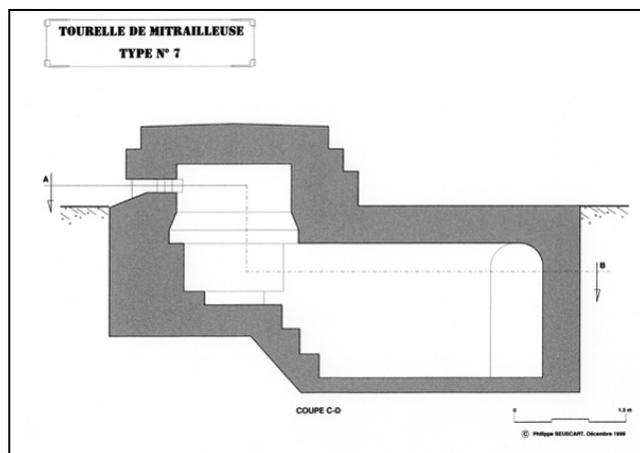


Intérieur d'un bloc type 5

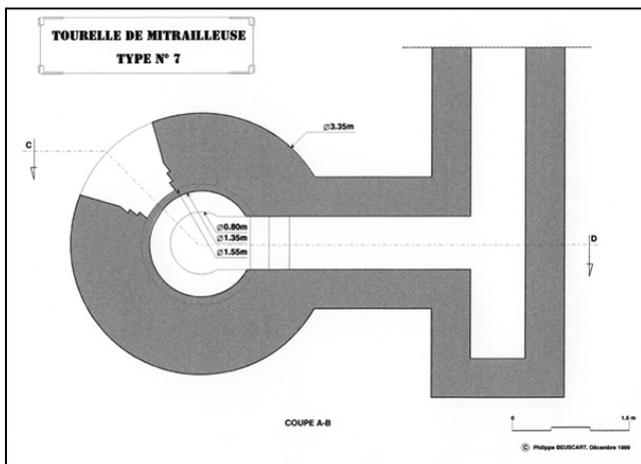
Au fond les 2 évidements verticaux accueillait les roues du canon. Au premier plan à gauche un des 2 rails verticaux permettant d'obturer l'accès arrière quand le canon était en place. L'accès dans le blockhaus se faisait par une porte latérale installée à droite ou à gauche selon l'exposition aux tirs adverses.

7/ Tourelle pour mitrailleuse Hotchkiss :

Cet ouvrage en forme de tourelle est profondément enterré lui permettant un bon camouflage et une bonne résistance aux tirs ennemis. Son embrasure de tir ne dépasse que de quelques centimètres au-dessus du sol. L'accès se fait par un couloir bétonné lui-même enterré. Son aspect fait penser aux « tobrouks » allemands qui parsèment les côtes européennes. L'avantage pour les servants est qu'ils sont à l'abri sous une carapace de béton mais l'inconvénient est que le secteur de tir est limité à environ 45°.



Type 7 en coupe



Type 7 vu de dessus



Type 7 : tourelle pour mitrailleuse Hotchkiss

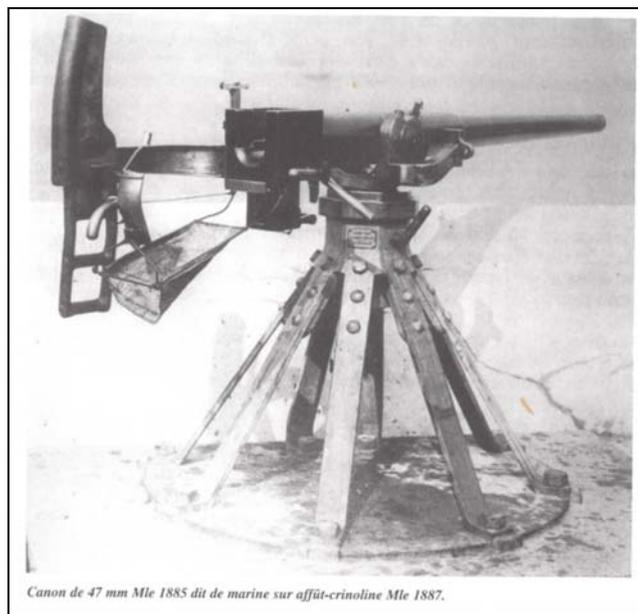
La mitrailleuse Hotchkiss modèle 1914 datait comme son nom l'indique de la première guerre mondiale. Faute de modèle plus élaboré elle fut de nouveau employée en 1940. Elle tire de cartouches de calibre 8mm montée par 24 sur bande rigide ou 250 sur bande articulée. Elle a une vitesse pratique de tir de 150 coups/mn et une portée pratique de 1200 m (portée max 5500m)



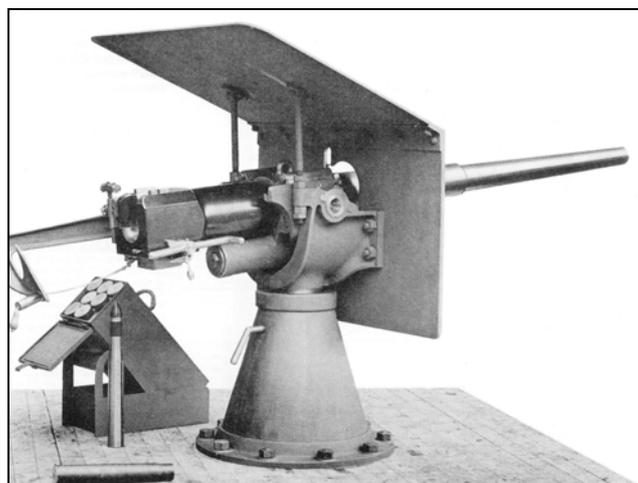
Mitrailleuse Hotchkiss (avec bande rigide en place)

LES CANONS DE MARINE DE 47 ET 65 MM :

Au début des années 1930, la marine cède gratuitement à l'armée des canons dont elle n'a plus l'utilité. Parmi eux les calibres 47 mm modèle 1885 et 65 mm modèle 1902. Ces 2 armes garniront les fortifications (y compris Maginot) et seront utilisées comme arme anti-char. Le modèle de 47 mm sera installé sur affût crinoline et utilisé, sur la ligne Chauvineau en encuvement et utilisé, sur la ligne Chauvineau en encuvement comme arme anti-char. Sa portée pratique est de 1000 m et sa cadence de tir de 15 coups/mn. Les 2 modèles de canons sont montés sur affût pivotant et boulonnés au sol dans l'encuvement.



Canon de 47mm sur affût crinoline (photo P. Beuscart)



Canon de 65 mm dans son encuvement (photo P. Beuscart)

## LES INONDATIONS :

Enfin comme précisé dans la présentation générale de la ligne Chauvineau, les inondations contrôlées de certaines zones ont été réalisées afin de ralentir l'avancée des divisions blindées allemandes. Leurs mises en œuvre furent confiées à un capitaine de réserve du génie. Elles furent réalisées en construisant de petits barrages équipés de vannes sur 2 petits cours d'eau de la région, la Grivette et la Nonette. Les surfaces inondées représentaient 200 ha, soit 13.5 km avec un volume d'eau estimé à environ 1 million de m<sup>3</sup> d'eau. La hauteur d'eau sur les zones inondées variait suivant le terrain, de 60cm à 1.50 m d'eau. La réalisation des préparatifs pour ces inondations ne se fit pas sans poser quelques problèmes avec certains riverains qui voyaient d'un mauvais œil la mise en eau de leurs terres. Les inondations furent déclenchées le 6 juin 1940.

### Sources :

Texte : inspiré du site : [www.lignechauvineau.free.fr](http://www.lignechauvineau.free.fr) avec l'aimable autorisation de son créateur

Photos : auteur, sauf mentionné.

**Du 10 au 13 juin, 216 soldats français sont tombés au champ d'honneur en défendant le passage de l'Oise et tentant ainsi de retarder l'avance de l'ennemi vers Paris qui entre temps avait été déclarée ville ouverte...**

PS : à noter que la restauration de 3 ou 4 blockhaus (selon les autorisations des propriétaires) de la ligne Chauvineau qui apparaissent dans cet article est prévue dans la région Gouvieux/Précy sur Oise par les membres du forum Oise 39-45 (dont le webmaster, Fredobedo, est membre de notre forum) et par une association du village de Précy sur Oise. Si ce projet est mené à son terme, les blockhaus seront présentés au public lors des prochaines journées du patrimoine en septembre 2010. La rubrique BTP ne manquera pas de faire un article de fond sur cette réhabilitation s'inscrivant dans le devoir de mémoire.



**Stèle en l'honneur des combattants français**

# Les Journées de la Mémoire de la Résistance

du jeudi 27 mai au dimanche 30 mai à Châteauneuf la forêt

« JE TRAHIRAI DEMAIN  
PAS AUJOURD'HUI »

« Je trahirai demain pas aujourd'hui.  
Aujourd'hui, arrachez-moi les ongles  
Je ne trahirai pas !  
Vous n'avez pas le bout de mon courage.  
Moi, je sais.  
Vous êtes cinq mains dures avec des  
bagues.  
Vous avez aux pieds des chaussures  
avec des clous.  
Je trahirai demain. Pas aujourd'hui,  
Demain.  
Il faut la nuit pour me résoudre.  
Il ne me faut pas moins d'une nuit  
Pour renier, pour abjurer, pour trahir.  
Pour renier mes amis,  
Pour trahir la vie,  
Pour mourir.  
Je trahirai demain. Pas aujourd'hui.  
La lime est sous le carreau,  
La lime n'est pas pour le bourreau,  
La lime est pour mon poignet.  
Aujourd'hui, je n'ai rien à dire.  
Je trahirai demain. »

Marianne COHN  
dite COLIN  
Poème écrit en cellule  
en novembre 1943

L'ANACR

L'office de tourisme Briance Combade

Présentent

RESISTANCE

Journées de la  
Mémoire



du 27 mai au 30 mai 2011

« La seule manière d'être au présent. Résister, c'est  
créer, créer, c'est vivre »  
Lucie Aubrac

A. N. A. C. R.

Canton de Châteauneuf la forêt

C'est un coin bien peu connu, entre Limoges et Massif Central, c'est la montagne limousine. C'est une terre de paysans. De façon ancestrale cette terre s'est toujours démarquée par sa force de Résistance qui s'est manifestée de la façon la plus marquante, et la plus présente encore dans les mémoires, lors de la seconde guerre mondiale.

Dès 1939, face à la montée du nazisme et du fascisme, l'opposition était là, dénonçant les dangers pressentis ; dès 1941 Georges Guingouin prit le maquis et devint le premier maquisard de France. Ce maquis de masse fut très actif et efficace. Les nazis appelèrent la région : « la petite Russie ».

Ces paysans qui refusèrent, qui prirent les armes, certains sont encore là pour témoigner et partager leur histoire. Membres de l'ANACR de Châteauneuf-la-Forêt, rejoints par des plus jeunes, ensemble ils travaillent pour transmettre la Mémoire.

De cet objectif, sont nées Les Journées de la Mémoire de la Résistance. Elles ont pour but de faire découvrir une époque, transmettre un vécu et des valeurs par différents moyens : projections de films documentaires, de film fiction, concert, expositions, randonnées sur des lieux de maquis, rencontres, débats...

**-Exposition :** "Les femmes dans la guerre de 1939-1945".  
Maison Jane Limousin à Châteauneuf la forêt

**-Exposition :** objets divers d'époque liés à la Résistance et à la guerre 1939-1945, issus de collections privées. Office de tourisme à Châteauneuf la forêt

**-Projection documentaire suivi d'un débat :** "Thérèse Menot, à force de Résistance", film de Tessa Racine, suivi d'un débat avec Marcelle Legouteil-Magadoux, Résistante et Camille Senon, famille des Martyrs d'Oradour sur Glane.

**-Projection film :** "Blanche et Marie", avec Miou-Miou, Sandrine Bonnaire, Gérard Klein, Maria Casares... Film réalisé par Jacques Renard en 1984. Durée 1h32

**-Concert :** "Chants de liberté" par la Chorale Sainte-Claire

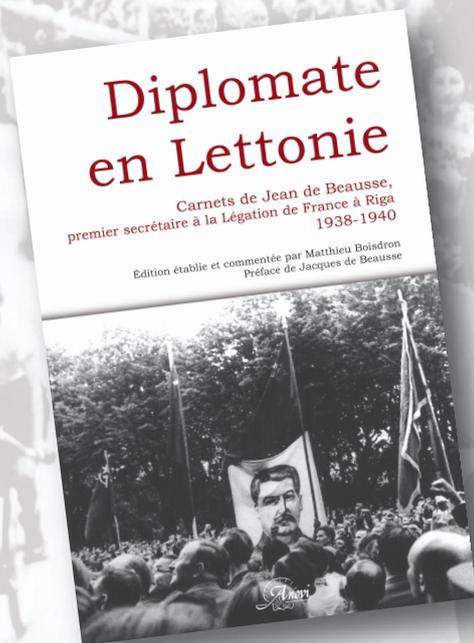
**- Randonnée :** "Sur les lieux de maquis", suivez votre guide sur des lieux de maquis, départ Place du Monument aux Morts

Renseignements :

Office de tourisme Briance Combade, 19 place Eugène Degrassat, 87130 Châteauneuf la forêt, 05.55.69.63.69. .  
[ot.briance.combade@wanadoo.fr](mailto:ot.briance.combade@wanadoo.fr)

# DIPLOMATE EN LETTONIE (1938-1940)

**Carnets de Jean de Beausse,**  
*premier secrétaire à la Légation de France à Riga*



Le journal de Jean de Beausse est un témoignage de premier ordre qui relate de l'intérieur l'effondrement d'un des trois pays baltes - la Lettonie - mise sous tutelle puis brutalement annexée en 1940 par l'URSS de Staline, en vertu du pacte germano-soviétique d'août 1939.

Abondamment illustré de magnifiques photographies d'époque inédites prises par Jean de Beausse en personne, ce livre témoigne des efforts d'une jeune Nation pour sa survie dans un contexte international dramatique... Hélas sans succès.

Les archives de la Légation française en Lettonie ont toutes été détruites en 1940. Les carnets de Jean de Beausse constituent donc le seul document diplomatique sur cette période et ce pays. Ils n'en sont que plus précieux.

Fils de l'auteur, Jacques de Beausse, fut lui-même le premier ambassadeur de France en Lettonie lors de la seconde indépendance de 1991. Enfant à l'époque des faits, il a préfacé cet ouvrage et l'a enrichi de son propre témoignage, inédit lui aussi. Commenté et annoté par Matthieu Boisdrion, historien spécialiste de l'Europe centrale et orientale entre les deux guerres, **Diplomate en Lettonie** offre un éclairage passionnant sur des faits méconnus et constitue une source capitale pour comprendre une époque complexe et troublée.

Nombre de pages : 240 pages.

Format : 180 x 270 mm.

Illustrations : une centaine de photos, cartes.

Prix public : 20 euros avant parution, 25 euros après.

Parution : à l'issue de la souscription.



**Oui**, je réserve dès aujourd'hui ..... exemplaire(s) de

**Diplomate en Lettonie. Carnets de Jean de Beausse,**  
*premier secrétaire à la Légation de France à Riga (1938-1940)*

> **Je ne règle rien maintenant** <

Ce livre me sera facturé seulement après publication, lors de la livraison,  
et au tarif préférentiel de 20 euros, franco de port (au lieu de 25 euros)

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : ..... VILLE : .....

CODE POSTAL : ..... PAYS : .....

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : ..... SIGNATURE (vaut commande) : .....

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : .....

**À retourner par courrier postal aux Éditions ANOVI - Le Chauffour - 37220 PARÇAY-SUR-VIENNE**  
**Ou bien passez votre commande en nous écrivant à [contact@anovi.fr](mailto:contact@anovi.fr)**

Et retrouvez l'ensemble de notre catalogue sur [www.anovi.fr](http://www.anovi.fr)